

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL — FACULTÉ DE DROIT
SECTION DES SCIENCES COMMERCIALES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

LES EFFETS ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIALISATION

THÈSE

présentée à la Section des Sciences commerciales, économiques et sociales
pour l'obtention du grade de Docteur des sciences commerciales et économiques

par

J. DEMICHER

Licencié des Sciences commerciales de l'Université de Genève

IMPRIMERIE DE L'OUEST — BAUMANN & NICATY
NEUCHÂTEL — 1953

Monsieur Julius Demicher est autorisé à imprimer sa thèse de doctorat ès sciences commerciales et économiques : *Effets économiques de l'industrialisation*. Il assume seul la responsabilité des opinions émises.

Neuchâtel, le 16 juillet 1949.

*Le directeur de la Section
des sciences
commerciales, économiques et sociales*
P.-R. ROSSET

**LES EFFETS ÉCONOMIQUES
DE L'INDUSTRIALISATION**

Introduction

Le but du présent travail est d'exposer théoriquement le progrès des pays civilisés de l'Europe centrale et occidentale du stade de l'agriculture et de l'élevage à celui de l'industrialisation.

1. Histoire du développement

Depuis les théories des stades économiques, théories dont nous ne mentionnons ici que celle de F. List qui nous intéresse spécialement, on s'est demandé si, au cours des temps, le développement économique s'est accompli par la contrainte, ou si c'est un fait du hasard que l'Europe centrale et les Etats-Unis sont aujourd'hui les fournisseurs des articles fabriqués pour la satisfaction des besoins du monde presque entier.

Notre tâche ne sera pas de trancher cette question. Nous nous bornerons plutôt à montrer certaines tendances qui ont conduit à l'avènement de l'économie capitaliste telle que nous la connaissons aujourd'hui, et qui est une économie de la grande entreprise industrielle.

a) L'économie du Moyen Age

Depuis Sombart¹, on est enclin à considérer la production du domaine seigneurial du Moyen Age comme une production purement agricole. On peut cependant déjà constater dans le « Capitulari de villis »² de Charlemagne, que le domaine seigneurial médiéval — sans parler des domaines ecclésiastiques — ne pouvait pas se passer des artisans. Nous laisserons aux historiens économiques la tâche de déterminer si à l'origine le forgeron était l'artisan qui exécutait tous les travaux, ou si nous devons déjà, à ce stade, admettre le morcellement des métiers et la division des professions³.

Ce que nous devons constater, c'est que les métiers se développent déjà dans l'économie du Moyen Age et s'établissent dans les villes dès

la fondation de celles-ci à partir du XII^e siècle ; très tôt des corporations se formeront. Au cours des XIV^e et XV^e siècles elles prendront la direction des affaires publiques⁴.

Si nous cherchons ce qui distingue l'artisanat moyenâgeux de l'entreprise industrielle moderne, même si nous reconnaissons les critères de Sombart, il nous faut mettre l'accent principalement sur la technique et l'altération de l'ordre économique qui sont à la base du changement dans la pensée économique, qui commence dès le XV^e siècle⁵.

L'homme moyenâgeux était, quant à son essence, orienté vers l'au-delà. Les problèmes du juste prix et du juste salaire qui nous apparaissent aujourd'hui comme des postulats éthiques, étaient pour lui des axiomes, car dans le cadre de l'Eglise du Moyen Age, cet homme considérait la satisfaction des besoins, qui est la source principale de toute activité économique, comme un mal nécessaire à une fin métaphysique⁶.

Il ne nous appartient pas d'examiner pour quelles raisons cette conception s'effondra et comment est née la rationalité dans l'action humaine. Que ce fussent le luxe des princes, l'effondrement de l'armée féodale et, par conséquent, l'apparition des mercenaires, ou la réforme calviniste, le refoulement des Mours, ou la création d'une bourgeoisie émancipée des liens qui l'unissaient à la terre, ou que ce fût la philosophie naturaliste écossaise ou la Renaissance française qui ait été la force motrice de ce mouvement, le fait est que, tout d'abord dans les villes de l'Italie du Nord et ensuite dans les villes de l'Allemagne du Nord, notamment dans les villes hanséatiques, une mentalité prit naissance dans laquelle le profit devint un but en soi⁷.

Cependant au moment où l'ouvrier perd tout ou une partie de son intérêt personnel pour son ouvrage et lorsque la joie au travail ne se mesure plus, ou pas exclusivement, selon des facteurs irrationnels, donc dans une période où commence à se manifester le phénomène appelé par Röpke «Uermassung» (formation des masses), les corporations et la production qualitative doivent nécessairement disparaître, même si l'Etat, comme ce fut le cas en France sous la direction du physiocrate Turgot en 1776, et plus tard par exemple en Prusse sous Stein et Hardenberg, n'intervient pas pour réglementer la liberté des métiers⁸.

b) La notion de l'industrie

Sans nous éloigner du langage commun, nous pouvons subdiviser la production humaine en production primaire et en activité de transformation des matières premières. La première de ces catégories comprend l'agriculture et l'industrie d'extraction, en particulier l'industrie

minière. Dans la deuxième catégorie, nous trouvons la production artisanale, qui a pour but de pourvoir à la satisfaction des besoins par une transformation de la matière qui fait augmenter sa valeur, ainsi que les activités tertiaires comme le commerce et les banques qui augmentent la valeur des biens sans changer leur nature⁹.

Dans les métiers nous pouvons distinguer selon Bücher la « production pour les clients » et la « production pour le marché ». Dès que l'entrepreneur, qui devient entrepreneur lorsqu'il supporte volontairement les risques du marché, ne travaille plus à la commande mais offre sa marchandise à une multitude de clients personnellement inconnus, il est forcé par la concurrence de produire le meilleur marché possible¹⁰. Le passage du travail artisanal au travail d'atelier ne s'est pas effectué sans frictions et il existe encore aujourd'hui des restes de la petite production artisanale comme le travail à domicile et la maison d'édition qui représentent la première forme d'organisation de la production¹¹.

Théoriquement, nous pouvons dire que ce processus doit se développer de telle façon que chaque facteur de production est affecté à la tâche pour laquelle il est le plus apte. Indépendamment des changements structurels que nous discuterons plus bas¹, nous arrivons à la conclusion que, selon la loi ricardienne d'association, une classe ouvrière doit se former. Non pas, ainsi que le prétend Marx, par suite de l'exploitation par les entrepreneurs, ni à cause d'un surplus de population, mais tout simplement parce qu'une spécialisation progressive du travail augmente la productivité de ce dernier¹².

Par ailleurs, il faut ajouter que, du point de vue de la loi des rendements décroissants, la grande entreprise est supérieure à tout autre. Ce fait est indépendant de l'état de la technique ; du temps de Colbert, la manufacture avait déjà un rendement bien supérieur à celui des entreprises artisanales¹³.

Si l'on est arrivé à l'industrie moderne, c'est parce que la loi des rendements décroissants ne s'applique pas aussi rapidement dans la production inorganique que dans la production organique.

Nous tombons ainsi d'accord avec Sombart pour dire que la notion de la production industrielle coïncide avec la notion de la production inorganique de la grande entreprise artisanale travaillant pour le marché¹⁴.

Du point de vue statistique il peut être intéressant de distinguer ici les entreprises petites, moyennes, grandes et géantes et dont le critère de classement réside dans le nombre d'ouvriers employés¹⁵.

Du point de vue de la législation industrielle il peut être important de savoir si l'industrie emploie des ouvriers ou des machines.

Pour nous, il suffit de constater qu'à l'heure actuelle la plus grande partie de la production industrielle s'effectue dans la grande entreprise et, que ce processus se développe, même si des tendances contraires commencent à se dessiner ¹⁶.

2. Le processus de l'industrialisation

Nous aurons à démontrer au cours de notre travail comment les différents facteurs contribuent à l'industrialisation. Dans la première partie nous devons prendre en considération le fait que la population du globe s'est accrue depuis 1800 dans une mesure telle qu'il n'est possible de maintenir le niveau de vie des ouvriers en harmonie avec les aspirations de ceux-ci que si l'on passe à la production de masse. Il faudra montrer que les progrès de l'hygiène qui se traduisent dans l'augmentation des naissances et dans la diminution de la mortalité, donc dans l'allongement de l'âge moyen, exercent une pression favorable à l'industrialisation.

Dans la deuxième partie nous démontrerons que l'augmentation de la population de son côté est provoquée par le besoin accru de main-d'oeuvre de l'industrie, et par les conditions de vie supérieures que l'industrie peut offrir par rapport à l'agriculture.

Dans la troisième partie nous nous occuperons du problème posé par la rareté du sol.

Dans la quatrième partie nous verrons comment, pour atteindre l'optimum de la satisfaction des besoins, le facteur de production humain doit être complété par un équipement adéquat en capitaux. Nous nous demanderons si dans le domaine de l'épargne et des investissements il n'existe pas de limite à l'industrialisation.

La cinquième partie sera consacrée au développement que l'industrialisation prend au sein du système économique basé sur la division du travail, la propriété privée, la liberté du travail et de la consommation.

La sixième et dernière partie traitera des relations entre les pays dont les niveaux d'industrialisation sont différents et des principes que l'on peut en tirer pour la politique commerciale.

Après avoir examiné ces problèmes, il nous restera à tenir compte du fait que la science économique est une économie politique au sens de List. Nous devrons donc rechercher dans quelle mesure le processus de l'industrialisation tel qu'il nous apparaît dans sa forme actuelle peut être justifié.

Nous devons naturellement nous limiter dans ce travail à des considérations purement scientifiques ; nous n'examinerons le processus

de l'industrialisation que du point de vue de la sélection des moyens, alors que le choix des buts est en principe libre¹⁷.

En effet, nous supposerons comme donné le but de la discipline catallactique, c'est-à-dire la maximisation du produit social, en admettant que les hommes agissent d'après leurs propres échelles de valeurs et désirent obtenir la plus grande satisfaction possible de leur besoins¹⁸.

Le but de ce travail est donc une analyse théorique. Pour saisir l'objet de notre recherche — l'industrialisation — nous utiliserons aussi bien la méthode inductive que la méthode déductive. Partant du point de vue que la méthode inductive ne peut qu'interpréter le jeu des faits historiques, comme celui des données statistiques, sans être capable de nous procurer de connaissances absolues, nous serons obligés, au départ, d'adopter une méthode déductive afin de donner à la réalité un cadre théorique permettant d'aboutir à des résultats concrets¹⁹.

Avant de commencer notre travail dans le cadre des considérations énumérées ci-dessus, nous voulons mentionner à la fin de cette introduction les objections moins essentielles qui peuvent être formulées contre l'industrialisation d'un point de vue non économique.

a) L'industrialisation et la constitution de l'économie

Le système économique capitaliste et la conjoncture sont inséparables. Le système économique capitaliste s'identifie toutefois, comme nous le démontrerons, du moins dans sa tendance, avec l'industrialisation. La grande entreprise n'est supérieure à la petite entreprise qu'aussi longtemps que l'écoulement de ses produits est assuré. Choisir la grande entreprise veut dire produire à bon marché, mais courir le risque de ne pas pouvoir écouler sa production. Même en faisant volontairement abstraction des changements dans les données, comme par exemple les variations de la mode, la question se pose de savoir si les avantages de la production basée sur la division du travail sont plus grands que les désavantages qui se produisent nécessairement en temps de dépression pour la classe ouvrière. Pour cette raison, les projets de réforme du système économique, ou du moins l'élimination de la conjoncture, n'ont pas manqué.

Pour certains penseurs, il suffit de souligner que la division du travail, la liberté de consommation et les transactions en argent sont les bases de l'économie capitaliste. Celui qui voudrait introduire un système de planification socialiste serait obligé de supprimer la liberté de consommation et, au lieu de distribuer ce qui correspond aux besoins, imposer l'ordre autoritaire²⁰.

Pour une économie sans conjoncture, ou à monnaie neutre, même si la valeur de la monnaie trouve son expression dans une équation

*quantitative, cette monnaie repose sur l'évaluation subjective des agents économiques. Tant que la valeur des biens se détermine par les calculs en argent, on est obligé, afin de maintenir la valeur de la monnaie, de faire en sorte que chaque sujet économique à tout moment évalue chaque unité monétaire selon un même barème*²¹.

b) L'industrialisation en tant que problème sociologique

*Il est peut-être possible, en dehors du monde socialiste et du capitalisme de monopoles, de trouver une voie nouvelle. Mais de toute façon, si l'on désire maintenir un niveau de vie élevé dans la population, notamment chez les ouvriers, cette voie ne peut se trouver en dehors de l'industrialisation et de la rationalisation. Ce chemin pourrait être celui de la « Civitas Human » et consisterait notamment en un emploi décent du temps de repos*²².

Remarques pour l'introduction

¹ Werner Sombart : *Gewerbewesen*, tome I, Leipzig 1904, p. 67 : « Diejenige Stufe gewerblicher Entwicklung, die die nach West-, Mittel- und Südeuropa einwandernden indo-germanischen Stämme erreicht hatten, war dies eines primitiven bäuerlichen Eigengewerbes. Der Bedarf an gewerblichen Erzeugnissen wurde im Rahmen ursprünglich der grosseren Stammeswirtschaften und später der kleineren bäuerlichen Einzelwirtschaften gedeckt. »

² Werner Sombart : *Gewerbewesen*, tome I, Leipzig 1904, page 70 : « Des weiteren unterschied sich die mittelalterliche Fronhofwirtschaft dadurch von der antiken Oikowirtschaft, dass die Bewirtschaftung des Bodens vielfach von Bauern ausgeführt wurde, die auf ihrer Scholle verblieben und lediglich zu Diensten bzw. Abgaben an den Fronherrn verpflichtet waren. Was die gewerbliche Produktion anbetrifft, so wurde diese ganz ähnlich wie in den alten Oikowirtschaften vollzogen. Es gab auf den grossen Fronhofen Frauensäle wo die aus dem eigenen Boden, bzw. von den eigenen Tieren gewonnenen Rohstoffe versponnen und verwebt wurden ; Es gab auf den Hofen herrschaftliche Anstalten zur Vermahlung des Getreides, zur Bereitung des Brotes, zum Brauen, zur Verrichtung der Schmiedearbeit, der Stellmacherarbeit usw. » — « Einen wie hohen Grad die Entwicklung der gewerblichen Produktion in diesen mittelalterlichen Fronhofen erreichte, lehrt uns die Darstellung, die wir von dem Königshofe Karls des Grossen im capitulare de villis finden : Hier wird ausgesprochen, dass an jedem Königshofe vorhanden sein sollen Eisen-, Gold-, und Silberschmiede, Schuster, Schneider, Sattler, Schreiner, Dreher, Zimmerleute, Schild- und Harnischmacher, Fischer, Vogelfänger, Seifensieder, Bereiter von Bier oder Apfel- und Birnenmost oder von anderen Getränken, Bäcker, welche Semmeln zu bereiten verstehen, sodann Verfertiger von Sachen zur Jagd, ebensowohl wie zum Fisch- und

Vogelfang u. a. m. Für seine grösseren Bauten, z. B. in Aachen, liess Karl der Grosse Künstler und Meister aus der weitesten Ferne berufen, daher findet man seit dieser Zeit auch Hofbaumeister und Hofmaler.»

³ Dr. Karl Bücher: Die Entstehung der Volkswirtschaft, troisième édition, Tübingen 1901, page 366: «Er stellt drei Schmiede einander gegenüber: einen gewöhnlichen Grobschmied, der wohl den Hammer führen kann, aber nicht gewohnt ist Nagel zu machen, einen anderen Schmied, der wohl Nagel machen kann, dies aber nicht zu seiner einzigen oder hauptsächlichsten Beschäftigung macht und endlich einen Nagel-Schmied, der nie etwas anderes gemacht hat als Nägels.»

Page 337: «Wir wollen diese dritte Art von Arbeitsteilung als Spezialisierung oder Berufsspaltung bezeichnen.»

Page 339: Entwicklungsvorgänge, die durch menschliche Willensakte herbeigeführt werden und bei welchen eine wirtschaftliche Leistung von einer Person, der sie bis dahin oblag, auf mehrere Personen übertragen wird, dergestalt, dass jede der letzteren für derhin nur einen differenten Teil der seitherigen Gesamtarbeit verrichtet.»

Page 340: «Was zunächst die Berufsbildung betrifft, so wäre diese eigentlich vor jeder anderen Art der Arbeitsteilung zu nennen gewesen.»

Page 341: «Dieser Zustand ändert sich, sobald einzelne Arbeiten aus dieser vielseitigen Wirtschaft sich aussondern und zum Gegenstand eines Berufes, zur Unterlage einer speziellen Gewerbstätigkeit werden.»

Page 342: «Man würde irren, wenn man meinte, dieser Prozess der Berufsbildung, der bei uns bereits im frühen Mittelalter beginnt, sei längst zum Abschluss gelangt.»

⁴ Gustav Schmoller: Geschichte der Strassburger Tücher- und Weberzunft, Strassburg 1878.

⁵ Werner Sombart: Gewerbewesen, vol. I, Leipzig 1904, p.58: «Als Grossindustrie ist demgegenüber diejenige Sphäre des gewerblichen Kapitalismus zu bezeichnen, in welcher die Betriebsformen Manufaktur oder Fabrik sind. Die Unterscheidung der verschiedenen Formen der Industrie wird also hier durch das Merkmal der Zentralisation bzw. Dezentralisation der Arbeiter bestimmt.»

Pages 58-59: «Diese Geldakkumulation ist nun aber, wie ersichtlich, noch nicht für sich allein schon hinreichende Voraussetzung auch nur für den Plan einer kapitalistischen Unternehmung. Es ist vielmehr möglich, dass der Geldbesitzer ganz und gar nicht die Absicht hegt, sein Vermögen in einer kapitalistischen Unternehmung zu verwerten. Was also zu der Geldakkumulation als subjektive Voraussetzung hinzutreten muss, um die kumulierten Geldbeträge in Kapital zu verwandeln, ist der spezifisch kapitalistische Geist ihres Besitzers. Darunter wird also eine Seelenstimmung zu verstehen sein, die wir als dem kapitalistischen Unternehmer eigentümliche kennen gelernt haben. Das Gewinnstreben, der kalkulatorisch-spekulative Sinn, der ökonomische Rationalismus.»

Werner Sombart: L'apogée du capitalisme, tome 1, Paris 1932, traduit par S. Jankélévitch, pages 30-31: «C'est donc l'entrepreneur capitaliste, et lui seul, qui constitue la "force motrice" de l'économie capitaliste moderne. Sans lui, rien ne se fait. Aussi bien est-il la seule force "productive" c'est-à-dire créatrice. Cela ressort d'ailleurs directement de ses fonctions. Tous

les autres facteurs de la production, le capital et le travail, se trouvent sous sa dépendance, ne sont animés que par son activité créatrice. De même, toutes les inventions techniques ne reçoivent que de lui leur vitalité.»

Werner Sombart : *Ordnung des Wirtschaftslebens, Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingen 1928.

⁶ **Saint Thomas d'Aquin** : *Somme théologique*, traduit par M. l'abbé Drioux, tome IVme, Paris 1852 ; page 588 : Question XXVII. art. 1.

1) (Codex juris canonici IV. 44)... « il est permis à un acheteur et à un vendeur de se tromper mutuellement »...

2) **Augustinus De Trinitate**, XIII. 3 - ... « Vous voulez acheter à bon marché et vendre cher »...

3) **Aristote**, *Ethique de Nichomachae*, VII. 13 - ... « la récompense doit être proportionnée d'après l'avantage qu'en a retiré celui qui a reçu le bienfait »... Conclusion. — 1^o **Aristote**, *Politique*, I. 6 - ... « A ce point de vue l'achat et la vente paraissent avoir été établis dans l'intérêt commun de l'acheteur et de vendeur »... 2^o ... « Dans ce cas la justesse de prix ne doit pas se régler seulement sur l'objet vendu, mais encore sur la perte que le vendeur éprouve en le cédant »...

Page 594 : Art. IV. 1) **Saint Chrisostome**, *Super Matthei* ... « Il semble qu'il ne soit pas permis dans le commerce de vendre plus cher qu'on achète »...

2) « Il est contraire à la justice de vendre une chose plus qu'elle ne vaut ou de l'acheter moins »...

Aristote, *Politique* I. 5, 6 - ... « C'est celle par laquelle on change une chose pour une autre ou des choses pour de l'argent dans le but de se procurer ce qui est nécessaire à la vie »...

Aristote, *Politique* I. 6 - ... « L'autre espèce d'échange consiste à donner de l'argent pour de l'argent, ou des objets quelconques pour de l'argent, non dans le but de satisfaire aux nécessités de la vie, mais pour faire un profit. Ce genre de profit paraît appartenir en propre aux marchands »...

⁷ **René Gonnard** : *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1943 : « Le mercantilisme va donc se constituer, doctrine nouvelle, pragmatique surtout, orientée vers la conquête de la richesse, peu préoccupée de science ni de morale, — étroitement nationaliste dans ses aspirations, réaliste dans ses méthodes, — à la fois ascétique et cupide, avouant la poursuite du gain et s'en glorifiant, en même temps qu'elle recommandera l'épargne, la simplicité, la restriction de la consommation : Le type français du milieu mercantiliste, ce sera l'industriel huguenot du temps de Colbert ; en Angleterre ce sera le commerçant, l'armateur quaker ou puritain. Quant à l'Espagne, elle en restera longtemps à l'idéal du conquistador et du propriétaire des mines d'Eldorado. »

⁸ **Werner Sombart** : *L'apogée du capitalisme*, tome I, Paris, 1932, traduit par S. Jankélévitch, pages 77 et suivantes.

Page 79 : « En France, l'œuvre d'émancipation s'accomplit avec beaucoup de solennité et de pompe, avec de grands gestes, pendant la Révolution : nuit du 4 août, déclaration des droits de l'homme, attitude doctrinaire, au nom des droits naturels. En réalité, on avait déjà commencé dès l'ancien régime, à saper l'ordre ancien. Turgot notamment avait déjà adopté de nombreuses mesures destinées à faciliter l'existence des métiers. La Révolu-

tion et l'Empire ont poussé à fond l'œuvre d'affranchissement. Napoléon règle le système monétaire, crée en 1800 la Banque de France et donne au pays un Code conçu dans un esprit éminemment capitaliste.»

⁹ **Werner Sombart** : *Gewerbewesen*, tome I, Leipzig 1904, page 52 : « Wir sprechen in diesem Falle auch von gewerblichem Kapitalismus und im Munde des gewöhnlichen Menschen lautet diese Bezeichnung für diese spezifische Form der gewerblichen Organisation : Industrie. »

« Kapitalistische Unternehmung nenne ich diejenige Wirtschaftsform, deren Zweck es ist, durch eine Summè von Vertragsabschlüssen über geldwerte Leistungen und Gegenleistungen ein Sachvermögen zu verwerten, d. h. mit einem Aufschlag (Profit) dem Eigentümer zu reproduzieren. »

¹⁰ **Dr. Karl Bücher** : *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, 3me édition, Tübingen, 1901, page 183 : « Hauswerk ist gewerbliche Produktion im Hause für das Haus aus selbsterzeugten Rohstoffen. »

Page 184 : « In der Form des Hauswerkes ist das Gewerbe älter als die Landwirtschaft. » (Comparez avec une autre opinion de Sombart dans la remarque No 1et 2).

Page 189 : « Aber das Hauswerk bleibt nicht reine Bedarfsproduktion. »

Page 191 : « Löst sich nunmehr der geschickte Hauswerker von dieser Verbindung ab und begründet gerade auf diese seine technische Geschicklichkeit eine eigene, vom Grundbesitz allmählich unabhängig werdende Existenz. »

Page 199 : « Bei der Mehrzahl aber trat an seine Stelle dasjenige Betriebssystem, welches man heute als Handwerk zu bezeichnen pflegt und das ich bereits im Eingang gekennzeichnet habe. Man könnte es auch Preiswerk nennen, um den Gegensatz gegen das Lohnwerk zu markieren. »

« Alle wichtigen Eigentümlichkeiten des Handwerks lassen sich in das eine Wort zusammenfassen : **Kundenproduktion.** »

¹¹ **Dr. Karl Bücher** : op. cit., pages 215 et suivantes ;

page 240 : ... « dass das Handwerk in allen Fällen, wo es gebrauchsfertige, raschem Verderben nicht ausgesetzte Ware liefert, die in bestimmten Typen für Durchschnittsbedürfnisse hergestellt werden kann, im höchsten Masse gefährdet ist, selbst da, wo eine technische Ueberlegenheit des Grossbetriebes nicht vorhanden ist. »

« In den Fällen dagegen, wo das Handwerkprodukt lokal angebracht oder individuell angepasst werden muss, verliert der Handwerker wenigstens nicht die Fühlung mit dem Konsumenten. »

« In beiden Fällen ist wiederum kleinkapitalistischer Betrieb allein lebensfähig. »

¹² **Ludwig von Mises** : *Nationalökonomie - Theorie des Handelns und Wirtschaftens*, Genève, 1940, page 127 : « Wenn A dem B in der Weise überlegen ist, dass er zur Erzeugung einer Einheit der Ware p drei Stunden Arbeit benötigt gegen fünf, die B dazu braucht, und zur Erzeugung einer Einheit der Ware q zwei Stunden gegen vier, die B braucht, dann ist es für A vorteilhafter, seine Kraft ganz auf die Erzeugung von q zu wenden und die Erzeugung von p dem B zu überlassen. Wenn jeder von ihnen je 60 Stunden der Erzeugung von p und q widmet, dann ist das Ergebnis der

Arbeit für A 20 p plus 30 q, für B 12 p plus 15 q, mithin für beide zusammen 32 p plus 45 q. Beschränkt sich jedoch A auf die Erzeugung von q, dann erzeugt er in 120 Stunden 60 Einheiten, während B, wenn er sich auf die Erzeugung von p beschränkt, in der gleichen Zeit 24 Einheiten erzeugt. Das Ergebnis ihrer Tätigkeit ist dann 24 p plus 60 q, was, da p für einen Substitutionswert von $\frac{3}{2}q$ und für B einen solchen von $\frac{5}{4}q$ hat, einen höheren Betrag bedeutet als 32 p plus 45 q. Für jeden einzelnen bringt sohin die Arbeitsteilung auch dann Vorteil, wenn er sich mit Personen verbindet, denen er in jeder Hinsicht für die Leistung jeglicher Art von Arbeit überlegen ist. Die höhere Ergiebigkeit der Arbeitsteilung lässt den Anschluss des Höherbegabten an den Minderbegabten für beide zum Vorteil ausschlagen. Der Nutzen der Arbeitsteilung ist stets wechselseitig.

Das Vergesellschaftungsgesetz lässt uns den Weg der Arbeitsteilung erfassen. Wir können nun begreifen, was die Einzelnen dazu getrieben hat, sich nicht als Konkurrenten im Kampfe um die Aneignung von Unterhaltsmitteln, die die Natur nur im beschränkten Masse zur Verfügung gestellt hat, zu betrachten; wir vermögen zu begreifen, was sie veranlasst hat und fortdauernd veranlasst, sich zu gemeinsamen Handeln zusammenzuschliessen. »

David Ricardo : *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome I, Paris, 1833, traduit de l'anglais par C. Oebyser :

Page 128 : « Un pays, qui par sa supériorité dans les machines et l'habileté de ses ouvriers, fabrique avec une plus grande économie de main-d'œuvre que ses voisins, peut, avec les produits de son industrie, faire venir du dehors le blé nécessaire à sa consommation, lors même que son sol serait plus fertile, et que le blé y viendrait avec moins de travail que dans le pays d'où il tirerait son approvisionnement. Supposons deux ouvriers sachant l'un et l'autre faire des souliers et des chapeaux : l'un d'eux peut exceller dans les deux métiers ; mais, en faisant des chapeaux il ne l'emporte sur son rival que d'un cinquième ou de 20 %, tandis qu'en travaillant à des souliers, il a sur lui un avantage d'un tiers, ou de 33 %. Ne serait-il pas de l'intérêt de tous les deux que l'ouvrier le plus habile se livrât exclusivement à l'état de cordonnier, et le moins adroit à celui de chapelier ? »

¹³ Dr. Herbert von Beckerath : *Der moderne Industrialismus, Gewerbepolitik I*, Jena, 1930 :

Page 6 : « Anfänge der Fabrikation seit achtziger und neunziger Jahren des XVIII. Jahrhunderts und schon in recht beträchtlichem Masse nach 1800 in England entstanden, zunächst lokal beschränkte um die Jahrhundertwende in den Vereinigten Staaten und auf dem europäischen Kontinent, wobei unter Fabrik auch der fabrikmässig betriebene Bergbau verstanden werden soll. »

Page 7 : « Erst zwischen 1850 und 1870 und besonders nach 1870 lässt sich beobachten, dass die industrielle Organisation der Produktion in Westeuropa, in Mitteleuropa und vor allem in den Vereinigten Staaten sich über die verschiedensten Teile der Warenherstellung ausdehnt. »

Karl Diehl : *Die Lehre von der Produktion, Theoretische Nationalökonomie*, tome II, Jena, 1924 ; article « Produktion », *Wirtschaftstheorie der Gegenwart*, Vienne, 1932.

¹⁴ Weroer Sombart : *Gewerbewesen*, op. cit., page 58 : « Als Grossindustrie ist demgegenüber diejenige Sphäre des gewerblichen Kapitalismus

zu bezeichnen, in welcher die Betriebsformen Manufaktur oder Fabrik sind. Die Unterscheidung der verschiedenen Formen der Industrie wird also hier durch das Merkmal der Zentralisation bzw. Dezentralisation der Arbeiter bestimmt. »

¹⁵ Zizek : Grundriss der Statistik, Leipzig, 1923.

¹⁶ Loi fédérale sur le travail dans les fabriques, du 18 juin 1914, Art. premier, paragr. 2 : « Un établissement peut être qualifié de fabrique s'il occupe plusieurs ouvriers hors de leur logement, soit dans les locaux de l'établissement et sur les chantiers qui en dépendent, soit en dehors à des travaux en corrélation avec l'exploitation industrielle. »

¹⁷ Ludwig von Mises : Nationalökonomie, comme précité, page 65 : « Den Erfolg, den das Handeln herbeiführen will, nennen wir Ziel, Zweck oder Ende. »

Page 66 : « Mittel ist das, was zur Erreichung des Ziels, Zwecks oder Endes führt. »

Page 59 et suivantes.

¹⁸ Ludwig von Mises : Nationalökonomie, comme précité, page 175 : « Der Subjektivismus der Praxeologie und Nationalökonomie hat mit der relativistischen Einstellung des Pseudohistorismus nichts gemein. Wenn er feststellt, dass die Entscheidungen der Menschen über letzte Werte der Kritik durch die Vernunft entzogen sind, verzichtet er nicht darauf, die Mittel auf ihre Brauchbarkeit zur Erreichung der angestrebten Ziele zu prüfen. »

¹⁹ Richard von Strigl : Kapital und Produktion, Vienne, 1934, dans l'introduction : « Ich muss das hier heshalb betonen, weil ich vielleicht noch mehr als dies sonst üblich ist, meinen Gedankengang immer wieder auf ganz besonders vereinfachenden Annahmen aufbaue, deren Brauchbarkeit immer erst im nachhinein geprüft werden kann, wenn die Kenntnis allgemeiner Zusammenhänge zur Erklärung eines komplexeren Tatbestandes herangezogen wird. Dass die Methode der ökonomischen Theorie auch die Fähigkeit und Bereitwilligkeit voraussetzt, auf Wertungen zu verzichten und allein nach Zusammenhängen zu fragen, sollte eigentlich nicht mehr betont werden müssen. »

²⁰ Ludwig von Mises : Nationalökonomie, comme précité, page 645 : « Es war ein Irrtum anzunehmen, dass man den Gleichgewichtszustand aus den Daten einer nicht im Gleichgewicht befindlichen Wirtschaft errechnen könnte ; es war ein weiterer Irrtum zu glauben, dass das, was das Handeln von heute für das Rechnen benötigt, Kenntnis der Wertungen und Bewertungen des Gleichgewichtszustandes wäre. Es erübrigt sich daher, darauf hinzuweisen, dass aus praktischen Gründen an die Verwendung des Gleichungen zur Lösung des Aufgaben, die die Wirtschaftsrechnung zu erfüllen hat, auch dann nicht gedacht werden könnte, wenn die Methode grundsätzlich als brauchbar erscheinen würde. » — Comparez à ce sujet Pareto, Manuel d'Economie Politique, deuxième édition, Paris, 1927, page 233 et suivantes ; Hayek, Collectivist Economic Planning, London, 1935, page 207 - 214.

Ludwig von Mises : Gemeinwirtschaft, Jena, 1928.

²¹ Marget : Theory of Prices, New-York, 1938.

²² Wilhelm Röpke : La crise de notre temps, adaptation française de Hugues Facsi et Charles Reichard, Zurich, 1943 : « En outre, il importe de faire de la concurrence un principe essentiel, mais non exclusif ; il n'est pas question de pureté chimique, pas davantage que dans le cas de la démocratie. Il va sans dire qu'un secteur assez important sera réservé à l'économie publique, d'après des principes mûrement pesés et réfléchis. De même, l'économie planifiée aura ses tâches positives et déterminées, avant tout dans le domaine de l'aménagement national. Evidemment, nous devons être sans pitié et sans compromis à l'égard de tous les monopoles ou monopoloides. Partout, où ils sont inévitables (par exemple dans le domaine important des services publics, dans les entreprises de transport, les usines électriques et certains domaines se rapportant à la production de matières premières), nous devrions défendre le point de vue suivant : s'il doit y avoir monopole, confions-le aux pouvoirs publics ou mettons-le sous leur contrôle sévère. Tout monopole privé ou sans contrôle public est intolérable. »

Page 257 et suivantes.

CHAPITRE PREMIER

La population

1. La population en tant que fondement de l'économie

Sous le terme économie, nous pouvons entendre la satisfaction ordonnée des besoins à l'aide des biens réels¹; de toute manière, l'existence même de l'action économique est liée à la rareté des moyens par rapport à l'ampleur illimitée des besoins².

a) La population en tant que porteur des besoins

L'homme comme sujet économique peut être considéré à un double point de vue. D'un côté, il est dans son ménage un consommateur qui essaie de satisfaire ses besoins, selon les lois de Gossen; d'un autre côté, il est un producteur qui, en transformant les matières premières que la nature lui a offertes, produit des biens en vue de la satisfaction de ses besoins.

Cette satisfaction des besoins peut s'effectuer, dans des conditions de vie primitives, par le travail uniquement; dans une économie évoluée, toutefois, cette satisfaction nécessitera aussi le concours de biens de production qui nous sont connus sous le nom de capital et qui s'acquièrent par l'abstention à consommer, donc par l'épargne³.

b) L'augmentation des besoins en tant que fondement de l'industrialisation

Depuis Jevons⁴, les économistes ont essayé, par exemple Brentano⁵, d'établir une hiérarchie des besoins humains. Sans nous préoccuper des détails, nous pouvons admettre comme conditions primordiales de l'industrialisation que, d'une part, il faut qu'il existe une quantité nécessaire de main-d'oeuvre, en d'autres termes, une densité de population suffisante et que, d'autre part, les hommes manifestent un besoin pour les produits industriels.

2. L'accroissement de la population

Les conditions telles que nous venons de les exposer ne se trouvent réunies, en Europe, que vers la fin du XIIIe et au commencement du XIXe siècle. Avant cette époque les épidémies et les guerres maintinrent la population de l'Europe centrale à un niveau de vie à peu près stationnaire, de sorte que durant la période du mercantilisme, la préoccupation des hommes politiques était plus concentrée sur l'augmentation de la population que sur la création d'emploi pour des forces productives en excédent ⁶.

Aussi la structure des besoins de cette époque exigeait plutôt la production de biens moins nombreux mais de qualité supérieure et plus durables que ceux qui servent à la consommation massive ⁷.

On peut être d'un avis différent au sujet des causes de la transformation de la société globale. Il est à noter toutefois que la révolution industrielle en Angleterre voit naître des inventions ne pouvant être exploitées rationnellement que grâce à un excédent de population. Nous pensons ici en premier lieu à la machine à vapeur de Watt et aux inventions de Arkwright et de Cartwright : les métiers à filer et à tisser. A la même époque, à cause des « enclosures » qui sont introduites par les propriétaires fonciers anglais dans le but de stimuler l'élevage de moutons, les fils de fermiers anglais se voient dépourvus de terre à cultiver et affluent vers les villes où ils forment cette main-d'œuvre nécessaire au développement de l'industrie ⁸.

Malthus avait certainement raison en déclarant que l'augmentation de la population ne trouve de limite que dans l'instinct de reproduction. Dans la mesure où, par l'industrialisation progressive, les produits industriels étaient devenu meilleur marché et que les salaires réels étaient maintenus au même niveau, la population devait encore augmenter. Si l'on ajoute à ceci que les inventions de Watt et de ses successeurs dans le domaine des transports devaient provoquer d'autres diminutions de prix, l'Angleterre et très souvent aussi l'Europe continentale se sont trouvées à la fin des guerres de Napoléon dans une situation où les masses de population déjà existantes ne pouvaient être nourries que si l'on continuait dans la voie de la production massive.

Nous ne voulons pas dire par là que l'industrialisation a été pratiquée d'une façon systématique. Chaque invention apte à abaisser les prix de produits fut utilisée, car, du moins pour les « harmonistes », le souci de trouver des débouchés n'existait pas. Ce problème ne fut d'ailleurs pas résolu sans conflits, comme le montre déjà le seul fait de l'avènement de la théorie marxiste et le fait que Marx ait pu trouver des disciples dans le prolétariat.

La loi d'airain n'existait, à cette époque, pas plus que maintenant. Cependant, du temps de Malthus, les « Preventive and Repressive Checks » représentaient le seul moyen de freiner l'accroissement de la population⁹.

En ce qui concerne les « Preventive Checks » par lesquels Malthus ne désignait sans doute que la sage continence, le niveau d'instruction des peuples à cette époque n'était certes pas assez élevé pour les mettre en application.

L'évolution aurait pu peut-être prendre un autre cours si l'impérialisme des pays industriels n'avait pas permis la conquête de nouvelles terres arables comme les prairies d'Amérique du Nord et les savanes argentines, grâce auxquelles la limitation de l'approvisionnement alimentaire ne se fit pas sentir. Nous pouvons laisser ouverte la question de savoir si l'impérialisme a rendu l'industrialisation possible ou si c'est plutôt la pression de la population, comme ce fut certainement le cas en Amérique du Nord et en Angleterre, qui a conduit les hommes à la découverte de nouvelles terres arables. Quelle que soit la réponse à cette question, nous constatons que jusqu'à la première guerre mondiale, l'Europe centrale et occidentale était le grand centre industriel qui approvisionnait l'autre partie du monde en produits industriels dont elle recevait en échange des denrées alimentaires. Exception faite de cas particuliers, par exemple celui de l'Irlande et de la France, l'Europe était à cette époque une économie en pleine expansion au sein de laquelle se formait toujours un excédent de population apte à travailler. Ce fait a rendu possible d'une part la colonisation outre-mer et, d'autre part, aussi le progrès de l'industrialisation¹⁰.

3. Régression de la natalité

Dès 1900 la régression de la natalité et le vieillissement de la population commencèrent à se dessiner.

Il convient peut-être ici de signaler qu'il n'existe probablement pas de lois d'évolution naturelles. Il faut cependant admettre l'existence de certaines tendances démographiques qui, en l'absence de forces contraires, ont pour effet que le développement s'arrête en un point optimum¹¹.

a) Le fonds des moyens de subsistance et la population

Il n'est nullement nécessaire de se baser sur la théorie du bien-être de Wolf¹² ou la théorie de l'éducation de Oppenheimer pour se rendre compte que pour des raisons purement endémiques, la classe ouvrière tente de se maintenir à son optimum. En effet, lorsque dans

le passé cette limite a été atteinte, la régression des naissances est aussitôt intervenue et elle a atteint une telle proportion dans les pays industriels développés que, d'après l'opinion de certains pessimistes¹³, nous ne verrons à l'avenir plus de grandes conjonctures d'investissement, puisque celles-ci ne peuvent se réaliser que sous la pression d'un excès de population, ou, ce qui revient au même, par un niveau bas de salaires¹⁴.

Parallèlement à cette régression de la natalité, donc dans le cas de famille de deux enfants, un autre phénomène se présente, à savoir que la masse de la population n'est pas une donnée homogène, car dans le processus de production même, ce ne sont que des catégories d'âge entre 16 et 60 ans qui entrent en ligne de compte, alors que les enfants ainsi que les vieillards doivent être nourris par le reste de la population. Les progrès de la médecine ont eu pour effet que, du point de vue purement économique, les gens meurent plus vieux, alors qu'en même temps se manifeste un fléchissement des naissances¹⁵.

Simultanément d'autres nations se développent de la même manière. Nous pouvons distinguer ici deux groupes : d'une part, ceux d'Europe orientale, en particulier la Pologne et l'U.R.S.S., qui traversent la même période que celle vécue par l'Angleterre 150 ans auparavant ; ces pays ont une forte natalité et des salaires très bas, ce qui est considéré comme un danger, à tout point de vue, par les Occidentaux. A côté de ces pays traversant la première étape du capitalisme, il y a selon Wagemann¹⁶, des pays au régime capitaliste avancé, comme les Etats-Unis d'Amérique du Nord et le Canada, qui se caractérisent par une faible densité de population et une surabondance de capitaux, où le chiffre des naissances toutefois n'augmente pas. C'est pourquoi ces pays sont en mesure de payer des salaires plus élevés que le reste du monde.

b) Surpeuplement et sous-peuplement

On a calculé que le monde pourrait faire vivre à la rigueur une population d'environ huit milliards. Avec 2,2 milliards environ nous sommes encore très éloignés de cette limite, même si nous ne prenons pas en considération la possibilité d'utilisation de produits alimentaires synthétiques.

En parlant de pays sous-peuplés et surpeuplés, on compare le produit social par habitant ou le niveau des salaires qui ne dépendent pas seulement du chiffre de la population, mais aussi de la disponibilité des capitaux¹⁷.

Dans une économie sans frictions ou conflits, l'excès de population devrait pouvoir se compenser par des migrations, comme ce fut le cas

par exemple, au moins jusqu'à la première guerre mondiale, pour l'Irlande et les Etats-Unis. Du point de vue purement économique il est à noter que le facteur de production « main-d'oeuvre » est dans une grande mesure immobile et que des salaires plus élevés seuls n'inciteront que rarement l'ouvrier à l'émigration. En deuxième lieu la structure qualitative de la population doit être prise en considération. Les habitants d'un pays qui se décident à émigrer, ne sont pas les éléments moyens de la population, mais le plus souvent cette partie de la population qui est porteur de la plus grande force productive et d'initiative, donc ce sont précisément ceux dont on aurait le plus besoin dans le pays d'origine. C'est seulement de cette façon-là qu'il est possible d'expliquer que, même les pays surpeuplés comme la Belgique considèrent l'émigration comme une perte, et que inversement, les pays d'immigration typiques comme les Etats-Unis d'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande cherchent à se protéger par les quotas, car ils craignent le fait que les immigrants puissent abaisser le niveau des salaires dans le pays.

c) La colonisation interne

Au cours de l'industrialisation, il se produit une tendance que l'on a appelé la fuite des campagnes. Si nous cherchons la cause de ce phénomène, nous constatons tout d'abord que les conditions de la production agricole, du moins dans les pays européens, se présentent sous une forme beaucoup moins favorable que celle de la production industrielle.

Si l'on se demande comment il est alors possible que l'agriculture trouve toujours la main-d'oeuvre nécessaire, il faut pour répondre prendre en considération le fait que la classe paysanne est précisément très attachée à la terre et, que même en dépit des rendements inférieurs, cette couche de population n'abandonne pas la terre, comme ce fut par exemple le cas dans l'ancienne Rome à l'époque de l'Empire¹⁸.

A côté de ces raisons purement extra-économiques, qui par leur nature ne se prêtent pas à une étude scientifique dans le cadre de l'économie politique, des considérations d'ordre politique et de défense nationale jouent aussi un rôle. Il ne nous appartient pas ici d'examiner si l'autarcie économique représente, en cas de guerre éventuelle, un objectif économique rationnel, ou si l'on doit accorder des subventions à l'agriculture pour des raisons motivées par une tactique électorale. Nous pouvons nous borner à constater que les gouvernements ont considéré comme juste, durant les dernières cinquante années, de favoriser le crédit agricole et le subventionnement de l'agriculture, afin d'empêcher les fils de paysan d'aller s'établir dans les villes ; ces

migrations avaient souvent pour origine le morcellement des domaines familiaux par des partages successoraux, de sorte que le rendement de l'agriculture allait constamment en diminuant¹⁹.

Si donc nous admettons que pour des raisons purement économiques la ruée vers les villes devient aujourd'hui une chose compréhensible, nous ne devons cependant pas oublier que ce n'est pas seulement le salaire plus élevé qui a pour effet que l'on préfère être une sténodactylo en ville au lieu d'être une servante à la campagne. Le besoin de se faire traiter en tant que dame et de porter des bas de soie peut certes jouer un rôle, même si dans un cas pareil c'est aux dépens de la nourriture. Si nous voulons avoir une vue d'ensemble de cette question, il faut encore mentionner le cas des fonctionnaires qui travaillent aussi pour un salaire moins élevé que les employés de bureau afin de jouir d'une plus grande sécurité. Si nous reconnaissons que la satisfaction optimum des besoins est le but de l'économie, nous devons laisser à chaque individu le soin de décider lui-même s'il désire vivre en ville ou à la campagne.

L'un des plus grands adversaires de la fuite des campagnes a remarqué, qu'en employant des moyens de production nécessaires, on peut, avec succès, labourer aussi des terres de qualité inférieure²⁰.

4. La proliétarisation

Dès que le slogan politique : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » eut été proclamé en 1848²¹, on fut enclin à imaginer l'ouvrier comme un être livré à la merci de son employeur et, qui pour gagner sa vie, devait vendre son travail au-dessous de sa valeur²².

Il faudrait tout d'abord signaler que la notion du minimum vital n'est point concevable et, que de toute façon, le niveau de vie d'un ouvrier moyen est largement supérieur à cette limite²³.

Un autre argument nous est fourni par les allocations de chômage et les formes diverses des assurances sociales qui, aujourd'hui, ont pour effet que, du moins une fraction du sous-emploi est un chômage volontaire ; les ouvriers ne désirent souvent pas travailler pour un salaire qu'ils ne considèrent pas conforme à leurs exigences²⁴.

En troisième lieu il faut mentionner qu'il est habituel de parler de la protection du petit épargnant en même temps que de celle du prolétariat. Quoique les conditions changent d'un pays à l'autre, en général l'ouvrier est tout de même souvent propriétaire d'un livret d'épargne, ou du moins il pourrait l'être.

N'oublions pas que, du moins dans notre économie, la décision d'épargner ou de consommer est libre et qu'en faisant abstraction des

cas marginaux qui ressortissent au domaine de l'assistance sociale, depuis la fin de la première guerre mondiale, les ouvriers sont eux-mêmes des capitalistes.

Dans une autre sphère de nature purement sociologique, nous voyons des essais tendant à éloigner les ouvriers de l'idéologie de la lutte des classes. En nous bornant à l'aspect uniquement économique de ce problème, nous constatons que dans l'état actuel de la législation sociale, le temps de travail est déjà si court que les ouvriers trouvent du plaisir dans une occupation accessoire.

Pour rester dans le cadre de notre sujet, nous devons nous borner à constater que le travail industriel d'aujourd'hui est une nécessité si l'on veut maintenir le niveau de la satisfaction des besoins. Toutes les mesures susceptibles d'augmenter la joie au travail augmenteront le rendement, et, de ce point de vue, toutes les améliorations des conditions du travail sont à souhaiter. L'assistance sociale peut représenter un obstacle à l'épanouissement des forces productives de la main-d'œuvre et, dans ce cas, les victimes sont précisément les ouvriers que l'on a voulu aider ²⁵.

5. L'optimum de population

a) L'équilibre dans l'économie nationale

A chaque moment donné l'équilibre économique est déterminé par une série de facteurs que nous pouvons grouper en trois sections, soit : la composition des besoins de la population, le niveau des connaissances techniques et les moyens de production existants.

En premier lieu, c'est l'ampleur, la hiérarchie et le genre des besoins de la population qui entrent en ligne de compte, car la satisfaction des besoins et par conséquent l'économie humaine ne sont jamais un but suprême indépendant, mais seulement un moyen pour atteindre le but. Ce n'est qu'après que l'on aura déterminé les besoins humains, c'est-à-dire la masse de la population consommatrice, qu'il sera possible d'établir un plan économique rationnel pour la satisfaction optimum des besoins, telle qu'elle apparaît réalisable dans l'état donné des facteurs de production matériels et des connaissances techniques.

Une recherche théorique devra donc procéder selon la méthode de la statique comparative, en faisant varier un des facteurs tout en maintenant les autres facteurs constants, sans toutefois perdre de vue, qu'il s'agit en réalité de relations interdépendantes, et qu'une variation d'un facteur n'est pas possible sans exercer des effets sur les autres données du système ²⁶.

b) La grandeur de la population

Partons d'un état où le travail humain représente le facteur de production le plus rare parmi les autres facteurs disponibles. Selon la loi générale du rendement, selon laquelle dans la fabrication d'un produit (p) par les facteurs de production (a) et (b), il doit y avoir au moins une combinaison de (a) et (b) qui fournira un rendement (p) relativement le plus grand possible, et, en supposant que plusieurs combinaisons doivent exister qui fourniraient le même rendement (p), une de celles-ci au moins requiert un minimum de (a). On peut toujours imaginer un état, où la disponibilité de (a) est si petite, qu'il ne sera pas possible d'exploiter totalement les ressources existantes de (b) ²⁷.

Si nous prenons pour (a) la masse de la population productive et pour (b) les facteurs de productions matériels disponibles et si nous désignons par (p) les produits de consommation qui seront fabriqués, il existe un état de sous-peuplement au moment où dans des conditions données de (p) et les combinaisons de (a) et (b), les heures de travail (a) disponibles ne suffisent pas à utiliser la totalité de (b). Afin de pouvoir soutenir notre hypothèse, nous devons d'abord supposer que les possibilités de combinaisons de (a) et (b), c'est-à-dire les connaissances techniques, sont constantes. Cette hypothèse peut se maintenir au moins en courte période, car dans chaque moment donné, les connaissances techniques de la population sont à peu près constantes. Il s'ensuivra cependant que les difficultés qui proviennent de l'ignorance du marché et de la lenteur dans l'application des procédés connus, auront pour conséquence qu'une utilisation optimum ne sera jamais réalisée. Malgré cela les perturbations provenant de cette origine seront évitées par les changements qui interviendront par suite de l'apparition de nouveaux procédés.

L'hypothèse d'un besoin constant de produits de consommation est plus dangereuse ; les besoins de la population au moment (t₂) sont déterminés par ce qu'elle a pu consommer au moment (t₁). Notre tâche consiste alors, d'une part, à déterminer le niveau de satisfaction (t₁) et, d'autre part, à expliquer les changements qui conduisent de l'état d'équilibre (t₁) au nouvel équilibre (t₂) ²⁸.

Pour l'économie isolée, (t₁) dépend de la répartition de la main-d'oeuvre et de l'égalisation des utilités marginales de toutes les catégories de besoins. Ce raisonnement s'applique aussi à la division du travail dans une économie dirigée, par exemple dans un Etat socialiste. Dans une économie de marché par contre, (t₁) devient une fonction des revenus que les facteurs de production reçoivent pour leur participation au processus de production ²⁹.

Dans une répartition donnée des revenus (e1) les sujets économiques créent une demande également donnée pour les produits de consommation et les facteurs de production sont répartis de manière que ces produits de consommation soient fabriqués, et que la productivité marginale des facteurs de production soit la même. Les facteurs de production recevront un revenu (e2). Si le processus de production n'exigeait aucun temps, (e1) serait égal à (e2) et l'on pourrait négliger l'influence de la répartition des revenus³⁰.

Dans une économie réelle, le genre et la quantité de produits de consommation dépendront de la répartition des revenus. On peut admettre ici que plus la répartition des revenus est égale, plus sera grande l'utilité marginale pour les sujets économiques, car avec un revenu croissant, l'utilité marginale de la monnaie diminue. Par la suite, la grandeur du produit social diminuera lorsque la répartition des revenus sera plus égale. Avec la disparition des couches de revenus supérieurs, le coefficient d'épargne régressera et la diminution de l'investissement sera compensé par la satisfaction des besoins. Avec les autres facteurs, il y aura une répartition optimum des revenus dans laquelle l'utilité des biens produits sera maximum. L'éventualité de cette répartition optimum des revenus dans une économie réelle est douteuse. Pour des périodes plus courtes, on pourra de toute façon concevoir la répartition des revenus, telle qu'elle nous est donnée historiquement, comme une constante, et l'on pourra alors désigner comme optimale une situation où, la répartition des revenus étant donnée, le produit social est maximum et correspond aux désirs et au pouvoir d'achat des consommateurs³¹.

c) *L'optimum de la productivité*

On peut toujours imaginer un état dans lequel les forces de travail disponibles ne suffisent pas à entreprendre toutes les productions possibles, dans lequel le travail humain est alors rare et devient un bien économique. Une multiplication des forces de travail, toutes choses étant égales, aura pour effet immédiat d'augmenter le rendement aussi bien absolu que relatif. Dans l'hypothèse d'un comportement tout à fait rationnel, on commencera par les productions qui fournissent le plus grand rendement. L'augmentation du rendement fléchira ensuite même si le rendement absolu peut encore s'élever. Un point sera atteint où le produit social n'augmente plus en proportion du nombre de travailleurs, mais commence à diminuer. Finalement, un point sera atteint, auquel aucun emploi supplémentaire des forces de travail ne pourra plus donner d'augmentation du rendement, où les rendements commenceront donc à diminuer de manière absolue. L'optimum de population

au sens économique du mot est donc atteint, lorsque la quote-part sociale est la plus grande, ou bien, s'il devait y avoir plusieurs de ces points de même rentabilité, ce sera celui où le produit social donné peut être réalisé avec un minimum de force ouvrière³².

Ce raisonnement n'est toutefois valable que dans l'hypothèse d'une technique stationnaire. Si l'on dispose de plusieurs procédés techniques pour la fabrication d'un certain produit, le procédé qui sera appliqué sera celui dont le coût est minimum. Dans ce coût figurent cependant à nouveau les salaires, et par conséquent, le niveau de ceux-ci déterminera les procédés de production en fonction d'une plus ou moins grande participation du travail humain. Etant donné toutefois qu'à chaque moment, il existe sur le marché une quantité donnée de travail, il y a aussi pour une population donnée un procédé optimum de production. Pour les petites oscillations de la population, c'est-à-dire pour des périodes courtes, nous devons également admettre que la courbe du rendement a une allure stable, pour autant qu'aucun changement révolutionnaire n'intervienne dans le mode de production³³.

De tels changements deviennent cependant possibles si nous prenons en considération le progrès technique. Nous considérons comme progrès technique tout procédé de production qui est capable de réaliser un produit social plus grand avec des moyens de production donnés. Tant que le produit social ne subit pas de changement d'ordre qualitatif, cela signifie que des forces productives seront libérées et rendues disponibles pour d'autres emplois.

La question se complique toutefois lorsque non seulement les biens sont produits en plus grande quantité, mais qu'ils sont aussi de nature différente. Un progrès technique ne prend sa signification que s'il existe effectivement un besoin pour les biens ainsi produits. Ceci suppose cependant que les biens sont effectivement désirés par les consommateurs, et que simultanément, les consommateurs disposent d'un pouvoir d'achat nécessaire pour l'acquisition de ces biens³⁴.

Dans l'économie de marché, les prix déterminent les nouveaux procédés de production à appliquer. Dans une économie dirigée, les niveaux des besoins doivent être déterminés d'une autre façon, et il est à craindre, alors que ce ne seront pas les désirs des consommateurs, mais les ordres d'une instance de planification qui détermineront ces besoins³⁵.

d) La capacité de la population

Le progrès technique changera néanmoins en même temps l'optimum de population. Il se peut que pour un nouveau procédé technique, une main-d'œuvre moins forte soit nécessaire. En ce cas, les ouvriers seront licenciés et devront se tourner vers d'autres occupations, les-

quelles, si la production était organisée jusqu'à présent dans le sens optimum, seront moins lucratives. Malgré ce fait, la quote-part sociale sera augmenté, car le produit social (S) sera accru par le produit (ΔS) des ouvriers licenciés, alors que la grandeur de la population (n) restera inchangée³⁶.

Un chômage ne peut être provoqué par le progrès technique que si, pour la production de (ΔS) les moyens de production matériels font défaut. Il est aussi possible qu'à courte échéance, les ouvriers qualifiés ne puissent s'adapter aux productions (ΔS) et par conséquent, qu'ils produisent temporairement une quantité plus faible de produits que jusqu'à présent³⁷.

Si les nouveaux procédés de production exigent des investissements de capitaux qui ne peuvent pas être couverts par l'épargne libre disponible, il peut arriver que les économies courantes soient affectées à la réalisation du nouveau procédé de production. Etant donné que l'industrie tout entière ne peut pas être modernisée, il y aura perte de capitaux dans les entreprises condamnées, et le prix des produits ne baissera pas nécessairement immédiatement. Les entreprises marginales qui sont encore nécessaires pour couvrir la demande continueront à appliquer les anciennes méthodes de production avec des coûts plus élevés. S'il s'agit ici d'une industrie dont les entreprises ont de grandes dimensions et une grande capacité de production, c'est-à-dire qu'elles forment un oligopole, le prix des produits ne baissera pas. Si les entreprises marginales opèrent dans la zone des coûts décroissants, le prix pourra même monter temporairement³⁸.

Etant donné que par suite de nouveaux investissements il y aura une pénurie de capitaux dans d'autres industries, le produit social peut temporairement diminuer. Cet état de choses ne peut toutefois durer qu'aussi longtemps que l'industrie tout entière n'aura pas introduit le nouveau procédé. Un tel cas se présentera dès que le capital réel nécessaire sera créé. Il peut arriver en effet dans ce cas que si la propension à épargner de la population est trop rigide, la production des biens de consommation devra être réduite pour un temps plus long au profit de la fabrication des biens de production. Le progrès technique peut donc avoir comme effet temporaire que les biens de consommation disponibles se raréfieront et que le niveau de vie de la population baissera en conséquence. Cet état de choses cessera naturellement d'exister au moment où les capitaux d'épargne auront été créés³⁹.

e) Le développement de la population

Si donc nous admettons que pour chaque état de technique il existe un optimum économique de la population, il nous reste à examiner

la question de savoir s'il y a une tendance à réaliser cet optimum de population. Le critère économique pour l'optimum de population est évidemment le niveau du salaire de l'ouvrier marginal. Tant qu'il y a trop peu d'ouvriers, les salaires seront relativement élevés. Avec de hauts salaires, il peut y avoir une tendance à l'accroissement de la population. Les salaires seront cependant toujours élevés quand l'optimum est atteint, et les mêmes tendances qui ont jusqu'alors contribué à améliorer l'approvisionnement en marchandises, auront comme conséquence, que la population s'accroîtra au-delà de l'optimum et les salaires commenceront à baisser. Les salaires en baisse devraient dès lors avoir pour effet, une réduction de la natalité et être un stimulant pour la recherche de nouvelles inventions. La réalisation de ces inventions ne sera possible néanmoins que si l'on est prêt, du moins temporairement, à accepter un abaissement du niveau de vie ⁴⁰.

Une solution n'aura de réalité que si l'on part du principe, qu'à chaque moment donné, correspond une population donnée et que si l'accroissement de la population dépend de la volonté des sujets économiques. Pour une population donnée, il y a une technique optimum, qui serait réalisée si l'on pouvait prévoir exactement l'évolution économique. Le maintien de l'équilibre ne nous paraît possible que si la formation des capitaux, l'accroissement de la population et le progrès technique se poursuivent d'une manière à peu près régulière. Un petit accroissement de population signifiera, dès que l'optimum est atteint, une formation progressive de capitaux et une augmentation de la quote-part sociale. Un accroissement de population qui est relativement plus fort que la formation du capital doit amoindrir la quote-part sociale. Le comportement humain est sans doute rationnel dans le sens que si les gens continuent à se multiplier en dépit de l'amoindrissement de la quote-part sociale, ils le font en raison du fait que d'autres considérations que celle d'ordre économique leur paraissent plus importantes ⁴¹.

Du point de vue économique, on devra considérer le taux d'accroissement de la population comme une variable indépendante et l'on devra essayer de mettre en œuvre la technique optimum de production, c'est-à-dire celle qui est possible, compte tenu d'un taux d'accroissement donné.

Etant donné que la loi des rendements décroissants de la terre a eu pour conséquence, du moins en Europe depuis le XVIII^e siècle, que les rendements agricoles avec une technique stationnaire ont diminué, la colonisation d'outre-mer et le passage à la production industrielle ont été rendus nécessaires. Même si les possibilités agricoles du monde, vues dans leur ensemble, ne sont encore nullement épuisées, il s'ensuit pourtant, que le taux courant d'accroissement de la population ne peut être maintenu que si le facteur de production relati-

vement le plus rare, le sol, est exploité au maximum. Ceci signifie une industrialisation toujours plus avancée à moins qu'un changement dans les méthodes de production agricole n'offre dans le futur, des possibilités insoupçonnées pour satisfaire les besoins des populations⁴².

Remarques pour le chapitre I

¹ **Werner Sombart** : *Ordnung des Wirtschaftslebens*, Tübingen, 1928.

² **Gustav Cassel** : *Theoretische Sozialökonomik*, Leipzig, 1923, page 3.

³ **Richard von Strigl** : *Kapital und Produktion*, Vienne, 1934, page 4 : « Menschliche Arbeit kann in der Produktion zunächst in der Weise verwendet werden, dass sie unmittelbar auf die Erlangung des fertigen Produktes ausgeht. Ein treffendes Beispiel für diese Art der Produktion ist der seit Roscher immer wieder aufgeführte Fall eines Fischervolkes, bei dem die Arbeit unmittelbar zum Fangen von Fischen verwendet wird. Einen höheren Grad der Ergiebigkeit wird diese Arbeit erreichen, wenn die Fischer in die Lage kommen, sich ein Boot und die zum Fangen der Fische geeignete Geräte zu erzeugen. Da muss menschliche Arbeit zunächst zur Erzeugung dieser produzierten Produktionsmittel aufgewandt werden, der grössere Ertrag der Arbeit wird aber diese Aufwendung belohnen. Das Wesen dieses Prozesses wurde darin erkannt, (Jevons, Böhm-Bawerk), dass die Kombination von menschlicher Arbeit und Gaben der Natur in einen zeitraubenden Produktionsumweg gelenkt wird. »

⁴ **Jevons** : *Principles of Political Economy*, London, 1872.

⁵ **Lujo Brentano** : *Der wirtschaftende Mensch in der Geschichte*, Gesammelte Reden und Aufsätze, 1923.

⁶ **Johann Joachim Becher** : *Der politische Diskurs*, 6me édition 1759, traite la question, « wie ein Land volkreich und nahrhaft zu machen und in eine rechte societatem civilem zu bringen » sei. Der Verwaltung falle die Aufgabe zu, « die Nahrung nach den Leuten und die Leute nach der Nahrung zu proponieren », was « sicherlich nicht eines von den geringsten politischen Geheimnissen » sei.

Knut Wicksell : *Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzipes*, tome I, Jena, 1913.

Inama von Sterneggs : *Das Bevölkerungswesen im Mittelalter*, Article dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, troisième édition, Abhandlungen über Bevölkerungslehre, Jena, 1910.

⁷ **René Gonnard** : *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1943, page 121-122 : « En revanche, l'essor une fois commencé fut rapide. Après les enclosures du XVIe siècle, et le grand développement de l'élevage ovin, l'Angleterre commence à utiliser sérieusement la laine qu'elle produisait en abondance. La manufacture de drap se développe et les fils des yeomens appauvris lui portent leurs bras. L'industrie métallurgique naît au XVIIe siècle, grâce à l'immigration des spécialistes allemands et belges, comme

de celle des réformés français, qui n'attendent pas la révocation de l'Edit de Nantes (1865), pour apporter en Angleterre des industries nouvelles (soie, lin, verrerie, papeterie, horlogerie, etc.). L'Etat appuie énergiquement ce mouvement vers l'industrie. Nulle part, le mercantilisme industriel ne fut aussi âpre, aussi dur, aussi impitoyable pour le pauvre, qu'on s'efforce de réduire à un régime de travaux forcés.»

⁸ Cambridge Economic History, London, 1938, édition Frey.

Werner Sombart: *Gewerbewesen*, tome I, Leipzig, 1904, page 95 : « Gleich beim Ausgange des Mittelalters wurde eine grosse Anzahl von Personen brotlos und damit dem kapitalistischen Unternehmer zur Verfügung gestellt, dadurch, dass im weiten Umfange die Gefolgschaften der Ritter sich auflösten, eine Konkurrenz der fortschreitenden Kriegstechnik, und infolge des vordringenden Protestantismus beispielsweise in England viele Klöster aufgehoben wurden, die vorher grosse Massen von Personen aus ihren Mitteln sustentiert hatten. Eine mehr allmähliche Vermehrung der Zuschussbevölkerung erfolgte durch die Zunahme der deklassierten Zunftmeister in den Städten, d. h. jener Elemente im Handwerkertum, die trotz aller Schlussvorrichtungen der Zunftgesetzgebung doch einem allmählichen Verarmungsprozesse anheimfielen, der sie zwang, ihre wirtschaftliche Selbstständigkeit aufzugeben und ihre Dienste einem kapitalistischen Unternehmer zur Verfügung zu stellen. »

⁹ Robert Malthus: *Essai sur le principe de population*, 1798.

L.-v. Bortkiewicz: *Bevölkerungswesen*, Berlin, 1919, page 59-60 : « So stellt denn auch Malthus an die Spitze aller Hemmnisse der Bevölkerungsvermehrung die "sittliche Enthaltung", worunter er aber den Verzicht auf die Ehe versteht, sofern sich dieser Verzicht mit einem "streng moralischen" Verhalten, d. h. mit völliger Entsagung in geschlechtlicher Beziehung verbindet. Im Unterschied hiervon bezeichnet Malthus als "kluge Enthaltung" die Handlungsweise desjenigen, der aus den dargelegten Gründen von der Verheiratung Abstand nimmt, sich dafür aber anderweitig zu entschädigen sucht. »

¹⁰ L. v. Bortkiewicz: *Bevölkerungswesen*, Berlin, 1919, page 10 : tableau I. L'accroissement de la population dans certains pays européens, 1841-1910. Taux d'accroissement (‰).

Pays	1861-1870	1871-1880	1881-1890	1891-1900	1901-1910
Allemagne	7,8	10,3	8,9	13,2	14,2
Prusse	9,0	10,7	9,4	14,1	15,4
Bavière	4,0	8,5	5,7	9,9	11,0
Alsace	13,0	16,8	16,5	18,4	13,5
Württemberg	5,5	8,7	3,3	6,3	11,7
Autriche	7,1	7,3	7,6	9,1	8,9
Hongrie	8,2	0,8	10,4	9,8	8,2
Finlande	1,3	15,4	14,5	13,2	13,9
Italie	6,0	6,0	7,6	6,2	6,4
France	2,8	2,0	1,8	1,6	0,6
Danemark (Islande y compris)	10,7	9,7	9,5	10,9	11,8
Grande-Bretagne et Irlande	8,5	10,3	7,9	9,5	8,7
Angleterre et Pays de Galles	12,5	13,5	11,1	11,5	10,4
Ecosse	9,3	10,7	7,5	10,6	6,3
Irlande	-6,9	-4,5	-9,6	-5,4	-1,6

¹¹ Böhm-Bawerk : Macht oder ökonomisches Gesetz, B. B. Kleine Schriften, édition Hayek, Vienne, 1926.

Kerschagl : Methodenlehre der Volkswirtschaftslehre, Vienne, 1929.

¹² L. v. Bortkiewicz : Bevölkerungswesen, Berlin, 1919, page 86 : « In der Hauptsache nehme aber die Fruchtbarkeit mit dem ökonomischen und sozialen Fortschritt, auch nach Fetter, von selbst ab, und zwar ohne dass eine Erhöhung des durchschnittlichen Heiratsalters, worauf Malthus gerechnet hatte, im allgemeinen stattfände. »

Comparez : P. Mombert : Studien zur Bevölkerungsbewegung in Deutschland in den letzten Jahrzehnten mit besonderer Berücksichtigung der ehelichen Fruchtbarkeit, Karlsruhe, 1907.

¹³ Knut Wicksell : Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzips, tome I, Jena, 1913.

¹⁴ Knut Wicksell : Vorlesungen... op. cit., page 49 : « Welche Dichtigkeit der Volksmenge ist unter gegebenen Verhältnissen in einem Lande die vorteilhafteste ? Ist die faktische Bevölkerungszahl unter den herrschenden Umständen so gross, gerade wie sie ein sollte oder zu klein, und welche Kriterien werden hier ausschlaggebend sein ? »

Page 50 : « Man hat sich in ziemlich nichtssagenden Streitigkeiten über das Vorhandensein oder Nichtvorhandensein einer sogenannten Uebervölkerung, d. h. des Zustandes, in welchem ein Land mehr Einwöhner hat, als es überhaupt ernähren kann, erschöpft und hat übersehen, dass die praktisch wichtigste Frage nicht die nach dem möglichen Maximum der Bevölkerung ist, sondern die nach ihrem Optimum, d. h. dem Punkte, an welchem eine Vermehrung der Volkszahl an und für sich nicht länger eine Erhöhung des Wohlstandes, sondern des Gegenteil bewirken würde. »

Wilhelm Röpke : Die Lehre von der Wirtschaft, Zürich, 1943, page 57 et suivantes : « Mit alledem dürfen nun viele irrige Anschauungen korrigiert sein, so auch die Anschauung, dass immer wieder technische Fortschritte und die Kultivierung neuen Bodens dafür sorgen werden, dass immer neue Millionen versorgt werden können. Natürlich bestreitet niemand, dass die Möglichkeiten der Produktionssteigerung noch unabsehbar sind. Aber das interessiert uns in diesem Zusammenhange gar nicht. Was uns allein interessiert, ist die Frage, ob es den Menschen nicht besser gehen würde, wenn diese Produktionssteigerungen mit einer Bevölkerungsvermehrung einhergehen würden. Warum in aller Welt soll jede Erweiterung des Lebensspielraumes, den die Menschen sich durch Erfindungen erkämpfen, immer wieder durch neue Millionen ausgefüllt werden, statt der Wohlfahrtssteigerung der bereits vorhandenen Menschen zugute zu kommen ? »

Pages 76 et 77 : « Die wirtschaftlichen Folgen einer stockenden Bevölkerungsvermehrung : Der langläufige Pessimismus, mit dem das gegenwärtige Stocken der Bevölkerungsvermehrung betrachtet wird, beruht gewiss zum grossen Teil auf mangelhaftem Durchdenken der Zusammenhänge. Es ist aber zu beachten, dass durch die Stockung eine Strukturverschiebung in der Volkswirtschaft entsteht, die für einzige Produktionszweige mit Verlusten und schmerzhaften Umstellungen verbunden ist. Vor allem können diejenigen, die für einen unelastischen Bedarf produzieren, nicht mehr mit einer weiteren Marktausdehnung rechnen. Davon wird vor allem die Getreideproduktion betroffen, während die landwirtschaftliche Veredelungsproduktion (Fleisch, Milchprodukte, usw.) sehr wahrscheinlich von der Entwicklung eher profitieren dürfte. »

¹⁶ L. v. Bortkiewicz : Bevölkerungswesen, comme précité, page 20 : tableau 3. Le rapport numérique entre les deux sexes dans les différentes catégories d'âge.

A l'âge indiqué, par 1000 personnes de sexe masculin tant de personnes de sexe féminin.

Pays	Année de recensement	au-dessous de 15 ans	15-40 ans	40-60 ans	au-dessus de 60 ans
Allemagne	1910	990	1001	1065	1252
Prusse	1910	986	999	1065	1259
Bavière	1910	1003	1026	1061	1196
Alsace	1910	1007	1063	1087	1378
Württemberg	1910	1007	1012	1100	1232
Autriche	1910	994	1045	1051	1147
Hongrie	1910	990	1051	1005	1032
Bosnie et Herzégovine	1910	907	953	859	754
Russie d'Europe, sans Finlande	1897	1010	1054	1049	1088
Finlande	1910	979	986	1041	1249
Serbie	1900	972	924	939	982
Roumanie	1899	988	996	928	759
Bulgarie	1905	978	965	955	889
Grèce	1907	933	1083	911	936
Italie	1911	965	1104	1045	1031
Espagne	1900	934	1084	1095	1071
Portugal	1910	967	1159	1198	1299
Suisse	1910	993	1001	1079	1250
France	1911	988	1012	1041	1211
Belgique	1910	992	995	1031	1176
Pays-Bas	1909	980	1027	1035	1128
Danemark	1911	985	1071	1115	1201
Suède	1910	965	1019	1136	1239
Norvège	1910	964	1163	1208	1207
Angleterre et Pays de Galles	1911	998	1080	1084	1253
Ecosse	1911	988	1061	1088	1344
Irlande	1911	970	994	982	1141

Remarque : En cas de l'Espagne les catégories d'âge sont : au-dessous de 16, 16 - 41, 41 - 61 et au-dessus de 61 ans.

Kaut Wicksell : Vorlesungen... op. cit., page 52 : ... « auf welche Weise wird man das Gleichgewicht zwischen Geburten und Todesfällen in dem Masse wie ein solches notwendig oder wünschenswert ist, am besten herstellen und aufrechterhalten ? »

²⁰ Wagemann : Konjunkturlchre, Hamburg, 1829.

¹⁷ Ludwig von Mises : Nationalökonomie, Genève, 1940, page 595 : « Man darf nie vergessen, dass Sinn und Zweck alles Handelns die Abstellung von Unbefriedigtsein ist und dass Unbefriedigtsein subjektiv ist. Der Umstand, dass das Unbefriedigtsein zu einem grossen Teil physiologisch genau erfassbaren Quellen entspringt und dass dieser Teil des Unbefriedigtseins durch Mittel behoben werden kann, über deren Tauglichkeit zur Behebung des dem Unbefriedigtseins zugrundeliegenden physiologischen Tatbestandes man ein nach Art und Mass abgestuftes, objektives Urteil abzugeben vermag, darf da nicht irreführen. Denn die Kultur ist gerade dadurch gekennzeichnet, dass der Mensch sich über den rein animalischen Zustand blosser Suche nach Nahrung und Wärme emporgehoben hat. Je weiter die Kultur fortschreitet,

desto mehr setzt sich der Mensch Ziele, die mit dem Physiologischen nur lose verknüpft sind und für die objektive Massstäbe nicht gefunden werden können. Solange es nicht gelingt, die Menschen vollkommen ihres Menschentums zu entäussern, wird dieser Subjektivismus nicht verschwinden können. Man mag ihn Laune, Unvernunft oder Starrsinn nennen; man muss aber mit ihm rechnen, wen man mit Menschen zu tun hat.»

¹⁸ Otto Neurath: Antike Wirtschaftsgeschichte, Leipzig, 1928.

Werner Sombart: Gewerbewesen, op. cit. pages 67-68: «Diejenige Stufe gewerblicher Entwicklung, die nach West-, Mittel- und Südeuropa einwandernden indo-germanischen Stämme erreicht hatten, war die eines primitiven bäuerlichen Eigengewerbes. Der Bedarf an gewerblichen Erzeugnissen wurde im Rahmen ursprünglich der grösseren Stammeswirtschaften und später der kleineren bäuerlichen Einzelwirtschaften gedeckt.»

¹⁹ Areboe: Landwirtschaftliche Betriebslehre, Leipzig, 1928.

²⁰ Wilhelm Röpke: Die Lehre von der Wirtschaft, comme précité, page 138 et suivante; page 142: «Wenn ein Land nämlich nicht alle Dinge selbst herstellt, sondern sich einige durch Austausch mit einem anderen Lande beschafft, so bedeutet das, dass es jetzt — wie wir aus einem früheren Abschnitt dieses Buches (page 67, 105) wissen — ein Verfahren einschlägt, durch das es gewisse Produkte billiger als vorher produziert. Nehmen wir an, dass der Aussenhandel zwischen der Türkei und Oesterreich aus dem Austausch vom türkischen Tabak und österreichischem Papier besteht, so können wir uns vorstellen, dass die Papierfabriken in Oesterreich nichts anderes als riesige Maschinen sind, die billigen Tabak erzeugen. Umgekehrt entdeckt das Auge des Nationalökonomen, dass die anatolischen Tabakfelder im Grunde Plantagen sind, auf denen Papier gezogen wird, welches billiger ist, als wenn es im direkten Verfahren produziert worden wäre. Der Aussenhandel wirkt also im Grunde wie eine arbeitssparende Maschine oder ein sonstiges Verfahren zur Senkung der Produktionskosten.»

²¹ Marx-Engels: Das kommunistische Manifest, London, 1848.

²² Karl Marx: Das Kapital, tome 1, page 67.

²³ Bureau International du Travail: Annuaire des statistiques du travail, troisième année, 1938, Genève, page 130: Tableau XVI: Niveau général des salaires:

ETATS-UNIS	Industrie			
	M			
	qualifiés,		non qualifiés	
	gain par heure	gain par semaine		
Date	Salaires Cents	nominaux \$	Nombres-indices des salaires réels (1929=100)	
1927	61,0	29,59	96	95
1928	61,0	29,95	98	97
1929	62,5	30,64	100	100
1930	62,2	27,66	103	93
1931	59,7	24,00	110	90
1932	52,6	17,96	103	75
1933	51,8	18,69	111	82
1934	60,4	21,00	122	86

Date	Industrie			
	M			
	qualifiés, non qualifiés			
	gain par heure	gain par semaine		
	Salaires nominaux Cents	\$	Nombres-indices des salaires réels (1929 = 100)	
1935	62,4	23,39	121	92
1936	64,4	25,96	122	100
1937	72,7	28,83	132	106
1937 : III	68,7	29,10	125	108
1937 : VI	74,3	30,39	134	112
1937 : IX	75,0	29,25	134	107
1937 : XII	75,1	25,58	136	94
1938 : III	74,3	24,64	137	93

²⁴ Dr. Richard Strigl : *Angewandte Lohntheorie*, Leipzig-Wien, 1926.

²⁵ Vilfredo Pareto : *Manuel d'Economie Politique*, deuxième édition, Paris, 1927, page 357.

²⁶ Karl Englis : *Kausalität und Teleologie in der Volkswirtschaftslehre*, Brünn, 1929.

²⁷ Weiss Fraoz X. : *Abnehmender Ertrag*, article dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, quatrième édition, Jena, 1929.

²⁸ Alfred Sauvy : *Plein emploi et pleine population*, page 264, article dans la « *Population* » — *Revue trimestrielle de l'Institut national d'études démographiques*, No 2, avril-juin 1946 ; Presse Universitaire de France, Paris.

²⁹ George Létinier : *Progrès technique, destructions de guerre et optimum de population* ; page 40 et suivante, article dans la « *Population* » — No 1, janvier-mars 1946.

³⁰ Alfred Sauvy : *Progrès technique et répartition professionnelle de la population*, page 63, article dans la « *Population* » — No 1, janvier-mars 1949.

³¹ Alfred Sauvy : *Progrès technique et répartition professionnelle de la population*, page 62, article dans la « *Population* » — No 1, janvier-mars 1949.

³² L'optimum de population dépend des ressources naturelles et de l'étendue du territoire. Il change avec le changement de la structure de population, de l'état des connaissances techniques et du coefficient de l'épargne. (Comparer : « *Dépeuplement rural et peuplement rationnel*, page 13 et suivante. Six enquêtes locales, précédées d'une étude théorique d'Alfred Sauvy sur le peuplement optimum d'une région isolée ; publ. par l'Institut national d'Etudes démographiques, Cahier No 8, Presses Universitaires de France, Paris, 1949.

George Létinier : *Progrès technique, destructions de guerre et optimum de population*, page 36, article dans la « *Population* » — No 1, janvier-mars 1946.

Alfred Sauvy : Progrès technique et répartition professionnelle de la population, page 60, article dans la « Population » — No 1, janvier-mars 1949.

³³ **Alfred Sauvy** : Dépeuplement rural et peuplement rationnel, page 20, Presses Universitaires de France, Paris, 1949.

³⁴ Trois sortes de progrès technique : Diminution du travail nécessaire, diminution des matières premières et emploi de matières premières nouvelles. (Comparez : **George Létinier** : Progrès technique, destructions de guerre et optimum de population, page 38, article dans la « Population » — No 1, janvier-mars 1946.

³⁵ **Alfred Sauvy** : Progrès technique et répartition professionnelle de la population (deuxième partie), page 308, article dans la « Population » — No 2, avril-juin 1949.

³⁶ Comparer la remarque No 30.

³⁷ **George Létinier** : Progrès technique, destructions de guerre et optimum de population, page 44 et suivante, article dans la « Population » — No 1, janvier-mars 1946.

³⁸ **Alfred Sauvy** : Plein emploi et pleine population, page 261, article dans la « Population » — No 2, avril-juin 1946.

³⁹ **Alfred Sauvy** : Dépeuplement rural et peuplement rationnel, page 21, Presses Universitaires de France, Paris, 1949.

⁴⁰ **Adolphe Landry** : Traité de démographie, page 568, Payot, Paris, 1945.

⁴¹ **Alfred Sauvy** : Richesse et population, page 16, Payot, Paris, 1944.

⁴² **Pierre Fromont** : Démographie économique, page 166, Payot, Paris, 1947.

CHAPITRE II

La main-d'œuvre

I. La théorie du salaire en tant que théorie générale des prix

Nous allons considérer dans ce chapitre l'économie politique catalactique comme la science de la mécanique des échanges sur le marché¹. De ce point de vue, le prix de la « marchandise » travail constitue une part de la structure générale des prix au sein de l'économie. Nous partirons du système général de l'équilibre de Walras et de Pareto, en admettant tout d'abord que l'échelle des besoins de la population, les coefficients techniques et les réserves en facteurs de production primaires sont donnés. Dans ces conditions, chaque sujet économique disposera d'un certain revenu dont le dénominateur commun est l'argent. Il basera ses décisions, quant à la répartition du revenu, entre ses divers besoins, de manière à ce que l'utilité marginale d'une unité de revenu soit la même dans chaque utilisation. La demande de biens de consommation de la part des sujets économiques s'exprimera sur les marchés, ce qui aura pour conséquence, qu'il se trouvera des entrepreneurs qui seront prêts à produire ces biens de consommation. Nous considérons toujours que les facteurs de production qui se trouvent à leur disposition sont employés de façon qu'aucune unité de ces facteurs ne puisse fournir une plus grande utilité dans un autre emploi². Les entrepreneurs essaieront donc de trouver la combinaison la plus avantageuse des facteurs de production. Ils essaieront alors d'abaisser le plus possible le coût de production. Pour leur production ils emploieront en partie du capital et en partie de la main-d'œuvre. Ces biens représentent pour eux des coûts et constituent économiquement une perte d'utilité. La valeur d'une unité des moyens de production sera égale à la valeur de la dernière unité du moyen de production. Il y a une tendance vers un nivellement du niveau de l'utilité marginale, en ce sens que, sur la longue période, l'utilité marginale de tout

moyen de production ne peut être plus grande dans une application plutôt que dans une autre³.

Nous devons distinguer ici deux cas : le moyen de production employé, en l'occurrence le travail, peut être un bien non spécifique ou un travail à la pièce. S'il s'agit d'un bien non spécifique, la valeur du travail est égale à sa productivité marginale, en d'autres termes, de la perte d'utilité qui se produirait si le dernier ouvrier au travail était éliminé⁴.

Si, par contre, le travail est à la pièce — par exemple dans le cas du travail qualifié — on peut lui attribuer la valeur du produit tout entier, moins la valeur des facteurs de production remplaçables⁵.

Ainsi, tous les coûts se composent de la rente foncière, de l'intérêt du capital et de salaires. Ces groupes de revenus peuvent être considérés, dans une économie statique, comme les revenus dépensés pour créer la demande des produits de consommation⁶.

Du moment où nous passons de la statique à la dynamique du problème, nous devons tenir compte de deux facteurs : premièrement, la productivité marginale définie jusqu'ici n'est pas une notion indépendante de la demande supposée constante. Le laboureur qui ramasse des pommes de terre a un produit marginal réel dans la quantité de pommes de terre utilisées par lui-même. Cependant, le prix de celles-ci ne dépend pas de la demande antérieure⁷.

La deuxième objection que nous devons prendre en considération est que les phénomènes réels du marché n'ont pas un cours constant. Les décisions des entrepreneurs sont souvent prises en anticipant les changements de prix éventuels sur le marché, et les phénomènes « ex-post » ne sont pas nécessairement conformes aux calculs « ex-ante » des entrepreneurs⁸.

II. La courbe d'offre de main-d'œuvre

I. La main-d'œuvre dans l'économie individualiste

Pour que le travail soit un bien économique, nous devons admettre qu'il est rare, ou en d'autres termes, il faut que la prestation de travail soit accompagnée d'un déplaisir à un moment donné. Ceci n'exclut pas que le travail soit accompagné d'un plaisir dès le début, de sorte que, dans certaines circonstances, les gens sont prêts à faire des sacrifices pour pouvoir travailler ! Tant que le travail s'accompagne d'un déplaisir, nous pouvons affirmer qu'on ne travaillera qu'aussi longtemps que la jouissance provenant du salaire sera au moins aussi grande que le déplaisir à travailler⁹.

2. Le minimum de subsistance

La loi d'airain illustrée par Ricardo, Rodbertus et Lassalle, affirme comme on le sait, que le salaire serait toujours égal au niveau minimum de subsistance que Ricardo exprime en blé¹⁰.

Marx est allé même plus loin, en prétendant que le salaire s'abaisse constamment au-dessous du minimum de subsistance, car l'accumulation de biens par les capitalistes donne lieu à un licenciement progressif des ouvriers ; l'offre dépasse toujours la demande, et le salaire doit, par conséquent, baisser¹¹.

Abstraction faite de l'impossibilité logique d'un salaire fixé au-dessous du niveau de subsistance, il y a lieu de préciser que la notion du minimum de subsistance ne peut être comprise que dans un sens médico-technique, mais jamais dans le sens économique.

3. Le standard de vie

Le véritable noyau de la théorie précitée réside dans le fait que si la notion du travail non qualifié est acceptée, cela signifie qu'elle est variable d'un lieu à un autre et d'un temps à un autre. C'est surtout Keynes qui a démontré que dans une économie moderne, ce n'est pas tant le salaire réel que le salaire nominal qui a de l'importance pour les ouvriers¹².

Nous pouvons donc dire, de la courbe de l'offre de travail, qu'elle aura une forte tendance ascendante au début. Ce sont en premier lieu les ouvriers à domicile ou les couches de population qui regardent le marché du travail partiel comme une source de revenu supplémentaire, qui seront par conséquent prêts à travailler pour un salaire plus bas que le salaire normal du pays. La tendance générale de la courbe d'offre suivra un cours approximativement horizontal ; cependant on pourra toujours, même là, apercevoir une certaine stratification, car beaucoup d'ouvriers en quête de travail disposeront d'un revenu supplémentaire, leur déplaisir à travailler sera donc plus grand et ils ne travailleront que pour un salaire plus élevé. Une fois que cette réserve de main-d'œuvre sera épuisée, des ouvriers additionnels ne seront disponibles qu'à des salaires considérablement plus élevés, étant donné que l'on sera obligé d'embaucher les femmes et les enfants et, en particulier, les couches de population qui étaient déjà exclues du travail¹³.

Dans une économie dynamique, nous remarquons que l'élasticité de la courbe du travail, par exemple dans une dépression de longue

durée, peut être extraordinairement petite, de sorte que pratiquement tous les ouvriers sont prêts à travailler à n'importe quel taux de salaire¹⁴.

4. Non-competing groups

Le marché du travail généralement conçu comme un marché homogène se subdivise en réalité en plusieurs secteurs qui ne sont que partiellement en contact. Dans le cas des professions où la période d'apprentissage est plus longue, le nombre de travailleurs, même économie libérale, ne peut être augmenté qu'après une période de plusieurs années. Quand il devient possible, dans un tel marché du travail, de créer une organisation de monopole, le niveau des salaires de ce groupe professionnel semble être indépendant du niveau général des salaires de toute l'économie. Ces salaires seront considérablement plus élevés que dans le reste de l'économie aussi longtemps que l'on réussira à empêcher l'afflux de nouvelles forces de travail. Toutefois un tel « non-competing group » ne pourra pas se maintenir, car le stimulant des hauts salaires aura pour effet qu'une partie plus que proportionnelle de la population accrue se saisira de cette nouvelle profession, soit par l'introduction de concurrents dans le monopole du groupe professionnel, soit parce que le salaire baissera au sein même du syndicat, car une partie toujours plus grande du profit de monopole devra être sacrifiée pour entretenir les membres du syndicat perpétuellement en chômage.

5. Le chômage structurel

Nous n'entendrons par chômage que le chômage involontaire. Nous ne nous occuperons donc pas du chômage volontaire, qui est introduit afin d'exercer une pression sur le niveau des salaires.

a) Le chômage volontaire

En tout temps il y aura des ouvriers sans travail étant donné qu'ils ne connaissent pas les occasions de travail sur les divers marchés partiels du travail, ou qu'ils ne sont pas prêts à renoncer à leur milieu habituel. Ce chômage volontaire est évalué par Saitzew à 2 %¹⁵.

b) Le chômage involontaire

Tout en présupposant que la courbe de demande de travail tombe de droite à gauche, il peut arriver que celle-ci coupe la courbe d'offre

dans sa partie horizontale ; cela signifie qu'un chômage se produit. Ce phénomène peut signifier pratiquement que la productivité marginale du travail est si grande, en raison de la pénurie de capitaux, qu'en réalité c'est l'insuffisance d'investissements qui provoque le chômage. Si l'on épargnait davantage, le capital épargné serait investi, il n'y aurait donc pas de déflation secondaire. Le capital serait plus facilement disponible ; chaque ouvrier serait donc doté, selon le principe de substitution, d'un meilleur approvisionnement en capital, sa productivité marginale serait plus grande, donc des salaires plus hauts pourraient être payés et, de ce fait, le point d'intersection entre la courbe d'offre et la courbe demande se déplacerait vers la droite dans la partie élastique de l'offre ¹⁶.

III. La courbe de demande du travail

I. La productivité marginale du travail

La main-d'œuvre est demandée par les entrepreneurs pour produire les biens de second rang. Un état primitif est cependant imaginable où les biens de consommation sont produits par le travail exclusivement, comme dans l'exemple de Roscher où les pêcheurs primitifs se décident à construire des filets. En général la production s'effectuera toutefois de manière que le travail soit combiné avec d'autres facteurs de production. Le point de départ est donné ici par le prix du produit duquel on doit déduire la valeur des biens de production durables déjà existants. Cette valeur se détermine d'après la valeur de reproduction du capital utilisé. Celle-ci dépend cependant du rendement provenant des moyens de production durables qui doivent être capitalisés au taux d'intérêt du marché. La valeur des biens de production, qui détermine la valeur du travail, dépend donc indirectement du taux d'intérêt. Il y a lieu de faire cependant les réserves suivantes :

a) Le taux d'intérêt que les capitalistes comptent est tout d'abord un intérêt d'argent qui ne doit pas nécessairement correspondre au taux d'intérêt réel, ce qui est généralement le cas. La valeur des biens de production dépendra donc, comme nous le démontrerons dans le chapitre V, page 75, indirectement de la situation conjoncturelle de l'économie ¹⁷.

b) En outre, l'intérêt ainsi calculé n'est pas un intérêt purement primitif dans le sens de Böhm-Bawerk, mais il inclut aussi une prime de risque pour le cas d'un échec de la production ¹⁸.

c) La contradiction apparente entre la valeur de rendement capitalisé et la valeur de reproduction s'explique de la façon suivante : si la production devait recommencer, ces deux valeurs devraient être au moins égales, afin que les entrepreneurs soient stimulés au début de la production.

Quand une production est entamée, si la valeur de reproduction des facteurs de production matériels augmente, l'équipement de production qui est déjà disponible se déprécie au cours du mouvement cyclique, car s'agissant de cet équipement, seule la production qui a été décidée au début compte, du fait qu'il n'existe aucune autre possibilité d'emploi ¹⁹.

d) Dans ces limites, il y a intérêt pour les entrepreneurs à embaucher des ouvriers pour autant que le produit marginal du travail soit supérieur au salaire. Le salaire est donc tout d'abord un résultat de la productivité du travail exécuté, laquelle de son côté est attribuable à la qualification des ouvriers et aux procédés qui sont appliqués. Le salaire dépend, en outre, dans une économie dynamique, du nombre d'ouvriers disponibles et du salaire pour lequel ils sont prêts à travailler ²⁰.

e) La théorie de l'imputation telle qu'elle est exposée ci-dessus, ne se rapporte toutefois, en principe, qu'à la répartition fonctionnelle et non pas à la répartition personnelle. Il est possible, d'une part, d'augmenter la rétribution du facteur de production main-d'œuvre aux dépens des autres facteurs de production. La concurrence parfaite devrait conduire les entrepreneurs à étendre leur production jusqu'à ce que le produit marginal soit atteint. Il est naturellement possible, par un impôt sur les salaires, d'éliminer les effets de la concurrence parfaite, du moins apparemment. Nous sommes alors en présence du cas des prix minima, dans lequel un nombre plus faible d'ouvriers sera employé. Par la suite, on devra recourir au système de moyens coercitifs de travail, qui ne pourra être maintenu que si les entrepreneurs sont dédommagés de leurs pertes évidentes, soit par les subventions, soit par la prise en charge de la production par l'Etat lui-même. Grâce à ses pouvoirs autoritaires, l'Etat couvrirait les pertes par les impôts, sans que ces impôts touchassent directement la classe ouvrière. Une autre question se pose ensuite, à savoir si l'imposition des entreprises ne se fera pas aux dépens de la formation du capital, en diminuant la dose de capital par ouvrier. De ce fait les salaires baisseraient encore davantage que dans le cas du marché libre ²¹.

Une autre possibilité se présente en cas de remplacement du système de salaire du marché libre par une autre forme de salaires.

La question de savoir si le salaire au temps ou le salaire à la pièce, ou éventuellement les formes intermédiaires de salaires à prime doit être payé, est en premier lieu une question technique et dépend de la mesure dans laquelle l'ouvrier peut influencer la qualité du produit du travail par son propre effort²².

Ce qui nous intéresse le plus au point de vue économique est le salaire social sous forme de salaire familial. Tant que le supplément familial du salaire est compensé par une productivité plus grande de l'ouvrier, par exemple grâce à son assiduité, aucune difficulté ne se présente. Il en est autrement lorsque l'ouvrier marié reçoit un salaire dont la valeur est supérieure à la valeur de son travail. Pour des raisons purement sociologiques il est peut-être possible de préconiser ce genre de politique sociale ; toutefois du point de vue de la théorie fonctionnelle de la répartition nous pouvons remarquer que si A reçoit plus que sa part, B doit nécessairement en recevoir moins, le danger existe alors que B quitte son pays, pour autant qu'il ne soit pas empêché de le faire par une intervention étatique. Tout en admettant que de telles interventions puissent avoir un certain succès sur une courte période, à long terme, ce seront les nécessités économiques qui prévaudront²³.

2. Le principe de substitution dans une économie industrialisée

Le principe de substitution signifie que les entrepreneurs essaieront de fabriquer leurs produits à un minimum de coût, en d'autres termes, lorsque le taux d'intérêt est bas ils emploieront beaucoup de capital, et inversement, quand l'offre de travail est grande ils emploieront plus d'ouvriers et moins de facteurs de production matériels²⁴.

Nous avons constaté au cours du premier chapitre que la condition primordiale de l'industrialisation est la présence d'un excès de population. Cette hypothèse semble alors impliquer une forte natalité et des bas salaires. Si nous comparons toutefois ce résultat avec la réalité, nous constatons que les salaires n'ont pas baissé, mais au contraire qu'ils ont augmenté.

a) Les inventions

Cette contradiction s'explique en partie par le fait que les connaissances techniques se sont améliorées dans la période considérée. Les biens peuvent être produits à meilleur marché et il est ainsi possible

que la baisse de prix pour les consommateurs, formés en grande partie par les ouvriers, a été plus grande que la tendance à l'abaissement des salaires.

b) L'industrialisation et la formation du capital

Le véritable noeud de ce problème ne peut être saisi que si nous prenons aussi en considération l'augmentation de l'approvisionnement en capital. Nous pouvons considérer cette question comme une course entre l'accroissement de la population et la formation de capital nouveau. Nous pouvons en déduire que les salaires manifesteront toujours une tendance à la hausse quand la formation du capital réel progresse plus rapidement que l'accroissement de la population²⁵.

Nous pouvons, pour le moment, laisser ouverte la question de savoir quel est le propriétaire juridique des moyens de production matériels. Même s'ils appartiennent exclusivement aux entrepreneurs, les grandes possibilités d'investissement auront pour effet que les ouvriers seront appelés à utiliser des machines dans une mesure toujours croissante. Pour cette raison, ils recevront de plus hauts salaires²⁶.

La question a une importance réelle lorsque nous examinons les sources de la formation du capital. Nous présupposons ici la validité de la loi de Bernoulli²⁷ et pouvons donc admettre qu'avec un revenu croissant, la propension marginale à épargner augmentera alors que la propension à la consommation diminuera. Du point de vue de la politique fiscale, cet argument peut paraître décisif, mais si nous l'examinons du point de vue de la théorie économique, il nous faudra souligner que l'épargne dans les catégories supérieures de revenu ne pourra jamais suffire à couvrir les besoins de l'économie. Dans le futur il sera donc nécessaire que les ouvriers épargnent une partie de leurs revenus²⁸.

L'industrialisation en présence d'une hausse de salaires n'est donc possible que si les ouvriers sont disposés, dans l'intérêt de leur approvisionnement futur, à économiser une partie de leur revenu. Une telle évolution semble probable. Mais l'industrialisation n'est alors réalisable qu'au moment où les inventions surgissent. Celles-ci permettent une réduction des coûts. La propension à consommer des ouvriers sera tout d'abord constante, et, étant donné que leurs salaires réels auront augmenté, les ouvriers pourront épargner. Dès que ce processus sera mis en marche, la formation accélérée du capital aura pour conséquence, si nous faisons abstraction des crises, que les salaires s'élèveront, ce qui donnera lieu à une épargne additionnelle.

3. Les syndicats

Au cours de l'industrialisation, le nombre des ouvriers et la concentration des entreprises ²⁹ augmenteront. Ceci ne changera rien à la structure des salaires, pour autant que les ouvriers concluent leurs contrats de travail individuellement. Depuis que les ouvriers ont conquis la liberté de coalition, soit depuis 1870 environ, les syndicats essaient, en tant que détenteurs d'un monopole, d'obtenir des salaires plus élevés que ceux que pourraient atteindre des actions individuelles.

Supposons maintenant que les syndicats réussissent à obtenir un niveau de salaires qui, selon Cournot, contraignent les ouvriers à limiter leur nombre ³⁰, dans ce cas, les chômeurs volontaires, membres du syndicat, devront être entretenus par la caisse de l'association. Cette tâche peut être facilitée lorsque existe une assistance-chômage étatique ³¹.

Les ouvriers semblent se trouver ainsi dans des conditions meilleures qu'auparavant. En réalité, la politique syndicaliste se fera aux dépens des profits d'entreprise, donc de la formation du capital. La production diminuera, sans possibilité d'une compensation par l'emploi de nouvelles machines. Ceci aura pour conséquence que le produit social diminuera, par le fait qu'on travaille moins qu'il serait possible de le faire et que, d'autre part, le nombre réduit d'ouvriers au travail oblige les entrepreneurs à conserver des procédés de production trop onéreux ³².

4. Les cartels

Si, avec Liefmann, nous entendons par cartels des associations d'entrepreneurs visant à l'amélioration de leur position sur le marché, position qui ne doit pas nécessairement être monopolistique, il nous faut admettre que la tendance à la cartellisation a existé au cours de l'industrialisation ³³.

Kleinwächter a surnommé les cartels « enfants de la nécessité ». Nous pouvons dire, d'une façon plus moderne, que dans les conditions d'une égalité approximative des coûts de production, donc dans une concurrence ruineuse, il subsiste pour les entreprises une tentation de se grouper afin de maîtriser le marché ³⁴.

Le seul point de vue qui nous intéresse dans cette question est, que si les cartels sont juxtaposés aux syndicats, nous nous trouvons en présence d'un monopole bilatéral. Dans ce cas, la loi du couple marginal de Böhm-Bawerk reste valable, loi selon laquelle la limite supérieure est donnée par le salaire que la chambre syndicale des entrepreneurs est encore prête à payer ; la limite inférieure sera le prix

au-dessous duquel le syndicat ouvrier ne veut pas fléchir. L'espace de variation des prix peut être très grand. Dans ces limites, la fixation du prix est un problème de rapports de forces et économiquement indéterminable³⁵.

Ce qui est important pour nous, c'est qu'à chacun de ces niveaux de salaires, correspond un certain nombre d'ouvriers embauchés, un certain degré d'approvisionnement en capital et, un certain état de la technique. Si la marge de variation des prix est très grande et si les barèmes de salaires ont une tendance à changer fréquemment, il est possible que le salaire fixé par l'Etat représente un moindre inconvénient³⁶.

Chaque hausse du niveau des salaires aura probablement pour conséquence l'anéantissement de capital et par là un ralentissement du progrès de l'économie. L'approvisionnement des consommateurs peut se détériorer considérablement ; les ouvriers peuvent tomber en chômage si les salaires sont trop élevés. Ces conséquences de l'industrialisation étaient peut-être moins effrayantes tant que subsista la possibilité d'émigration et tant que l'assistance-chômage qui était considérablement inférieure au salaire normal, empêcha la pression régulatrice des masses ouvrières sur la fixation du salaire. Schumpeter a certainement raison, en considérant le problème auquel nous faisons allusion, comme la question cruciale du capitalisme³⁷.

Sans vouloir nous perdre dans le domaine de la philosophie économique, nous pouvons tout de même dire que si un danger apparaît en ce domaine pour l'industrialisation, la raison doit en être plutôt recherchée dans l'intervention de l'Etat que dans le caractère des sujets économiques dont nous pouvons penser avec un minimum d'optimisme qu'ils poursuivent toujours une satisfaction accrue des besoins³⁸.

Remarques pour le chapitre II

¹ Ludwig von Mises : *Nationalökonomie, Theorie des Handelns und Wirtschaftens*, Genève, 1940, page 224 : « Ueber den Umkreis der national-ökonomischen Probleme waltete zunächst kaum ein Zweifel. Seit man von Nationalökonomie, von Sozialökonomie oder einfach von Oekonomik spricht, hat man es stets als die Aufgabe dieser Wissenschaft angesehen, die Erscheinungen des Marktes zu untersuchen, d. h. die Bildung der wechselseitigen Austauschverhältnisse der auf den Märkten umgesetzten Sachgüter und Dienste, die Entstehung dieser Austauschverhältnisse aus dem Handeln und ihre Wirkung auf weiteres Handeln. »

Knut Wicksell : *Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzipes*, tome 1, Jena, 1913, page 2 : « Der Inhalt der Nationalökonomie wäre vielmehr in Uebereinstimmung mit der Anschauungsweise

der Gegenwart, die Lehre über die wirtschaftlichen Erscheinungen in ihrem Zusammenhange mit einander gesehen und daneben im grossem betrachtet, d. h. insofern, als sie auf gleichartige Weise ganze Gesellschaftsklassen oder ein ganzes Volk oder sogar die Zusammenfassung aller Völker (was man jetzt Weltwirtschaft nennt) berühren. »

² Wieser: Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft, Grundriss der Sozialökonomie, tome I, Tübingen 1914.

Richard von Strigl: Kapital und Produktion, Vienne, 1934, page 68 et suivante, page 72 : « Wenn man diese Relation in dem gebräuchlichen Bilde festhält, so zeichnet man den Ertragszuwachs, welchen bei gegebenem Boden zusätzliche Arbeiter bringen können, in der Weise ein, dass man jedem, auf der X-Achse aufgetragenen Arbeiter einen in der Form eines schmalen Rechteckes aufgetragenen Ertragszuwachs zuordnet. Jeder zusätzliche Arbeiter bringt einen Ertragszuwachs, der bei immer weiterer Einstellung von Arbeitern immer kleiner wird. Bei jeder gegebenen Zahl von Arbeitern ist das Grenzprodukt der Arbeit zu messen an dem Ertrag des "letzten" eingestellten Arbeiters oder aber an dem Ertragsausfall, den das Ausscheiden eines Arbeiters nach sich ziehen würde. »

³ Mayer: Article sur la production dans le Handwörterbuch der Staatsswissenschaften, Jena, 1929.

Richard Strigl: Kapital und Produktion, page 113 et suivante, page 115 : « Der Unternehmer wird vorgetane Arbeit in der Gestalt von Kapitalgütern dann in erweiterem Ausmasse in Anspruch nehmen, wenn bei den gegebenen Preisen, insbesondere bei dem geltenden Zinsfusse, die zeitlich frühere Aufwendung von Arbeit einen günstigeren Erfolg bringt. Zeitlich frühere Aufwendung von Arbeit bedeutet ja für den Unternehmer einerseits eine Vermehrung der Kostenbelastung (des Arbeitslohnes), durch den Zins, andererseits aber eine Steigerung des Ertrages um die Differenz zwischen der Ergiebigkeit einer früheren Arbeitsaufwendung und der einen späteren. Hier ergibt sich auch eine Verbundenheit des Preises, der in der Konsumgütersphäre tätigen Arbeit mit der in weit vorgelagerten Produktionen tätigen Arbeit, selbst insoweit eine Ausgleichung der Löhne durch das (mit Reibungsschwierigkeiten verbundene) Ueberstellen von Arbeitskräften nicht möglich ist ».

⁴ J. H. von Thünen: Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie, tome I., Leipzig 1920.

⁵ Böhm-Bawerk: Kapital und Kapitalzins, troisième édition, Innsbruck 1909, page 173 et suivante, II^e partie Exkurs 7.

Ludwig von Mises: Nationalökonomie, page 291 et suivantes, page 300 : « Damit der Prozess, der die Preise der Güter höherer Ordnung aus den Preisen der Güter erster Ordnung hervorgehen lässt, zum Ziele gelange, darf für die Erzeugung eines jeden einzelnen Gutes niederer Ordnung höchstens eines von den nicht durch andere Produktionsmittel ersatzbaren komplementären Produktionsmitteln absolut spezifischen Charakter tragen, d. h. keine andere Verwendung zulassen als die zur Erzeugung dieses einen Gutes ».

⁶ Vilfredo Pareto : Manuel d'Economie Politique, deuxième édition, Paris 1927, page 611, paragraphe 83.

⁷ Zwiedineck : Kritisches und Positives zur Preistheorie, Zeitschrift für Sozialwis. und Sozialpolitik, Tübingen 1916.

⁸ Schumpeter : Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung, München-Leipzig 1935.

Mises : Nationalökonomie, page 597 et suivante.

⁹ Ricci : Die Arbeit in der Individualwirtschaft, article dans la Wirtschaftstheorie der Gegenwart, tome II, Vienne 1932.

¹⁰ David Ricardo : Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, tome I., Paris 1933, page 77 : « Le prix courant du travail est le prix que reçoit réellement l'ouvrier, d'après les rapports de l'offre et de la demande, le travail étant cher quand la main-d'œuvre est rare, et à bon marché lorsqu'elle abonde. Quelque grande que puisse être la déviation du prix courant relativement au prix naturel du travail, il tend, ainsi que toutes les denrées, à s'en rapprocher. C'est lorsque le prix courant du travail s'élève au-dessus de son prix naturel que le sort de l'ouvrier est réellement prospère et heureux, qu'il peut procurer en plus grande quantité tout ce qui est utile ou agréable à la vie, et par conséquent élever et maintenir une famille robuste et nombreuse. Quand, au contraire, le nombre des ouvriers s'accroît par le haut prix du travail, les salaires descendent de nouveau à leur prix naturel, et quelquefois même l'effet de la réaction est tel, qu'ils tombent encore plus bas ».

¹¹ Karl Marx : Das Kapital, tome I., quatrième édition, page 67.

¹² Keynes : Rapport Mc. Millan, Londres 1931.

¹³ Strigl : Kapital und Produktion, page 107 : « Im ersten Falle wäre der Preis des freien Marktes OA. Bei diesem Preise wäre das Angebot gleich der Nachfrage OM. Die Preistaxe in der Höhe OB bewirkt, dass die Nachfrage auf OM' zurückgeht, während bei diesem Lohne das Angebot an Arbeitskräften gleich OM'' ist. Im zweiten Falle wäre der Lohn des freien Marktes durch den Schnittpunkt der Angebots- und Nachfragekurve bestimmt, es wäre aber bei diesem Preise gegenüber einer Nachfrage OM ein Angebot OM' gegeben, weil die Angebotskurve der Arbeit rechts vom Schnittpunkte horizontal verläuft. Das Arbeitsangebot MM' kann bei diesem Lohnsatze keine Beschäftigung finden, weil bei dieser Lohnhöhe das Angebot grösser ist als die Nachfrage. Trotz dieser Diskrepanz von Angebot und Nachfrage kann dieses Angebot nicht lohndrückend wirken, weil es nur bei dem Lohnpreise OA arbeitsbereit ist. — Ohne Zweifel sind beide Fälle der Arbeitslosigkeit möglich. Die Frage, welcher von den beiden Fällen praktisch wichtiger gewesen ist, ist eine Frage der Anwendung des Schemas auf die Realität, nicht eine Frage der Theorie. Es sei hier nur gesagt, dass der zweite Fall insbesondere dann gegeben sein kann, wenn in einem Lande die Ergiebigkeit der Produktion aus irgend einem Grunde - z. B. Ausgliederung aus einer umfassenderen interlokalen Arbeitsteilung oder aber auch wesentlicher Rückgang in der Kapitalversorgung - in einem beträchtlichen Ausmasse gesunken ist. — Eine besondere Betrachtung wird später die « konjunkturelle » Arbeitslosigkeit erfordern ».

¹⁴ Richard Strigl : Kapital und Produktion, page 103 : « In meiner Seite 245, Anm. 1, genannten Aufsatz habe ich diese Zusammenhänge an der Hand einer Formel dargestellt. Wenn L die Grösse des Lohnfonds ist, a die Zahl der Arbeiter, r die Grösse der Rationen, in welchem der Lohnfonds zur Verteilung gelangt, w die Zahl der Auszahlungen, welche während der Dauer des Produktionsumweges erfolgen (z. B. Lohnwochen), endlich g die Grösse des Grenzproduktes, so sind folgende Gleichungen aufzustellen :

$$L = a \cdot r \cdot w.$$

$$r = g.$$

Wenn der Lohnfonds nicht der Grösse der rechten Seite der Lohnfondsgleichung entspricht, werden sich infolge der Aenderung des Zinsfusses alle drei Grössen, welche auf dieser Seite stehen, ändern. Wenn L kleiner ist, wird eine Erhöhung des Zinsfusses die Grössen w (durch Verkürzung der Länge der Produktionsumwege), r und gegebenenfalls auch a verkleinern, bis die Gleichheit gegeben ist. Umgekehrt wird beim Ueberwiegen der Grösse L das Heruntergehen des Zinsfusses die Grösse der rechten Seite der Gleichung wachsen lassen.

Ich habe in diesem Aufsätze auf eine zweite wenigstens mögliche Ausgleichstendenz hingewiesen: Wenn die Grösse L zu klein ist und der Zinsfuss steigt, so kann die Wirkung eintreten, dass verstärktes Sparen das Angebot an freiem Kapital vergrössert. In diesem Falle wird dem Fallen der Grössen der rechten Seite der Gleichung ein Wachsen der Grösse L gegenüberstehen, so dass die Ausgleichung erleichtert wird. Das Umgekehrte kann bei Fallen des Zinsfusses gegeben sein ».

Richard Strigl: Angewandte Lohntheorie, Leipzig-Wien 1926, page 19 et suivante.

¹⁵ Saitzew: Lange Wellen der Arbeitslosigkeit, Schriften des Vereins für Sozialpolitik, tome 173, 1., Munich 1928.

¹⁶ Strigl: Angewandte Lohntheorie, page 67 et suivantes: « Die hier behandelten Fälle sind theoretisch in der Weise zu klassifizieren, dass die Lohnerhöhung eine Steigerung der Produktivität der Arbeit nach sich zieht, damit die Nachfrage nach Arbeit zahlungsfähiger macht und es so bewirkt, dass der zunächst künstlich erhöhte Lohn wieder der Produktivität der Arbeit entspricht, da der Preis der Arbeit, wie er sich unter den neuen Verhältnissen auf dem freien Markte bilden würde, gehoben wird ».

¹⁷ Strigl: Kapital und Produktion, page 180 et suivantes; page 201: « Der Prozess des konjunkturellen Aufstieges und der Entwicklung zur Krise entspricht vollständig dem, was die Theorie als Wirkung einer Kreditexpansion ableiten kann. Dann aber noch etwas, das mit dem Ausgangspunkte des Theorems gegeben ist: Wenn eine von den Grössen des Wirtschaftssystems geändert wird, so wird eine Bewegung ausgelöst, welche eine Anpassung des Wirtschaftssystems an diese Aenderung bewirkt. In dieser Richtung besteht aber eine Besonderheit in dem Falle, dass die Aenderung von dem Zinsfusse ausgeht. Eine Herabsetzung des Zinsfusses löst eine Bewegung aus, welche durchaus nicht Anpassung an ein Datum sein kann in dem Sinne, dass dieses Datum in einen stationären Wirtschaftsablauf schliesslich eingebaut wird. Die mit der Herabsetzung des Zinsfusses Hand in Hand gehende Krediterweiterung führt zu einer Bewegung, welche vom Gleichgewichte immer weiter fortführt ».

¹⁸ Mises: Nationalökonomie, page 489 et suivante.

¹⁹ Mises: Nationalökonomie, page 527 et suivante.

²⁰ Zwiedoneck: Lohn und Lohnpolitik, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften.

²¹ Mises: Preistaxen, dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften.

²² Lujo Brentano a développé la loi de la productivité croissante du travail en rapport avec le raccourcissement de la durée du travail. Au point

de vue de l'économie commerciale purement, il est dans l'intérêt des entrepreneurs de recevoir un maximum de prestations pour le salaire dépensé. Si ceci est fait dans la forme des salaires à prime préconisés par Halsey, Rowan et Bedan, qui en somme représentent un partage du rendement accru entre entrepreneurs et ouvriers, ou bien si l'on travaille, comme Taylor, avec les tarifs minima et maxima, il devrait être certain que le rendement du travail augmente quand l'ouvrier est lui-même intéressé dans sa productivité. Il est une autre question de savoir si l'on peut toujours trouver une mesure pour cette productivité.

²³ Adolf Weber: Sozialpolitik, Munich 1930.

²⁴ J. B. Clark: Distribution of Wealth, New-York, 1898.

²⁵ Eucken: Kapitaltheoretische Untersuchungen, Jena 1934.

Röpke: Die Lehre von der Wirtschaft, Zürich 1943, page 76: «Das Optimum der Bevölkerung: Man kann sich die etwas verwickelten Zusammenhänge auch an Hand einiger mathematischer Symbole klarmachen. Bezeichnen wir das Sozialprodukt (Gesamtprodukt während eines Zeitabschnittes) als G und die Bevölkerungszahl als N, so erhalten wir als Ausdruck der Sozialquote

$$S_1 = \frac{G}{N}$$

Jetzt nehmen wir an, dass die Bevölkerung wächst, und bezeichnen den prozentuellen Zuwachs der Bevölkerung als n. Die Vermehrung des Sozialprodukts, die die Bevölkerungsvermehrung zur Folge hat, bezeichnen wir als g_n (gleichfalls als eine prozentuale Grösse aufzufassen). Wenn wir nun annehmen, dass alle anderen das Sozialprodukt bestimmenden Umstände unverändert geblieben sind, so erhalten wir als neue Sozialquote

$$S_2 = \frac{G \text{ plus } g_n}{N \text{ plus } n}$$

Die Frage nun, die uns in diesem Zusammenhang allein interessiert, ist die, ob S₂ grösser, kleiner oder gleich S₁ ist. Das hängt aber ganz vom Verhältnis zwischen g_n und n. ab. Hierfür gibt es drei Möglichkeiten: g_n = n, g_n > n, g_n < n. Die Optimisten müssen annehmen, dass die zweite Möglichkeit (g_n > n) unter allen Umständen und zu allen Zeiten allein in Frage kommt. Diese Annahme ist aber offensichtlich ohne die geringste Stütze. Wir müssen vielmehr mit allen drei Möglichkeiten rechnen, wobei wir die erste als unwichtig ausschalten können. Dabei dürfen wir annehmen, dass bei anhaltendem Wachstum der Bevölkerung vom Nullpunkte aus zunächst g_n > n ist, dass aber dann schliesslich ein Punkt erreicht wird, von dem ab g_n < n wird. Dies ist der Punkt des Optimums der Bevölkerungsgrösse. Vor diesem Punkte ist die Sozialquote ständig kleiner, als sie bei grösserer Bevölkerungszahl sein würde; nach diesem Punkte ist die Sozialquote ständig kleiner, als sie bei beringerer Bevölkerungszahl sein würde».

²⁶ Strigl: Angewandte Lohntheorie, page 69 et suivante.

²⁷ Bernoulli: Versuch einer neuen Theorie der Wertbestimmung von Glücksfällen, Leipzig 1896, page 27 et suivante.

Mises: Nationalökonomie, page 360 et suivante; page 361: «Die Veränderungen des Verhältnisses dieser Nachfrage nach Geld und des Angebots

nach Geld, die wir Veränderungen des Geldstandes nennen wollen, verändern das Austauschverhältnis, das zwischen dem Gelde und den einzelnen Waren und Dienstleistungen besteht ».

²⁸ Hayek: Preise und Produktion, Vienne 1931.

²⁹ Strigl: Kapital und Produktion; page 75: « Eine Fabrik, in welcher bedeutende Aufwendungen für die Arbeitsbereitschaft notwendig sind, wird bei einer Ausdehnung ihrer Produktion von einem ganz geringen Produktionsmittel ihren Ertrag überproportional steigern können, es wird ein "Gesetz des zunehmenden Ertrages" gelten ».

³⁰ Comparer chapitre II., article 4 au sujet des Non-competing groups;
Strigl: Angewandte Lohntheorie, page 96 et suivante.

³¹ Comparer Herkaer: Die Arbeiterfrage, Berlin 1912.

³² Strigl: Angewandte Lohntheorie, page 123 et suivantes: Wenn auf dem freien Arbeitsmarkte die marktbestimmenden Ansprüche der Arbeiter ein entscheidendes Moment bei der Bildung des Lohnes sind, so ist es klar, dass diese Ansprüche durch den Bestand einer Arbeitslosenunterstützung gesteigert werden können. Der Arbeiter, welcher durch die Möglichkeit des Bezuges einer Arbeitslosenunterstützung vor der ärgsten wirtschaftlichen Not geschützt ist, kann leicht dazu kommen, dass nur ein höherer Lohn ihn zur Annahme einer Arbeit verlockt. Wenn bei einem Arbeitsmarkte, welcher in keiner Weise eine Unterstützung des Arbeitlosen kennt, der grösste Teil der Arbeiterschaft schon zu einem Lohne, welcher gerade das Existenzminimum deckt, zu arbeiten bereit sein wird, so wird bei dem Bestande einer Unterstützung, wenn durch diese dem Arbeiter das Existenzminimum gesichert ist, im Rahmen einer rein rechnerischen Kalkulation der Arbeiter in der Regel erst dann zu arbeiten bereit sein, wenn er um einen relevanten Betrag mehr verdienen kann ».

³³ Robert Liefmann: Kartelle, Konzerne und Trusts, Stuttgart 1927, page 9 et suivante.

³⁴ Kleiwächter: Gewerbepolitik, Vienne 1887.

³⁵ Böhm-Bawerk: Macht oder ökonomisches Gesetz? Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung, tome XXIII. - 1914.

³⁶ Léon Walras: Cours d'Economie Politique, Lausanne 1893.

³⁷ Schumpeter: Vorwort zu Zeuthen - Problems of Monopoly and Warfare, London 1930.

³⁸ Röpke: Staatsinterventionismus, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, quatrième édition, Jena 1929.

CHAPITRE III

Le sol

Le deuxième facteur de production de la théorie classique est en général désigné sous le nom « sol ».

1. Le sol en tant que facteur de production ne pouvant pas être augmenté

Le caractère spécial de ce facteur de production réside dans le fait que, du moins dans le court terme, il ne se laisse pas augmenter¹. Ceci n'exclut toutefois pas les possibilités de rendre plus grande l'efficacité de ce facteur.

a) La colonisation.

Il est possible dans une économie dynamique, d'agrandir la superficie arable par la colonisation. Il peut toujours arriver que les pionniers rencontrent de meilleures terres que celles exploitées jusqu'alors. L'exemple classique de ceci est la colonisation tout d'abord du territoire des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, et par la suite du Canada, qui déprécia les terres agricoles de l'Europe centrale. Ce fut une des raisons de l'adoption en Europe du système tarifaire protectionniste^{2 3}.

Ceci ne signifie point que Carey ait eu raison, car les colons des treize anciennes colonies d'Amérique du Nord ont labouré tout d'abord, ainsi que Ricardo le prétendait, les terres qu'ils pouvaient cultiver par leurs moyens limités. Les terres lourdes du Delta du Mississipi étaient, selon Ricardo, des terres de deuxième catégorie parce qu'elles ne se prêtaient pas à la culture.

b) L'augmentation de la productivité du capital.

Une autre possibilité d'agrandissement des réserves de terre arable est possible aujourd'hui par la *colonisation interne*. C'est ce qui fut pratiqué en Suisse sur une grande échelle par les améliorations de la plaine de Magadino, de la vallée de la Linth, et pendant la dernière guerre par le plan Wahlen⁴. Nous ne devons toutefois pas oublier dans ce cas également que le sol n'est à même de fournir un rendement qu'en fonction de l'investissement de capital, et que, par ce fait, toutes ces améliorations sont soumises à la loi des rendements décroissants⁵.

c) La situation du facteur de production sol dans le cadre de la théorie économique

Quels que soient les faits de la réalité, la quantité de sol disponible dans une économie est une donnée quasi invariable. Nous pouvons déduire de ces conditions que l'« homo œconomicus » commencera à labourer la terre dont le rendement sera le plus élevé⁶.

Nous devons néanmoins faire une réserve : il s'agit là de jugements de valeur et de propositions subjectives, qui n'ont pas nécessairement de réalité.

Quel que soit le rendement du travail, le salaire sera déterminé par l'effort fourni ; ainsi, le propriétaire de terres dont le rendement est faible pourra difficilement renter son capital⁷.

La rente foncière, c'est-à-dire le surplus du rendement des meilleures terres en comparaison avec la récolte des terres de qualités inférieures, devient une conséquence des prix⁸.

d) Le problème de la rente.

Pour compléter notre exposé, disons encore que la rente différentielle ne doit pas être seulement une rente de fertilité au sens de Ricardo, mais aussi une rente de lieu de production au sens de Thünen⁹, ou encore une rente d'intensité¹⁰.

2. Le sol lieu de production

Il peut être des plus intéressants de savoir à quel endroit s'établira une entreprise industrielle.

Alfred Weber distingue dans son ouvrage classique¹¹ des facteurs rationnels et irrationnels qui permettent à une industrie donnée de se développer à un certain endroit.

a) L'emplacement irrationnel.

Si l'entrepreneur découvre une nouvelle combinaison productive, il se peut qu'il ne veuille pas quitter son milieu de vie habituel à cause de son attachement à la tradition ¹².

b) L'emplacement traditionnel.

Il se peut en outre qu'un emplacement soit rationnel dans un état de technique donné, mais ne l'est plus si les conditions changent. Les exemples typiques sont l'industrie d'acier de Solingen qui prit naissance grâce aux forêts et se maintint à la même place lorsqu'on commença d'utiliser la bouille ; c'est également le cas de la teinturerie de Bâle qui avait besoin de l'eau du Rhin, mais ne changea pas de son emplacement quand on passa à la fabrication des produits synthétiques à base de goudron.

c) Les facteurs d'emplacement primaires.

Parmi les raisons rationnelles déterminantes, Alfred Weber distingue l'orientation de la main-d'œuvre, des matières premières et de l'écoulement. Chacun de ces trois facteurs a sa localisation, et l'emplacement choisi finalement sera la résultante de ces trois composantes qui forment le triangle de Varignon ; en d'autres termes, c'est le lieu où le produit coûtera le moins cher.

d) Les facteurs d'emplacement secondaires.

A ces facteurs d'emplacement primaires se joignent les facteurs secondaires que nous pouvons subdiviser en deux catégories.

L'une, qui englobe la politique douanière, la politique fiscale et les facteurs analogues, est par sa nature du même genre que les facteurs déterminant le lieu de production de Weber.

La deuxième catégorie est de nature systématique et fait son apparition au cours de l'évolution économique. Nous trouvons tout d'abord une tendance à l'agglomération qui fait que les entreprises déjà existantes attirent des industries nouvelles. Ceci est dû, en premier lieu, au fait que les ouvriers industriels sont des consommateurs et, par conséquent, qu'ils sont un facteur déterminant de la concentration. En second lieu, parce que les familles ouvrières représentent des forces de travail potentielles ; par exemple, l'industrie de la confection à Berlin doit sa création au fait que les femmes des ouvriers cherchèrent un emploi adapté à leurs facultés.

A côté de l'agglomération se développera une certaine désintégration. L'accroissement de la population urbaine fera monter la rente foncière dans les villes de sorte qu'il sera plus avantageux d'établir une fabrique de machines à Oerlikon qu'à la Bahnhofstrasse, par exemple.

3. La loi générale des rendements

a) La loi des rendements décroissants en tant que catégorie historique.

Chez Ricardo, le sol est inséparablement lié à la notion du rendement décroissant. Du point de vue historique, Ricardo eut absolument raison lorsqu'il déclara, qu'en Angleterre en l'année 1816 le rendement des terres ne pouvait augmenter que si l'on accroissait les investissements de capitaux, ce qui aurait eu comme résultat une augmentation du rendement à l'acre. On peut même imaginer le cas où un investissement additionnel de capital doit avoir pour conséquence de faire baisser les rendements non seulement relativement, mais aussi absolument ¹³.

Malthus eut aussi raison en 1825, quand il déclara, qu'en raison des tendances de l'augmentation de la population, en présence d'une technique stationnaire et d'une limitation du sol ¹⁴, un moment arriverait où la population augmenterait plus vite que l'approvisionnement alimentaire ¹⁵.

b) La loi des rendements décroissants en tant que catégorie économique générale.

En tant que *catégorie économique générale*, nous constatons que si deux facteurs de production sont combinés, il existe un point optimum au-delà duquel les rendements n'augmentent plus ¹⁶. A toutes fins utiles nous pouvons même dire, qu'au-delà du point optimum les rendements doivent baisser d'abord relativement et ensuite absolument. Nous devons toutefois souligner ici, que cette loi du rendement décroissant ne vaut pas que pour le sol, ce qui est évident ¹⁷. Il s'agit ici d'une loi générale qui fera son apparition aussitôt que deux facteurs de production quelconques sont combinés ¹⁸.

4. La loi de production en masse

A cette loi du rendement décroissant Karl Bücher a opposé dans son ouvrage « Entstehung der Volkswirtschaft » la loi de la production de masse ¹⁹.

a) La division du travail.

Au départ, nous trouvons la théorie d'Adam Smith sur la productivité de la division du travail²⁰. Les formes différentes de la division du travail dans le sens horizontal, vertical, de la spécialisation, du sectionnement des professions, de la formation des professions et finalement dans sa forme internationale, auront pour conséquence que la majorité des ouvriers sera à même de produire davantage, non seulement proportionnellement mais aussi absolument, que l'ouvrier individuel n'en serait capable. La raison en est uniquement et exclusivement dans l'hypothèse que les différents sujets économiques disposent, selon leurs aptitudes, de capacités différentes et, de ce fait, il est plus avantageux pour eux de se grouper et de coopérer ensemble²¹, même si certains membres sont absolument inférieurs²².

b) Le rôle des coûts fixes.

Simultanément avec le phénomène indiqué ci-dessus, Karl Bücher examine le problème des coûts fixes et des coûts variables. Dans un complexe de moyens de production donné, la part des coûts fixes se répartira sur un nombre toujours plus grand de produits si la quantité de ceux-ci augmente, et nous pouvons, en désignant par (v) les coûts variables, par (c) les coûts fixes et par (n) le nombre de pièces, déduire la formule de Bücher pour le coût total de (v) plus (c) par (n), où (c) tend vers zéro lorsque (n) croît.

c) Les coûts discontinus.

Cette loi de Bücher paraît s'opposer à l'affirmation de Ricardo. Il fallut longtemps avant que l'on conçût ce que l'on appelle les coûts discontinus²³.

Il arrive, en effet, un moment où le rendement du capital existant ne suffit plus, soit parce qu'une machine est surchargée et par conséquent qu'une deuxième machine est nécessaire, ou que l'entreprise prend un tel développement qu'un seul employé-contrôleur ne suffit plus et qu'un deuxième employé doit être engagé. Dans ces cas, (c) doit être doublé.

d) La loi de la production en masse et l'industrialisation.

Il s'ensuit que la loi de Bücher aussi bien que la loi ricardienne ne représentent que des cas spéciaux de la loi générale du rendement, donc que le rendement augmente jusqu'à un certain point et baisse par la suite.

La loi de Bücher n'est cependant pas indépendante de la loi de la grandeur du marché. La spécialisation n'a de sens que pour autant que celle-ci peut être combinée avec la coopération et, elle est opportune en particulier lorsqu'un débouché peut être trouvé pour les produits fabriqués. Nous voyons donc deux tendances qui se manifestent corrélativement. Par suite d'une spécialisation progressive le prix des produits baissera. Avec un débouché croissant le prix des produits devra baisser également, car l'intensité des besoins des consommateurs diminue. L'optimum sera atteint au point où l'élasticité de la courbe de coûts égale l'élasticité de la courbe de la demande.

5. L'industrialisation et le changement technique

Il nous reste encore à tirer la conclusion relative au facteur de production sol dans l'industrialisation. Il a été démontré que l'industrialisation est une fonction de la croissance de la population. S'agissant du sol nous pouvons admettre, du moins en courte période, que la quantité disponible est fixe. Tôt ou tard le moment arrive où, pour autant que le sol reste un facteur déterminant du coût, les rendements décroissants apparaissent.

En résumé, on constate qu'au fur et à mesure de la diminution de certains moyens de production, par exemple la terre, ceux-ci sont remplacés par d'autres procédés de production. On constate, par exemple, que les produits naturels sont remplacés par des produits synthétiques.

L'expérience empirique montre que les événements peuvent effectivement se dérouler ainsi, mais ce n'est pas nécessairement toujours le cas. On se souvient de la lutte pour les gisements de pétrole à la suite de laquelle la houille rare fut remplacée par l'essence qui est encore plus rare aujourd'hui. Cet exemple montre aussi que l'esprit d'invention humain est à même de produire de la benzine synthétique et de vaincre ainsi la rareté des matières recherchées.

Remarques pour le chapitre III

¹ Ludwig von Mises : *Notionalökonomie, Theorie des Handelns und Wirtschaftens*, Genève 1940, page 577 et suivante.

² Friedrich List : *Das nationale System der politischen Oekonomie*, Berlin 1930.

³ Karl Bücher : *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, troisième édition, Tübingen 1901.

⁴ Karl Bücher : Die Entstehung der Volkswirtschaft.

⁵ Mises : Nationalökonomie, page 581 : « Dass wir nicht mehr Bodenprodukte zur Verfügung haben, ist der Knappheit an Kapitalgütern und Arbeit, doch nicht einer Knappheit an Boden zuzuschreiben. Eine Vermehrung der Bodenfläche könnte die Versorgung an Bodenprodukten unter sonst gleichen Umständen nur dann verbessern, wenn der Zuwachs an Fruchtbarkeit dem gegenwärtig verwendeten Grenzboden überlegen wäre. Dagegen könnte die Versorgung an Bodenprodukten durch jede Vermehrung der verfügbaren Menge von Kapitalgütern und Arbeit verbessert werden ; Voraussetzung dafür ist allein das, dass die Menschen für das zusätzliche Kapital und die zusätzliche Arbeit keine dringendere Verwendung finden ».

⁶ David Ricardo : Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, traduit par C. Oebyser, tome I, Paris 1933, page 49 : « Si la terre jouissait partout des mêmes propriétés, si son étendue était sans bornes et sa qualité uniforme, on ne pourrait rien exiger pour le droit de la cultiver, à moins que ce ne fût là où elle devrait à sa situation quelques avantages particuliers. C'est donc uniquement parce que la terre varie dans sa force productive, qu'elle est limitée en quantité, et parce que, dans le progrès de la population, les terrains d'une qualité inférieure, ou moins bien situés, sont défrichés, qu'on en vient à payer une rente pour avoir la faculté de les exploiter. Dès que par suite des progrès de la société on se livre à la culture des terrains de fertilité secondaire, la rente commence pour ceux des premiers, et le taux de cette rente dépend de la différence dans la qualité respective des deux espèces de terre ».

Page 52, paragraphe 27 : « Les terres les plus fertiles et les mieux situées seraient les premières cultivées, et la valeur échangeable de leurs produits serait réglée, comme celle des autres denrées, par la somme de travail nécessaire à leur production et à leur transport jusqu'au lieu de la vente. Mais lorsqu'une terre de la qualité inférieure est mise en culture, la valeur d'échange de produits bruts s'élève, car leur production exige plus de travail. La valeur échangeable d'une denrée quelconque, qu'elle soit le produit d'une manufacture, d'une mine, ou de la terre, n'est jamais réglée par la plus petite somme de travail nécessaire pour sa production dans des circonstances extrêmement favorables, et qui constituent une sorte de privilège. Cette valeur dépend au contraire de la plus grande quantité de travail industriel que sont forcés d'employer ceux qui n'ont point de pareilles facilités, et ceux, qui pour produire, ont à lutter contre les circonstances les plus défavorables. Nous entendons par circonstances les plus défavorables, celles sous l'influence desquelles il est plus difficile d'obtenir la quantité nécessaire de produits ».

⁷ Jevons : Theory of Political Economy, Londres 1872, page 87.

⁸ Ricardo : Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, tome I, Paris 1933, page 54 : « Ce qui fait donc hausser la valeur comparative des produits naturels, c'est l'excédent de travail consacré aux dernières cultures, et non la rente qu'on paie aux propriétaires. La valeur du blé se règle d'après la quantité de travail employée à le produire sur les dernières qualités de terrains ou d'après cette portion de capital qui ne paie pas de rente ».

⁹ H. v. Thünen : Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie, tome I, édition Wantig, Leipzig 1920.

¹⁰ **Franz X. Weiss** : Abnehmeroder Ertrag, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, tome I., 4me édition, Jena 1929.

¹¹ **Alfred Weber** : Ueber den Standort der Industrien, Tübingen 1922.

Alfred Weber : Industrielle Standortslehre, Grundriss der Sozialökonomik, VIme partie, 1923.

¹² **Ricardo** : Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, tome I, Paris 1933, page 126 : « Dans un même pays, les profits sont en général toujours au même niveau, ou ne diffèrent qu'en raison de ce que le capital peut être consacré à un emploi plus ou moins sûr et agréable. Il n'en est pas de même d'un pays à l'autre. Si les profits des capitaux employés dans le Yorkshire surpassaient ceux des capitaux employés à Londres, les fonds passeraient bien vite de Londres dans le Yorkshire, et les profits se nivelieraient. Mais si le sol de l'Angleterre devenait moins productif, ou si l'accroissement des capitaux et de la population venait à faire monter les salaires et à faire baisser les profits, il ne s'ensuivrait pas pour cela que le capital et la population dussent nécessairement abandonner l'Angleterre, et se porter en Hollande, en Espagne, ou en Russie, où les profits pourraient être plus élevés ».

¹³ **Ricardo** : Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, tome I, Paris 1933, page 64 : « Je ne multiplierai pas les exemples, et j'espère en avoir dit assez pour prouver que tout ce qui diminue l'inégalité entre les résultats obtenus au moyen de portions successives de capital employé sur le même ou sur de nouveaux fonds de terre, tend à faire baisser la rente, tandis que tout ce qui augmente cette inégalité produit l'effet opposé, et tend à la faire hausser ».

¹⁴ **Oppeheimer** : Das Kapital, Amsterdam 1938.

¹⁵ **Robert Maltus** : Principles of Political Economy, London 1936, page 272-273.

¹⁶ **Erich Schöeider** : Theorie der Produktion, Vienne 1934.

¹⁷ **Franz X. Weiss** : Handwörterbuch der Staatswissenschaften, tome I., 4me édition, Jena 1929.

¹⁸ **J. B. Clark** : Distribution of Wealth, New-York 1899, page 167.

¹⁹ **Karl Bücher** : Die Entstehung der Volkswirtschaft, tome II., chapitre sur la loi de la production de masse.

²⁰ **Adam Smith** : An Inquiry into the Nature and the Causes of the Wealth of Nations, édition Cannen, livre I., chapitre I., page 3, New-York 1938.

²¹ **Mises** : Nationalökonomie, page 125-126 : « Die Erfahrung lehrt den handelnden Menschen, dass die arbeitsteilig verrichtete Arbeit ergiebiger ist als die in Vereinzelung geleistete. Denn die Bedingungen, unter denen der Mensch sein Handeln betätigt, sind so beschaffen, dass Arbeitsteilung und Arbeitsvereinigung ergiebiger sind als Sondernhandeln der Einzelnen. Diese Bedingungen sind :

Erstens : die Ungleichheit der einzelnen Menschen, insbesondere auch in Hinblick auf ihre Eignung zur Verrichtung verschiedener Arbeiten. Zweitens : die ungleiche Verteilung der natürlichen Produktionsbedingungen auf

der Erde. Man kann diese beiden Voraussetzungen auch als eine auffassen, indem man von der Mannigfaltigkeit der Natur spricht, die das Weltall zu einem Gefüge von unendlichem Reichtum der Spielarten gemacht hat. Wäre die Erdoberfläche so beschaffen, dass die Produktionsbedingungen an allen ihren Punkten gleich wären, und würde ein Mensch den übrigen Menschen so gleichen wie ein Kreis mit demselben Durchmesser in der euklidischen Geometrie gleicht, dann würde Arbeitsteilung den Handelnden keine Vorteile bieten.

Abseits von diesen beiden Voraussetzungen steht eine dritte, die - wie die Erfahrung zeigt - ebenfalls gegeben ist: dass es nämlich Arbeiten gibt, die die Kraft der Einzelnen übersteigen und nur durch Zusammenfassung der Kräfte mehrerer geleistet werden können. Es ist dabei gleichgültig, ob die Unzulänglichkeit der Kräfte eines Einzelnen in dem Missverhältnis zwischen dem, was er an Kraft aufzubringen vermag, und dem erforderlichen Arbeitsaufwand liegt, oder darin, dass der Einzelne zwar imstande wäre, das geplante Werk allein zu vollbringen, dass er aber dazu so viel Zeit brauchen würde, dass er die Vollendung voraussichtlich überhaupt nicht erleben würde, dass sie ihm nicht einen Nutzen zu bringen vermöchte, der den Aufwand lohnen könnte. In beiden Fällen kann das Ziel des Handelns nur mit vereinten Kräften erreicht werden. Die Verbindung der Einzelnen zum gemeinsamen Handeln schrafft erst die Möglichkeit das Ziel zu erreichen ».

²² Ricardo : *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, tome I, Paris 1933, page 128, (paragraphe 12) dans l'introduction.

²³ Mellerowicz : *Kosten und Kostentheorie*, Berlin 1932.

Schmalenbach : *Selbstkostenrechnung und Preispolitik*, Leipzig 1936.

CHAPITRE IV

Le capital

1. La notion du capital

Les notions du capital dans la littérature moderne sont tellement nombreuses qu'il convient, avant d'étudier le rôle du capital dans l'industrialisation, de préciser le sens que nous donnerons à cette notion.

a) Par capital réel il faudra entendre, dans ce qui suit, selon Böhm-Bawerk, la somme des moyens de production produits¹.

b) Par capital-monnaie nous entendons la fortune provenant de l'activité industrielle, en d'autres termes, la partie du revenu qui est épargnée par les sujets économiques en vue d'être investie. Dans une économie moderne il peut arriver que cet investissement ne se réalise pas, car l'acte d'ajournement de consommation qui est fait par les personnes privées et l'acte de l'investissement que les entrepreneurs se proposent de faire sont essentiellement différents. Etant donné que les entrepreneurs utilisent les services des banques, il peut arriver que l'épargne l'emporte sur l'investissement ou aussi que les banques prêtent plus de capital-monnaie qu'elles n'en disposent sous forme de dépôts.

En reprenant les idées de Böhrer, nous donnons à la notion d'équilibre, en économie politique, la signification suivante : équilibre entre la demande et l'offre de biens de consommation, alors que la demande de moyens de production est égale à la propension à investir².

Si les consommateurs épargnent plus qu'il n'est investi, une dépression se déclarera, alors que, inversement, quand les entrepreneurs créent une demande de crédit plus forte que l'offre, il y aura tout d'abord un essor qui sera suivi d'une crise³.

Nous faisons ici abstraction du fait que les sujets économiques ont encore une troisième possibilité à leur disposition : ils peuvent thésauriser l'argent. En soi, chaque pièce de monnaie ou chaque succédané d'argent représente une traite sur le produit social⁴.

On ne peut parler pourtant de véritable thésaurisation que si les sujets économiques augmentent leur encaisse de monnaie liquide au-delà de la mesure considérée par eux comme normale, afin de disposer de moyens de paiement liquides pour le cas de circonstances imprévues⁵.

La valeur spécifique de la monnaie repose sur la confiance dans l'unité monétaire, donc dans la pièce de métal précieux ; ou, pour le succédané de l'argent, dans le droit à une certaine quantité de métal monétaire ; ou encore pour le billet de banque dans la promesse d'une banque de l'échanger contre du métal monétaire ; ou enfin par le fait que la monnaie représente un moyen permettant de satisfaire des besoins concrets⁶.

La valeur subjective de la monnaie consiste donc dans la possibilité de pouvoir l'utiliser en tout temps pour obtenir les biens et services dont on a besoin. Afin d'obtenir cette utilité, on est prêt à renoncer à investir. Il en résulte par conséquent l'équation : Préférence pour la liquidité = Perte d'intérêt. La thésaurisation n'existe qu'au moment où la préférence pour la liquidité s'accompagne d'une prime de risque qui indique qu'il est avantageux de ne pas investir, car l'éventualité d'une perte d'investissement est considérée comme plus grande que la perte de l'intérêt. Du point de vue de la théorie quantitative, cette thésaurisation représente toutefois une diminution de la quantité monétaire active : $M \times V$ (Monnaie $\times$ Vitesse de circulation) et aussi longtemps que le volume d'affaires T reste le même, elle doit provoquer une baisse de prix P . Cette thésaurisation provoque une déflation secondaire car M ne peut pas diminuer sans que C ne diminue également au bout d'un certain temps. Par conséquent, les raisons pour lesquelles le public thésaurise deviennent réalité et l'invitent d'autant plus à la thésaurisation⁷.

2. L'épargne

a) Les raisons de l'épargne.

En général, l'épargne résulte d'une comparaison entre une jouissance possible immédiatement et une jouissance future obtenue par l'épargne. Comme on le sait, l'une des trois raisons que Böhm-Bawerk indique dans sa théorie de l'intérêt, est la surévaluation des biens présents. Si le raisonnement de Böhm-Bawerk est correct, il ne sera épargné que si les sujets économiques sont sûrs de recevoir dans l'avenir une valeur réelle plus grande que dans le présent. L'intérêt est donc nécessaire à l'épargne. Cassel a objecté, et probablement avec raison, que même à un taux d'intérêt nul il y aurait encore de l'épargne⁸.

Le défaut principal de toutes ces théories réside dans le fait qu'elles présupposent un fonds de subsistance dont on tirerait l'épargne. Il est toutefois plus que probable, dans une économie moderne, que le processus de production progresse d'une façon continue ; un fonds de subsistance, grâce auquel on pourrait épargner, n'existe donc pas⁹.

b) L'épargne et la consommation.

L'ampleur du coefficient d'épargne dépend, pour un produit social donné, de la propension des sujets économiques prêts à réduire leur consommation. En d'autres termes : quel sera le niveau de salaires le plus bas qui pourra être maintenu ? Nous devons d'abord remarquer sur ce point, que dans un état de crise et d'enthousiasme patriotique, le coefficient d'épargne, par exemple sous forme de « Victory Bonds », peut être plus grand qu'en temps de paix et de prospérité. En outre, les Etats totalitaires ont d'autres moyens de coercition à leur disposition que les pays démocratiques pour stimuler l'épargne. On peut toutefois constater qu'une augmentation du taux d'intérêt ne doit pas en toute circonstance avoir pour effet d'accroître le coefficient d'épargne. Il est possible que le coefficient d'épargne diminue avec l'augmentation du taux d'intérêt si l'on épargne en vue d'un certain but¹⁰.

3. L'intérêt

Puisque les trois raisons de Böhm-Bawerk sont valables alternativement, nous pouvons omettre de considérer la sous-évaluation possible de la demande future et limiter nos considérations à la productivité plus grande.

a) L'intérêt dynamique.

En nous référant au chapitre V., nous nous bornerons ici à mettre en évidence l'une des raisons pour lesquelles les entrepreneurs sont prêts à payer un intérêt : le bénéfice qu'ils pensent pouvoir réaliser sur la production future. Si le taux d'intérêt est statique, cela signifie que les entrepreneurs reçoivent de l'argent des capitalistes et qu'ils sont en mesure de payer un intérêt en tout cas aussi élevé que le taux d'intérêt du marché. Le cas où les entrepreneurs sont eux-mêmes des capitalistes est analogue. Ils n'appliqueront les nouveaux procédés que si ceux-ci fournissent au moins le même rendement que les procédés connus. Eventuellement ils inclurons dans leurs coûts un rendement correspondant à l'intérêt sur le capital propre¹¹.

b) L'intérêt statique.

Dans l'exemple de Roscher, les pêcheurs primitifs¹² se rendent compte qu'il leur est plus avantageux de fabriquer des filets que de pêcher les poissons à la main. Nous voyons toutefois ici que les pêcheurs ont deux possibilités à leur disposition. Ils peuvent soit prolonger leur temps de travail et fabriquer des filets durant le temps supplémentaire. De cette façon la pénibilité du travail augmente. Ils peuvent aussi réduire leur consommation du moins pour le temps nécessaire à la fabrication des filets et disposer ainsi de la force de travail nécessaire à cette fabrication. Dans ce cas ils ressentiront une perte de plaisir. De toute façon, il y a une limite où le rendement futur supplémentaire est égal à la perte d'utilité, ce qui veut dire qu'il se créera un équilibre entre l'épargne et la consommation. Le niveau du rendement supplémentaire attendu est ce que nous pouvons appeler la productivité marginale du capital ou l'intérêt réel, dans le sens de Wicksell¹³.

La théorie de Böhm-Bawerk va même plus loin en prouvant logiquement et d'une façon évidente, que dans un état stationnaire de la technique, les nouveaux circuits de production fournissent en effet une utilité, mais que celle-ci, au bout d'un certain temps, doit être plus petite que l'utilité que les nouveaux circuits de production peuvent fournir¹⁴.

Ici se présente un dilemme : les moyens de production déjà existants s'useront moins rapidement que ceux nouvellement choisis. Les circuits de production une fois commencés exigent toutefois, pour être maintenus, des réinvestissements constants. Dans l'hypothèse d'une technique stationnaire, il devront en effet être maintenus car ils fournissent un meilleur rendement que les nouveaux circuits de production que l'on pourrait mettre en œuvre¹⁵.

Même en ce qui concerne une économie réelle nous arrivons à la conclusion que le produit social se partage en plusieurs parties : la quote-part de la consommation, la quote-part du réinvestissement qui est nécessaire pour le maintien de la production et la quote-part du capital libre qui reste disponible pour les investissements nouveaux.

D'autre part, le produit social augmente en effet par suite des investissements constants, mais toujours plus lentement car les productions nouvelles deviennent de moins en moins lucratives. Dans une population stationnaire, le degré d'enrichissement de celle-ci augmentera malgré tout constamment parce que l'équipement en capital s'accroît. Si l'on passe toutefois d'une population stationnaire à une population croissante, le produit social devra augmenter dans une mesure telle que l'approvisionnement de la population additionnelle soit au moins aussi bon que celui des générations antérieures¹⁶.

Comme Wicksell, nous pouvons tirer de ces faits la conclusion que, pour un degré de richesse donné, la natalité doit diminuer si l'on veut maintenir la quote-part sociale ¹⁷.

Avec Cassel, nous pouvons en outre conclure que pour une croissance de la population donnée il y a pratiquement une limite minimum du taux d'intérêt au-dessous de laquelle il n'est pas possible de descendre pratiquement ¹⁸.

Dans le cadre de notre sujet, il est toutefois très important de rappeler que, dans une économie statique, dans un état technique donné et une croissance de population donnée, l'industrialisation est une fonction du niveau de consommation. Si le niveau du train de vie est donné, il existe une limite au-delà de laquelle l'industrialisation ne peut pas être poussée, car les productions nouvelles ne sont plus rentables.

Ce que nous venons de dire n'est valable que pour autant que nous ne prenons pas en considération le progrès technique. Si nous incluons dans notre modèle les inventions, une nouvelle impulsion sera donnée à l'industrialisation. Toutefois, il existe également ici un optimum. Le nouveau procédé exige de nouveaux investissements qui, après ce que nous venons de dire, doivent être retirés des autres secteurs de l'économie. Tant que le marché d'écoulement est inélastique, nous sommes en présence du fait que les anciennes fabriques perdent leurs débouchés en faveur des fabriques nouvellement créées. Si le capital investi dans les anciennes fabriques est très élevé et si les inventions nouvelles se succèdent très rapidement, il peut arriver que la réduction définitive du coût qui serait réalisée par la nouvelle invention soit plus faible que l'anéantissement de capital qui résulterait de l'arrêt d'activité dans les fabriques déjà existantes ¹⁹.

En réalité ce cas se présente de telle manière que le procédé nouveau est moins onéreux que les procédés existants. Ceci dépend donc de l'élasticité de la demande et de la mesure dans laquelle l'écoulement va augmenter par le nouveau procédé. De toute façon, nous pouvons conclure que dans une économie où il y a déjà beaucoup de capital fixe, le progrès technique se ralentira.

4. L'intérêt du capital

Au terme de notre recherche, nous devons encore considérer les changements qui se produisent au cours de l'industrialisation par l'introduction de la monnaie.

a) Les banques.

Dans l'économie moderne, l'épargnant n'investit directement que rarement ; il place plutôt son argent par l'intermédiaire des banques. Ce raisonnement reste valable même quand il ne se contente pas de dépôts, mais qu'il devient actionnaire d'une entreprise. C'est à la suite de ce que Röpke a appelé « Anarchie ordonnée », que les banques ne sont orientées sur l'ampleur réelle de l'épargne que par les fluctuations de leurs dépôts ; par conséquent les nouvelles émissions dépendent largement du jugement de la situation économique par les instituts de crédit. L'ampleur des nouvelles émissions est donc déterminée en grande partie par le « Ratio » traditionnel que les banques maintiennent entre les dépôts et les prêts. Cette encaisse liquide n'est pourtant pas une donnée fixe, mais elle est conditionnée par les fluctuations de la conjoncture et varie entre 7 et 14, autour d'une valeur moyenne de 10²⁰.

Il faut souligner que l'ampleur de l'industrialisation dépend aussi des demandes de capitaux de la part de l'Etat. Même si l'on admet que tous les emprunts de l'Etat ne sont pas des prêts à la consommation, on peut supposer toutefois que les investissements étatiques sont moins rentables que ceux de l'économie privée, sinon celle-ci utiliserait elle-même, les fonds recueillis par le Trésor²¹.

Les banques sont en outre limitées par un taux d'intérêt minimum parce que la différence entre l'intérêt qu'elles paient à celui qu'elles reçoivent représente leur profit. Elles donneront la préférence, en outre, aux entreprises dans lesquelles elles ont déjà investi du capital, et qui représente pour ces banques un risque déterminable.

b) Les entrepreneurs.

Si nous nous référons à la « Théorie des débouchés » de J. B. Say, une surproduction générale est impossible en raison du fait que chaque offre produit sa propre demande²².

Ceci ne signifie pourtant pas que, dans une économie basée sur la division du travail, il ne puisse y avoir de crises économiques partielles. Les entrepreneurs qui essaient de deviner les désirs des consommateurs ne peuvent cependant jamais être exactement éclairés sur les changements de mode ; ils peuvent produire dans les circonstances certaines denrées pour lesquelles il n'y a aucune demande. Etant donné que la production capitaliste exige du temps, ils déterminent la demande dans la mesure où l'industrialisation progresse. La conséquence sera que, d'une part, les moyens de production spécifiques diminueront et que, d'autre part, une demande massive de biens de production d'emploi

général augmentera. Nous sommes donc placés devant le phénomène des fluctuations économiques cycliques et devons conclure ce paragraphe par la constatation que par la suite de la division du travail et de l'introduction de la monnaie, l'emploi du capital-épargne ne se fait pas sans inconvénients ; il serait notamment désirable de connaître exactement les possibilités d'absorption du marché. Nous laissons ouverte la question de savoir si une économie dirigée serait capable de mieux résoudre le problème posé par le capitalisme moderne.

Remarques pour le chapitre IV

¹ Böhm-Bawerk : Kapital und Kapitalzins, Innsbruck 1902.

Richard von Strigl : Kapital und Produktion, page 239 et suivante ; page 2 : « Man hat die beiden Produktionsmittel der Arbeit und der zu bewirtschaftenden Naturgaben (Leistungen von Grund und Boden, soweit diese nicht in bester Qualität in überreicher Menge zur Verfügung stehen) als die Originären Produktionsmittel bezeichnet, welchen das Kapital als produziertes Produktionsmittel gegenüber gestellt wurde ».

² Böhrer : Grundlagen der Nationalökonomie, Zürich 1944.

Wilhelm Röpke : Die Lehre von der Wirtschaft, Zürich 1943, page 115 : Kapitalbildung und Kapitalaufzehrung : « Die Kapitalbildung kann in verschiedenen Formen erfolgen, für die ich folgendes Schema aufgestellt habe (W. Röpke, Die Theorie der Kapitalbildung, 1929) :

I. Naturalwirtschaftliche Kapitalbildung, auch direkte Kapitalbildung genannt. Hier erfolgt die Kapitalbildung ohne Umweg über das Geld. Beispiel : der Bauer, der seinen eigenen Pflug anfertigt. Ebenso liegt naturalwirtschaftliche Kapitalbildung vor, wenn Jungvieh nicht verkauft, sondern zur Vergrößerung des eigenen Viehbestandes aufgezogen wird. Sie hat also selbst in der heutigen Geldwirtschaft noch eine grosse Bedeutung innerhalb der Landwirtschaft. Im übrigen aber erfolgt heute die Kapitalbildung indirekt, d. h. auf dem Umwege über das Geld.

II. Geldwirtschaftliche Kapitalbildung :

1. Kapitalbildung durch Sparen, d. h. dadurch, dass Einkommensteile aus freiwilligem Entschluss nicht verbraucht, sondern dem Kapitalmarkt zur Verfügung gestellt werden. Dies ist noch immer die Hauptquelle der Kapitalbildung.

2. Unternehmungskapitalbildung, dadurch erfolgend, dass Betriebsgewinne für die Anschaffung von Maschinen innerhalb des Betriebes verwandt werden (« Selbstfinanzierung »).

3. Finanzwirtschaftliche Kapitalbildung, dadurch erfolgend, dass der Staat Steuererträge zur Verrichtung von Fabriken, zum Bau von Eisenbahnen usw. benützt. Im Gegensatz zu den bisher genannten hat diese Form der Kapitalbildung Zwangscharakter (autoritäres Zwangssparen).

4. Kreditpolitische Kapitalbildung, die aus der Kreditschöpfungskraft der Banken zu erklären ist. Der sich dabei abspielende Vorgang ist folgender : Wenn das Banksystem den Unternehmern für den Bau von Fabriken zusätzliche Kredite gewährt, so wird die Nachfrage auf den Gütermärkten dadurch vermehrt, ohne dass gleichzeitig das Angebot an Gütern vermehrt worden ist. Die Folge ist eine mehr oder weniger fühlbare Preissteigerung (Hochkonjunktur). Diese zwingt die Konsumenten, ihren Verbrauch einzuschränken. Damit ist auch in diesem Falle die für die Kapitalbildung notwendige Konsumeinschränkung eingetreten, nur mit dem Unterschiede, dass sie « hinten herum » und zwangsweise erfolgt ist (monetäres Zwangssparen). Diese Art der Kapitalbildung ist mit der Entwicklung des modernen Bankwesens ausserordentlich bedeutsam geworden ».

³ Keynes : Vom Gelde, Munich 1932.

Haberler : *Prosperité et dépression*, Genève 1943, page 199 : « C'est le *Treatise of Money* de M. Keynes qui a vulgarisé les formules d'« excès d'épargne par rapport aux investissements » et d'« excès d'investissements par rapport à l'épargne » si courantes dans les ouvrages anglais ».

⁴ Schumpeter : *Das Sozialprodukt und die Rechenpfennige*, Zeitschrift für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Tübingen 1916-1917.

⁵ Mises : *Nationalökonomie*, page 360 et suivantes : « Was man als *Hortung* bezeichnet, ist eine Höhe der Kassenhaltung, die nach der subjektiven Ansicht des Beurteilers den « normalen » Stand der Kassenhaltung übersteigt. Doch auch die *Hortung* von Geld ist Kassenhaltung. Das gehortete Geld hört nicht auf, Geld zu sein, und es dient in den Horten keinen anderen Zweck als in den Kassenbeständen, die man als normale ansieht ».

⁶ Mises : *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, Jena 1924.

Mises : *Nationalökonomie*, page 389 et suivante ; page 391 : « Die Vorteile, die das Halten von Kasse bietet, werden vom Einzelnen mit den Kosten, die daraus erwachsen, verglichen, und das Ergebnis dieser Abschätzung von Vorteil und Nachteil ist das Handeln, das einen bestimmten Kassenstand bildet ».

⁷ Irwing Fischer : *Die Illusion des Geldes*, Leipzig 1912.

⁸ Gustav Cassel : *Theoretische Sozialökonomie*, Leipzig 1932.

A. Mahr : *Untersuchungen zur Zinstheorie*, 1929.

⁹ Strigl : *Kapital und Produktion*, page 9 et suivantes : « Die in sechs Teile zerlegte Produktion einer Wirtschaft, bei welcher ein Teil in den anderen gewissermassen hineingreift, kann selbstverständlich nur dann auf die Dauer fortgeführt werden, wenn der nach Abschluss einer jeden dieser Produktionen gewonnene Subsistenzmittelfonds tatsächlich dazu dient, die Inangriffnahme einer neuen Produktion zu ermöglichen, diese Produktion zu alimentieren ».

¹⁰ Morgenstern : *Offene Probleme der Kosten- und Ertragstheorie*, article dans la *Zeitschrift für Nationalökonomie*, tome II., 1931.

¹¹ Schumpeter : *Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung*, München-Leipzig 1935.

¹² Roscher : Handbuch der Volkswirtschaftslehre, tome I., Tübingen 1920.

¹³ Knut Wicksell : Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzipes, tome I., Jena 1913 ; page 211 : « Dies könnte auch selbstverständlich erscheinen, denn solange, wie ein Unternehmer von dem Kapital, welches er in seiner Produktion anwendet, grösseren Ertrag erhält, als er an Zinsen für geliehenes Kapital zu zahlen hat, oder beim Verleihen seines eigenen einnehmen kann, solange ist er natürlich geneigt, seine Kapitalanwendung zu vergrössern. Umgekehrt, wenn sich der Zins des geliehenen Kapitals höher stellt als der des in der Produktion angewandten oder dessen letzte Teile, so beschränkt er seine Kapitalanwendung, soweit es ihm möglich ist, auf die notwendigsten Zwecke oder die einträglicheren Teile seines Geschäftes ».

Page 218 : « Das Kapital ist ersparte Arbeitskraft und ersparte Bodenkraft ; der Kapitalzins macht den Unterschied zwischen der Grenzproduktivität der ersparten (aufgespeicherten) Arbeits- und Bodenkraft und der Grenzproduktivität der laufenden (gegenwärtigen) aus ».

¹⁴ Wicksell : Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzipes, tome I., Jena 1913 ; page 214 : « In diesem Umstande liegt auch die ganze Erklärung der wertbildenden Kraft des Kapitals oder seiner sogenannten Produktivität. Was hierbei zum Ausdruck gelangt, ist in Wirklichkeit nur die Bedeutung des Zeitmomentes für die Produktion ».

Wicksell : Böhm-Bawerk Dritte Grund, Zeitschrift für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Tübingen 1923.

¹⁵ Mises : Die Rolle des stehenden Kapitals, en l'honneur de Verijon Stuart, Amsterdam 1928.

Mises : Grundprobleme der Nationalökonomie, Jena 1933.

¹⁶ J. S. Mill : Principles of Political Economy, Londres 1849.

¹⁷ Wicksell : Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzipes, tome I., Jena 1913 ; page 49, comparer chapitre I., remarque No 15.

¹⁸ Cassel : Theoretische Sozialökonomie, Leipzig 1932.

Wicksell : Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzipes, tome I., Jena 1913 ; page 281 : « Ist nun der Zinsfuss einigermaßen hoch, so kann er dies tun, ohne sein Kapital selbst im geringsten anzugreifen ; er kann sich daher das Vergnügen oder die Befriedigung der Eitelkeit, es einem Nachkommen unverkürzt, ja vielleicht in vermehrter Grösse zu hinterlassen, ruhig gönnen : Das Einkommen, welches ihm die blossen Zinsen gibt, genügt ja völlig für seine eigenen Bedürfnisse. Sänke dagegen der Zinsfuss in erheblicherem Grade, z. B. auf 2 oder sogar auf 1 1/2 % so würde, wie Cassel sagt, ein derartiges Verfahren im allgemeinen nicht länger möglich sein. Entweder muss nämlich dann das Kapital so gross sein, wie eine einzelne Person es selten anzusammeln vermag, weil ihre Anstrengungen und ihr gutes Glück dazu nicht ausreichen, oder der blosser Zinsertrag wird so gering, dass jener Geschäftsmann davon nicht existieren könnte, ohne energisch mit seinen bisherigen Lebensgewohnheiten zu rechnen. Er verzehrt daher sein Kapital, lebt es, sozusagen auf, z. B. Sicheinkauf in eine Leibrente - durch ausführliche Zahlenbeispiele zeigt

Cassel, wie stark die Verlockung hierzu sein würde, da man bei einem so niedrigen Zinsfusse hiedurch sein Jahreseinkommen vervielfältigen könnte und hierzu, meint Cassel, wird sich der Betreffende auch durchaus moralisch berechtigt fühlen. Im allgemeinen hat er ja schon für die Erziehung seiner Kinder und vielleicht auch für ihr Selbstständigwerden im Leben gesorgt; mehr ist er ihnen nicht schuldig, im Gegenteil, er kann ja mit Fug und Recht erwarten, dass sie nun ihrerseits auf dieselbe Weise wie er seinerzeit handeln werden, in den Tagen der Jugend und des Mannesalters arbeiten und Vermögen erwerben - um es in ihrem Alter zu verbrauchen, nachdem sie ihrerseits für die Erziehung ihrer Kinder gesorgt haben ».

¹⁹ Lederer : Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit, Tübingen, 1931.

²⁰ Somary : Bankpolitik, Tübingen 1939.

²¹ Meisl : Theorie der Erwerbsbetriebe, dans le Handwörterbuch der Finanzwissenschaft, Tübingen 1929.

²² J. B. Say : Ausführliche Darstellung der Nationalökonomie, Paris 1830.

CHAPITRE V

Le développement de l'industrie

1. La méthode de la statique comparative

Eugène von Böhm-Bawerk a écrit dans sa théorie positive du capital que l'étude de la conjoncture représente le dernier chapitre de l'économie politique théorique¹.

Nous avons jusqu'à présent utilisé, dans notre travail, une méthode classique de recherche. En partant d'un état de faits économiques donné, nous avons examiné quels sont les changements qui se produisent quand un des facteurs en présence se modifie. Nous avons constaté que la croissance de la population a pour conséquence que l'industrie se développe au sein de l'économie nationale. Pour ne pas s'exposer à un malentendu, il est recommandable, à ce propos, de dire qu'il ne s'agit pas d'un rapport de causalité unilatéral, mais que c'est beaucoup plus - comme c'est généralement le cas en économie - un rapport fonctionnel dans lequel, d'une part, la pression de la population engendre l'industrialisation et, d'autre part, les possibilités d'emploi supplémentaires dans l'industrie, et l'augmentation du niveau de vie des ouvriers industriels, amènent, selon la loi de Malthus, un accroissement de la population.

a) Le système ouvert de la théorie de la conjoncture.

Nous abandonnons maintenant notre méthode de recherche utilisée jusqu'à présent et, afin de nous approcher de la réalité, nous prendrons en considération les fluctuations cycliques de l'activité économique, spécialement celles des prix et du niveau d'emploi qui ont pu être constatées depuis cent-cinquante ans. La question qui se pose alors est celle de savoir, s'il est possible en théorie de trouver d'une façon déductive

une méthode de recherche qui tienne compte de la fluctuation générale des données, ou bien s'il est possible, en partant d'un changement d'un facteur concret - en l'occurrence le taux d'intérêt - d'expliquer le phénomène du cycle économique².

b) Explications exogènes de la conjoncture.

Il est clair que même les théories monétaires des cycles économiques n'expliquent pas les raisons des variations du taux de l'intérêt et laissent cette question ouverte. Il apparaît cependant que l'explication de ce phénomène doit être recherchée dans des raisons extra-économiques³.

Il se peut, que parmi les données entrant en considération il y en ait certaines qui prennent une importance particulière. Il faut donner ici entièrement raison à Schumpeter et à Pigou, en ce sens que si un certain climat ne règne pas parmi les entrepreneurs qui les incite à investir, une expansion ne peut pas avoir lieu⁴. La meilleure preuve de cette affirmation peut être observée dans la politique américaine de l'entre-deux-guerres, qui a confirmé sans équivoque qu'un essor ne peut pas se produire si l'on ne réussit pas à créer chez les entrepreneurs une disposition à investir. C'est parce que cette disposition manquait que les essais d'investissement étatiques de la Reconstruction Finance Co. échouèrent⁵.

D'autre part, Spiethof a complètement raison quand il souligne que, du point de vue historique, les causes qui ont déclenché les mouvements cycliques sont différentes : la construction des chemins de fer en l'année 1873 environ, la conjoncture d'électrification à la tournure du siècle, et finalement, le développement de l'industrie automobile dont la crise fut provoquée en 1929-1931⁶.

c) Conclusions sur la politique conjoncturelle.

Par la connaissance croissante des enchaînements économiques, il est devenu de mode de pratiquer une politique conjoncturelle, qui se présente sous deux variantes, soit la politique du plein emploi, soit la politique visant l'élimination de la conjoncture. En nous réservant de revenir à la théorie générale de l'emploi qui se trouve être le centre de l'intérêt des économistes depuis la publication de l'ouvrage de Keynes, il suffit de mentionner à ce propos deux autres essais qui tentent de prouver la validité des raisons exogènes de la conjoncture.

Gustave Cassel a essayé d'expliquer le cycle économique en général et en particulier le « trend » par les fluctuations de la production de l'or. Le raisonnement de cette théorie, qui a subi un échec par suite de la publication du rapport de la Société des Nations sur l'or, part de

la constatation qu'en longue période, l'économie européenne s'est développée, du moins de 1870 à 1914, avec un coefficient d'expansion de 3 % approximativement. Par contre, la production d'or fut, à cette époque où l'or était pratiquement la monnaie mondiale, soumise à des fluctuations. En particulier dans la période qui suit 1920, il semble que l'augmentation des réserves d'or était en-deçà de la quantité d'or considérée comme normale par Cassel. Cassel conclut donc, qu'aux époques de découvertes d'or, comme par exemple vers 1890 en Afrique du Sud, les pays producteurs d'or disposaient d'un pouvoir d'achat supplémentaire qu'ils employaient pour effectuer des achats dans les pays plus avancés. Ces paiements en or augmentaient les réserves d'or des banques d'émission dans ces pays. Ceci dut avoir pour conséquence, selon Cassel, que la quantité d'or des pays à étalon-or augmenta et provoqua une inflation qui déclencha le processus de Wicksell⁷.

Comme critique de la théorie de Cassel, il suffit d'indiquer que les changements dans la production d'or constituent également des changements de données qui ne se produisent pas d'une façon arbitraire. En outre, comme le prouve la politique de stérilisation de l'or préconisée par Cassel lui-même en 1917, aucune banque n'est forcée d'accepter de l'or ou de le mettre en circulation.

Le deuxième essai tentant de prouver la validité des raisons exogènes de la conjoncture est celui de Kondradieff⁸ ; ce dernier ne fait que renouveler, au fond, la théorie de la sous-consommation. Les entrepreneurs qui, selon la doctrine de Marx, s'approprient la plus-value, ne disposent pas de leur pouvoir d'achat de la même manière que les masses. Ceci conduit aux stagnations d'écoulement qui ne peuvent être éliminées que si les entrepreneurs provoquent des guerres, dont le but unique est de détruire les réserves superflues de marchandises afin de pouvoir reprendre la production avec profit.

2. Le processus de Wicksell

Knut Wicksell a développé pour la première fois dans son livre « Salaire, Intérêt et Rente » et plus tard dans ses cours d'économie politique théorique basés sur les principes du marginalisme, une théorie expliquant les fluctuations économiques par la divergence entre le taux d'intérêt monétaire et le rendement réel du capital ou taux d'intérêt neutre⁹.

Cette soit-disant théorie monétaire de la surcapitalisation fut plus tard élargie par Mises dans sa « Théorie de la monnaie et des moyens de circulation », ainsi que par Hayek, et correspond en partie à l'opinion de Gottfried von Haberler¹⁰.

a) Le taux d'intérêt facteur déterminant du cycle économique.

La théorie monétaire de la conjoncture prétend premièrement que, lorsque le taux d'intérêt de la monnaie est plus bas que le rendement réel, il s'ensuivra une expansion du crédit, une petite inflation et ensuite un essor, alors que si le taux d'intérêt de la monnaie monte au-dessus de l'intérêt réel, il y a teodance à la déflation et à la dépression.

La théorie monétaire de la conjoncture n'explique pas comment l'on arrive à cette différence des taux d'intérêt. Il est tout à fait possible qu'une banque d'émission maintienne son taux d'intérêt et provoque ainsi une reprise, alors que la productivité réelle du capital a baissé. Ceci peut être le cas lorsqu'une partie de l'appareil de production a été détruite ce qui a rarefié les biens de production. Il se pourrait aussi que, dans une économie en expansion, la création de capital ne soit pas allée de pair avec l'augmentation de la population, et par conséquent que l'intérêt réel se soit accru.

Une certaine variante de la théorie monétaire - comme celle de Mises par exemple - part du principe que les banques privées abaissent systématiquement le taux d'intérêt au-dessous du rendement réel, car il est dans l'intérêt général qu'elles tentent de provoquer un essor. Cette conception historique inflationniste correspond aux intérêts des banques d'émission représentant l'Etat, car l'Etat dans l'économie moderne est le plus grand débiteur, et pour cette raison, il est dans son intérêt d'abaisser périodiquement la valeur de la monnaie. Les banques privées ont cependant le même intérêt du fait que leur rendement net est donné par la marge entre les taux d'intérêt. Elles ne peuvent réaliser de bénéfices que si les entrepreneurs contractent auprès d'elles des emprunts. Les entrepreneurs ne sont toutefois prêts à utiliser les crédits offerts que s'ils attendent des bénéfices, donc s'ils comptent avec une hausse de prix. Une hausse de prix est, du point de vue de la théorie quantitative, un indice de la diminution de la valeur de la monnaie, donc une forme d'inflation¹¹.

Une autre école, celle des économistes suédois¹², a soutenu que cette dépréciation périodique de la monnaie est une nécessité, si l'on veut maintenir l'essor économique et que le progrès technique ne profite pas aux capitalistes, mais à la classe ouvrière¹³.

b) L'essor primaire.

Supposons que pour des raisons quelconques le taux d'intérêt baisse ; les entrepreneurs seront incités à allonger les circuits de production. Dans l'hypothèse de la validité de la théorie de l'agio de Böhm-Bawerk,

le développement de la production s'effectuera toujours de façon à favoriser les circuits de production les plus longs, et par conséquent les plus productifs, compte tenu de la rareté du capital ¹⁴.

Les biens d'ordre supérieur sont alors évalués selon l'utilité qu'ils fournissent par leurs prestations permanentes à la production des biens de consommation. En d'autres termes, ceci devrait avoir pour résultat que toute baisse du taux d'intérêt rend meilleur marché les biens de production et conduit ainsi à un nouvel investissement.

Deux objections ont été faites à cette théorie. La première, qui fut formulée particulièrement par Henderson, se base sur l'hypothèse que les biens de capital durables sont considérés aujourd'hui comme faisant partie des frais ¹⁵.

A cette objection, on peut répondre que, même si l'influence primaire était écartée, le changement du taux d'intérêt devrait se faire sentir sur le marché du capital. L'abaissement du taux d'intérêt en présence d'un rendement inchangé des actions aura pour effet une hausse de celles-ci. Les détenteurs d'actions et les entrepreneurs réaliseront des bénéfices, ce qui les incitera à réinvestir ¹⁶.

La deuxième objection prétend que l'allongement des circuits de production doit s'accompagner, en général, d'un changement de la technique, ce qui signifie qu'il doit exister en réserve des inventions inutilisées. La forme originale de cet argument a été décrite par Schumpeter ¹⁷ qui a construit sa théorie psychologique de la conjoncture en se basant sur le fait que lorsque des inventions sont disponibles en quantité suffisante, les entrepreneurs sont optimistes et déclenchent ainsi une vague de prospérité.

Plus tard, Lederer s'empara de cet argument ¹⁸, et chercha à prouver, qu'une fois admis le fait que la prospérité et la dépression sont liées l'une à l'autre, la surcapitalisation a comme résultat un licenciement des ouvriers ; or ceux-ci peuvent difficilement retrouver un emploi, car avant que l'effet secondaire du cycle se soit produit, une nouvelle vague d'innovations intervient.

c) La formation du niveau des salaires.

Les entrepreneurs qui désirent étendre leur champ d'activité ont besoin de moyens de production. En premier lieu, ils utiliseront des biens durables. Cela explique que l'activité dans l'industrie du bâtiment et la production d'acier brut sont les meilleurs baromètres de la prospérité ¹⁹.

Dans un état de plein emploi, les forces de travail ne seront disponibles que si les entrepreneurs consentent à payer des salaires plus élevés que ceux qui étaient versés jusqu'à présent dans leur branche ²⁰.

Les entrepreneurs paraissent donc perdre tout d'abord une partie de leurs profits escomptés parce qu'ils doivent payer des salaires plus élevés. En fait, le principe d'accélération se fera sentir. Les ouvriers qui disposent de revenus accrus dépenseront ceux-ci, du moins partiellement, dans des produits de consommation. Les prix des produits de consommation augmenteront pour deux raisons : premièrement parce qu'une plus petite quantité de biens de consommation peuvent être fabriqués étant donné que les forces productives sont employées dans la production de biens durables, mais en second lieu aussi, parce que les ouvriers sont prêts à payer davantage que jusqu'à présent pour les biens de consommation ²¹.

Le processus ainsi décrit peut se développer sans que la structure de la production soit dérangée ; c'est-à-dire que la provision en biens de consommation existant sur le marché suffit à couvrir la demande. Il est douteux que des mesures de rationnement et la coercition soient en mesure de restreindre la consommation ; mais malgré tout il est possible que, dans certaines circonstances favorables ou selon la situation de la vie économique générale, on ait recours à l'épargne forcée ²².

En soi, il n'y a aucune raison pour que le processus décrit ne doive pas continuer à l'infini et atteindre un point où l'économie nationale est atteinte par la misère, du fait que tous les moyens de production disponibles sont affectés à la fabrication de produits qui ne sont pas encore prêts à être consommés ²³.

En faisant abstraction pour le moment de l'aspect monétaire de la question, nous devons signaler que les circuits de Böhm-Bawerk exigent du temps, ce qui a pour conséquence qu'à un moment quelconque les prix des biens de consommation montent plus rapidement que les prix des moyens de production. Il sera donc plus avantageux de produire des biens de consommation, s'ils peuvent être rapidement mis sur le marché ²⁴.

3. La crise

Reprenons l'hypothèse du plein emploi ; supposons qu'un entrepreneur n'ait pas encore achevé sa fabrique. Dans ce cas, il ne sera plus en mesure de satisfaire aux exigences de salaire de ses ouvriers ; ceux-ci devront être licenciés. Les biens de production spécifiques investis seront perdus. Le pessimisme s'emparera des entrepreneurs, ce qui en soi est déjà suffisant pour amener une régression de la conjoncture ²⁵.

Les entrepreneurs qui voudront malgré tout achever les productions commencées seront enclins à vendre leurs marchandises disponibles même à perte. Ils provoqueront ainsi une chute des prix des marchan-

dises, ce qui engendrera la dépression. Etant donné que les entrepreneurs ne seront plus prêts à commencer de nouvelles productions, il y aura chômage. En raison du chômage et du pessimisme des entrepreneurs, ceux-ci anticiperont une baisse des prix. Leur calcul « ex-ante » sera justifié par leur propre comportement. Il se développera « ex-post », une dépression secondaire créée par les entrepreneurs eux-mêmes. La crise dépassera le stade d'un simple processus de nettoyage, et il arrivera que même les entreprises qui sont normalement saines fermeront leurs portes ²⁶.

4. Les changements monétaires et leurs répercussions économiques

Le processus économique que nous venons de décrire ne pourrait certainement pas avoir lieu si les entrepreneurs ne faisaient appel aux crédits additionnels.

a) Le taux d'intérêt et la demande de capital.

La demande de capital peut être stimulée par ce que l'on appelle aujourd'hui la politique de la monnaie à bon marché. Il se peut cependant que même en présence d'un taux d'intérêt extrêmement bas, les individus épargnent encore, par exemple dans le cadre de l'assurance-vieillesse. Dans certaines circonstances la demande de capital sera insuffisante même dans une telle situation comme l'illustrent les derniers stades de la crise économique en Amérique. D'autre part, même des taux d'intérêt extrêmement élevés peuvent être suivis d'une régression de l'épargne, ou encore, ils peuvent ne pas être capables de freiner la demande de crédit, comme ce fut le cas lors de l'inflation allemande ²⁷.

b) L'octroi de crédit par les banques privées.

On a prétendu que les banques privées individuelles devraient renoncer à octroyer des crédits. Du moment qu'elles altèrent leur coefficient de réserve elles deviennent débitrices du clearing bancaire et devraient donc renoncer à l'octroi de nouveaux crédits ²⁸.

Cette argumentation n'est valable que dans la mesure où les paiements se font en métal ou en billets. Dans la mesure où le mouvement circulaire des salaires est fermé, comme l'affirme, par exemple, Valentin Wagner, les banques n'ont plus besoin de se soucier de leurs réserves liquides ²⁹.

De toute façon, ce raisonnement ne s'applique pas au cas d'une prospérité générale. Quand la banque A. octroie des crédits, ceux-ci figurent auprès de la banque B comme dépôts, si B élargit également son volume de crédit, ce processus peut ainsi se prolonger très longtemps³⁰.

c) La position de la banque d'émission.

En 1928, Schumpeter crut pouvoir parler du frein de l'or sur la machine du crédit³¹. Les temps ont changé par la suite et les banques tiennent maintenant compte du processus ricardien et de la détérioration de la balance commerciale causée par une hausse des prix. Elles cherchent à combattre ce processus par un contrôle des devises. Nöll von der Nahmer parlait déjà d'un fonds économique de crédit qui ne dépendrait que du niveau de l'emploi³².

La question que nous devons nous poser à ce sujet est celle de savoir s'il y a vraiment des limites qui mettent un terme à l'expansion du crédit. Il y a certes une limite psychologique au-delà de laquelle la hausse continue des prix n'est plus supportable, sans que l'on perde confiance dans la monnaie. Il est toutefois possible de tracer une limite réaliste à cette hausse.

Nous prétendons donc que la quantité de la main-d'œuvre disponible est limitée dans une économie. Un moment surviendra, où il faudra décider si l'on doit produire des biens de consommation ou des biens de production. Dans le cas où cette décision est prise par l'Etat, il est possible, selon Schiff³³, d'établir des niveaux de consommation, mais il faudra admettre en ce cas, que le cadre de l'économie privée est supprimé. Nous devrions alors nous poser la question de savoir si un système d'économie dirigée est possible et plus avantageux que l'économie de marché³⁴.

5. La théorie générale de l'emploi

Selon l'économie politique classique, dans une économie libre, les facteurs de production sont rémunérés selon leur productivité marginale, et par conséquent, dans le cas particulier du travail, il ne peut y avoir que du chômage volontaire³⁵, quand les ouvriers ne veulent pas travailler pour le salaire donné³⁶.

J. M. Keynes s'est opposé à cette théorie en croyant avoir découvert une loi psychologique, selon laquelle avec un enrichissement croissant, la propension à consommer diminue et le pouvoir d'achat des masses baisse³⁷.

Si cette théorie est correcte et valable d'une façon générale et si le chômage en Angleterre en 1936 n'était pas purement structurel et dû au fait que la courbe de l'offre du travail était parallèle à l'axe des abscisses coupée par la courbe de demande en un point où les ouvriers étaient encore disponibles et désireux de travailler aux salaires donnés, il devrait être possible d'éliminer le chômage par des mesures monétaires³⁸.

Selon Keynes on pourrait faire cadeau d'un montant quelconque aux ouvriers ou les employer à des travaux inutiles - dans les mines d'or, par exemple - afin de pouvoir relever le niveau de la consommation. La demande supplémentaire des ouvriers inciterait les entrepreneurs à élargir leur production, à embaucher d'autres ouvriers et à créer ainsi automatiquement un pouvoir d'achat. Les entrepreneurs feraient des bénéfices, et selon Keynes on pourrait de nouveau retirer le montant investi à fonds perdu sous forme d'impôts³⁹.

Comme première objection à cette théorie, nous pouvons dire que les entrepreneurs, sachant que leurs bénéfices seront absorbés ensuite par le fisc, se refuseront à commencer de nouvelles productions. Burckheiser a écrit dans « Les limites de l'endettement public » que le capital une fois investi est définitivement perdu⁴⁰.

La deuxième objection est que, même les partisans de Keynes, comme Joan Robinson dans sa « Theory of Unemployment »⁴¹, doivent admettre que le multiplicateur réel n'est pas 10 comme celui de Keynes mais 2 ou 3 au maximum.

La troisième objection se base sur le fait que, par une telle politique une hausse de prix ne pourra pas être évitée et l'on sera tôt ou tard dans l'obligation d'arrêter la création des emplois, parfois même avant que le plein emploi soit réalisé.

Une dernière objection, qui est indépendante de la validité des lois psychologiques, qui naturellement ne peuvent jamais être statistiquement vérifiées, est la question de savoir si les entrepreneurs maintiendront ou non le niveau d'emploi donné, et au lieu d'élargir leurs entreprises, ils augmenteront les prix et, par conséquent, engendreront une inflation⁴².

6. Les entrepreneurs et la conjoncture

Comme le fait Röpke, nous attribuons au cycle une durée de 7 à 11 ans ; ce dernier se caractérise par des fluctuations de l'emploi dans le secteur industriel de l'économie⁴³.

L'entrepreneur, en tant qu'agent de liaison entre le marché des facteurs de production et le marché des produits, met en œuvre de

nouvelles combinaisons des moyens de production. Il cherche à substituer des moyens de production d'ordre supérieur aux moyens de production d'ordre inférieur. Sa demande fera augmenter les prix des matières premières et un écoulement additionnel ne sera possible que s'il vend à des prix plus bas⁴⁴. L'entrepreneur ne peut donc toucher qu'une rente différentielle, c'est-à-dire qu'il ne peut la toucher que dans les domaines où la loi des rendements croissants est valable.

Nous saisissons maintenant le rapport qui existe entre le cycle économique et l'industrialisation. Tant que les entrepreneurs agissent en tant qu'« *homines œconomici* », ils ne peuvent développer leur activité que dans le secteur industriel de l'économie. Les cycles économiques ne sont possibles que là où le jeu de la loi des rendements décroissants est repoussé, notamment dans le domaine de la grande production inorganique.

Il s'ensuit cependant, que tant que nous vivons dans un système économique qui connaît des variations conjoncturelles, chaque cycle amènera un accroissement de l'industrialisation. Cet accroissement ne concerne pas, comme nous pourrions le présumer, les seules productions qui peuvent être achevées pendant l'essor. La production suspendue, parce que le capital complémentaire nécessaire au développement des affaires n'était pas disponible, sera désorganisée et les moyens de production spécifiques, qui seront dépréciés, devront probablement être affectés à des emplois où ils ne pourront fournir un rendement optimum. Tant que ces moyens de production sont techniquement disponibles, donc qu'ils ne sont pas endommagés par la rouille, par exemple, ils donneront, à chaque nouvelle reprise économique, une impulsion à l'industrialisation à cause de leur prix bas.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que les fluctuations cycliques sont un autre facteur qui favorise l'industrialisation. Inversement, nous pouvons tirer comme conclusion de ce qui précède, que chaque économie qui pratique une politique d'élimination de la conjoncture entrave l'industrialisation, renonce par conséquent aux avantages de la grande entreprise et ramène la quote-part sociale en-deçà du niveau réalisable.

Remarques pour le chapitre V

¹ Böhm-Bawerk : Kapital und Kapitalzins, Innsbruck 1902, comparer :

Richard von Strigl : Kapital und Produktion, Vienne 1934, page 247 : « Die im Anhang I zugrunde liegende methodische Einstellung (welche es begründet, dass die Konjunkturtheorie nicht - wie die oft zitierte Formel Böhm-Bawerks lautet - als « letztes Kapitel » sondern als « Anhang » des ökonomischen Systems behandelt wird) ist eingehender entwickelt in meinem Aufsatz « Die Aenderungen in den Daten der Wirtschaft » (Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, 128. Bd - III. Folge, Bd. 73 - 1928.) Vgl. dazu auch meine Schrift : Die ökonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft 1923 ».

² Carrel : Sozialökonomische Theorie und Konjunkturtheorie, Leipzig-München 1932.

Schumpeter : Business Cycles, Cambridge 1939.

³ Strigl : Die ökonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft, Jena 1923.

⁴ Schumpeter : Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung, München-Leipzig 1935.

Pigou : Industrial Fluctuations, Londres 1929, page 141.

⁵ F. D. Roosevelt : On our Way, New-York 1936.

⁶ Spiethoff : Krisen, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, Jena 1929.

⁷ Cassel : Zusammenbruch der Goldwährung, Leipzig 1936.

⁸ Kondradieff : Die langen Wellen der Konjunktur, Weltwirtschaftliches Archiv 1928.

⁹ Wicksell : Ueber Wert, Kapital und Rente, Jena 1893, Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzips, Jena 1913.

¹⁰ Gottfried von Haberler : Prospérité et dépression, Genève 1943.

¹¹ Alfred Amon : Vom Erkenntniswert der Quantitätstheorie, Zeitschrift für Schweiz. Statistik und Volkswirtschaft 1941.

¹² Cassel : Theoretische Sozialökonomie, Leipzig 1932.

¹³ Mises : Nationalökonomie, Genève 1940, page 423 et suivantes : « Man pflegt die Epochen starker Vermehrung der Geldmenge und starker Kreditausweitung als die grossen Fortschrittsepochen der Menschheitsgeschichte zu betrachten, wenn man auch einigermaßen belehrt und zur Vorsicht gemahnt durch die Erfahrungen der grossen Inflationen, praktisch nicht Inflation und Kreditausweitung schlechthin, sondern mässige gewisse Schranken nicht überschreitende Politik zur Senkung der Kaufkraft des Geldes empfiehlt ».

¹⁴ Böhm-Bawerk : Positive Theorie des Kapitals, Innsbruck, 1902, troisième édition, page 273.

- ¹⁵ Henderson : Oxford Economic Papers, tome I., Oxford 1938.
- Mises : Die Rolle des stehenden Kapitals, en l'honneur de V. Stuart, Amsterdam 1928.
- ¹⁶ J. D. Robertson : Essays on Monetary Theory, Londres 1941.
- ¹⁷ Schumpeter : Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung, München-Leipzig 1935.
- ¹⁸ Lederer : Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit, Tübingen 1931.
- ¹⁹ Cassel : Theoretische Sozialökonomie.
- ²⁰ Hayek : Preise und Produktion, Vienne 1931, page 65.
- ²¹ W. A. Jöhr : Inflation und Rationierung, St. Gallen 1944, page 42.
- ²² W. Röpke : Die Theorie der Kapitalbildung, Tübingen 1929.
- ²³ R. Strigl : Kapital und Produktion, Vienne 1936, page 183 et suivante.
- ²⁴ R. Strigl : Der wirtschaftliche Prozess, Weltwirtschaftliches Archiv 1942.
- ²⁵ D. H. Robertson : Industrial Fluctuations and the Natural Rate of Interest, Economic Journal, vol. 44, page 653, 1934.
- ²⁶ W. Röpke : Secondary Depression - Economic Essays, en l'honneur de Gustave Cassel, Genève 1933.
- ²⁷ W. A. Jöhr : Theoretische Grundlagen der Wirtschaftspolitik, tome I., St. Gallen 1943, page 133 et suivante.
- ²⁸ Hayek : Goldtheorie und Konjunkturtheorie, Vienne 1929.
- ²⁹ Valettin Wagner : Geschichte der Kredittheorien, Vienne 1936.
- ³⁰ Mises : Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel, Jena 1924.
- ³¹ Schumpeter : Die goldene Bremse an der Kreditmaschine, article dans les Kölner Vorträge - Die Strukturwandlung der deutschen Volkswirtschaft, Cologne 1928.
- ³² Nüll von der Nahmer : Der volkswirtschaftliche Kreditfonds, Berlin 1935.
- ³³ Schiff : Hauptprobleme der Planwirtschaft, Berlin 1932.
- ³⁴ Mises : Nationalökonomie, page 645, comparez l'introduction, remarque No 20.
- ³⁵ Mises : Nationalökonomie, page 534 et suivantes ; page 537 : « Wenn man die Ideologie, auf der diese Freude beruht, in den Augen des Arbeiters entwertet und mit ihm mit Erfolg eine Ideologie empfiehlt, die die Arbeit als Froh im Dienste unmenschlicher Ausbeutung erscheinen lässt, verkehrt man die Arbeitsfreude in Arbeitsqual ».
- ³⁶ W. A. Jöhr : Nachkriegsdeflation, St. Gallen 1946.

³⁷ J. M. Keynes : Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie, traduit de l'Anglais par Jean de Largentaye, Paris 1942, page 150 et suivantes.

³⁸ Strigl : Kapital und Produktion, page 107, voir chapitre II., remarque No 13.

³⁹ J. M. Keynes : Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie, page 144 : (1) « D'une façon plus générale le rapport entre la variation relative de la demande totale et la variation relative de l'investissement est

$$\frac{\frac{\Delta R}{R}}{\frac{\Delta I}{I}} = \frac{\Delta R}{R} \cdot \frac{R - C}{\Delta R - \Delta C} = \frac{1 - \frac{C}{R}}{1 - \frac{dC}{dR}}$$

A mesure que le revenu augmente $\frac{dC}{dR}$ diminue mais $\frac{C}{R}$ diminue aussi. Par suite la fraction augmente ou diminue suivant que l'augmentation relative de la consommation est supérieure ou inférieure à celle du revenu.

(2) L'équation à résoudre est la suivante :

$$100.000 = \frac{3 + 4 + \dots + n}{100} 100.000$$

ou

$$100 = 3 + 4 + \dots + n.$$

On vérifiera aisément que la solution est voisine de 14. L'emploi total se fixera donc aux alentours de 6.400.000 (N. du T.).

⁴⁰ Burkheiser : Die Grenze der Staatsverschuldung, Berlin 1937.

⁴¹ J. Robinson : Theory of Unemployment, Cambridge 1942, page 90 et suivantes.

⁴² W. A. Jöhr : Liquiditätsvorliebe und Hang zum Verbrauch, Schmollers Jahrbuch, 1942.

⁴³ W. Röpke : Krise und Konjunktur, Leipzig 1932.

⁴⁴ W. A. Jöhr : Theoretische Grundlagen der Wirtschaftspolitik, tome I., page 144.

CHAPITRE VI

Le commerce international

I. La particularité du commerce international

Nous abandonnerons dans ce chapitre le cadre de l'économie nationale et nous nous occuperons des relations qui naissent lorsque les sujets de deux économies nationales échangent leurs biens et services.

La question à laquelle nous tenterons de répondre sera la suivante : comment est-il possible de réaliser pour un certain nombre de sujets économiques l'optimum de la satisfaction de leurs besoins et non pas : par quels moyens une entité comme l'économie nationale peut-elle s'enrichir aux dépens du reste du monde, car nous pensons que l'économie nationale est la somme de tous les sujets économiques.

En d'autres termes, nous excluons de notre champ d'observation tous les motifs d'ordre macro-économique. Nous supposons que l'optimum de la satisfaction des besoins est atteint par la voie pacifique, donc par l'échange, et non par la lutte à main armée. Deuxièmement, nous admettons, d'une part, qu'il peut y avoir des objectifs plus élevés que la maximisation du produit social et que, d'autre part, pour des raisons militaires on doit avoir des fabriques de munition ou même une agriculture autarcique. Nous devons toutefois nous limiter à démontrer comment un maximum de jouissance est réalisable, ou éventuellement quelles pertes doivent être subies quand on poursuit un autre objectif comme but principal de la politique économique¹.

La prochaine question qui fera l'objet de notre examen sera donc de savoir ce que nous entendons par produit social maximum. On pourrait le considérer soit comme la somme des moyens de production fabriqués, soit, pour reprendre la terminologie de List, comme la somme des forces productives exploitées. On peut aussi se limiter à la somme des biens de consommation produits au cours d'une période économique donnée².

Il ne peut être contesté aujourd'hui qu'une somme mathématique de la fortune nationale ou du revenu national est statistiquement difficile et économiquement absurde³. Au fond, il s'agit de l'addition de

grandeurs d'utilité marginale, donc d'intensité de valeurs qui, dans le meilleur des cas, se laissent graduer mais ne se prêtent jamais à une addition numérique ⁴.

Devant ce problème, on doit se décider, comme le fait l'universalisme, soit à accepter inconditionnellement la quantité de consommation considérée comme juste par le gouvernement, soit à partir du point de vue qu'une direction de la production, dans laquelle les consommateurs reçoivent ce qu'il désirent, leur procure aussi le maximum d'utilité ⁵.

Toutefois, cette manière libérale d'envisager le problème conduit également à un dilemme, car nous sommes placés devant l'alternative suivante : dans l'économie libérale, c'est la demande qui fixe l'offre, mais cette demande ne représente qu'un pouvoir d'achat, alors que les besoins réels ne peuvent souvent pas être satisfaits, faute de moyens monétaires.

Nous pouvons admettre, si l'on considère la loi de Bernoulli comme valable, que dans une répartition inégale de la richesse, le coefficient d'épargne sera plus grand et que le produit social sera par conséquent plus grand que dans une économie où les revenus sont nivelés. D'autre part, nous pouvons admettre que la jouissance donnée par la somme des revenus également répartis sera plus grande que la jouissance qui provient d'une répartition inégale ⁶.

Le rôle de la politique économique et de la politique sociale en particulier devrait donc consister à trouver le point optimum où, d'une part, le produit social ne serait pas trop amoindri et où, d'autre part, une répartition plus égale du produit social assurerait un maximum d'utilité. D'une manière générale, nous pouvons dire à ce sujet qu'une politique économique qui veut atteindre ce but devrait tout d'abord prendre soin de produire le plus possible, et qu'ensuite, la répartition s'effectuerait selon les principes de justice qui sont en vigueur dans le système économique réel. Les interventions dans la répartition personnelle, qui est distincte de la répartition fonctionnelle ⁷, devrait se faire par l'imposition ⁸ en tout cas, sans déranger la structure des prix.

Après la clarification de cette question préliminaire, nous pouvons aborder le problème de savoir en quoi consiste la différence entre un échange effectué entre deux membres d'une même économie et l'échange international. Nous pouvons d'abord mentionner la différence des systèmes juridiques et celle des systèmes monétaires ⁹.

Au point de vue économique, l'inégalité juridique et la différence de système monétaire ne peuvent subsister que si les facteurs de production sont gênés dans leur mobilité. En ce qui concerne le sol, cette constatation s'applique naturellement dans le cadre de l'économie nationale. Pour le capital on pourrait admettre, du moins en ce qui concerne

le temps d'avant-guerre, qu'il n'était pas gêné dans sa mobilité par les contrôles du change. Cependant, il faut reconnaître que les capitalistes préféreraient les placements domestiques pour éviter de trop grands risques. Nous pouvons en outre considérer comme facteur déterminant du commerce international l'immobilité relative de la main-d'œuvre¹⁰.

En fait, dans l'hypothèse d'une concurrence absolument parfaite, la population du globe devrait se répartir de façon que les parties de la terre les plus favorisées soient les plus peuplées. Dans ce cas, le niveau des salaires serait à peu près le même partout, ce qui rendrait une théorie du commerce international impossible¹¹.

2. La théorie des coûts comparatifs

Le fameux exemple de la division internationale du travail a été décrit notamment par Ricardo. Supposons que le Portugal produise du vin dans une période de 70 heures de travail et du tissu dans une période de 80 heures de travail et qu'en Angleterre les mêmes productions nécessitent 100 et 120 heures respectivement. Le Portugal doit donc affecter 150 heures pour son besoin et l'Angleterre 220, soit au total 370 heures. Supposons maintenant que le Portugal se spécialise dans la production du vin, quoiqu'il possède un avantage dans toutes les productions, 140 heures seulement seront nécessaires pour deux unités de vin et 10 heures de travail auront été épargnées et rendues disponibles pour une autre production. Si l'Angleterre fait valoir son avantage comparatif en produisant deux unités de tissu, elle aura besoin de 200 heures et aura épargné 20 heures. Dans leur commerce, les deux pays échangeront donc une unité de vin contre une unité de tissu ; tous deux en profiteront à la seule condition que les différences existent soit dans l'équipement industriel soit dans le talent¹².

Cet exemple de la division internationale du travail ne représente donc rien d'autre qu'un cas spécial du théorème de Smith sur la division du travail et repose sur le fait que, même pour deux individus, il est plus avantageux que chacun d'eux exploite au maximum le talent qui lui est propre¹³.

La loi ricardienne va même plus loin, car elle nous donne une explication de la formation de la société. Le Contrat Social hypothétique avec la perte de liberté qu'il impose aux individus, ne sera possible et imaginable que si cette perte est compensée par les avantages de la coopération¹⁴.

Les objections à la théorie statique de Ricardo n'ont pas manqué. Ce fut d'abord la généralisation du raisonnement du cas de deux pays et deux marchandises à un grand nombre de pays et à un nombre illimité de marchandises. Ce fut l'apport de Marshall¹⁵.

Ce fut, en outre, le problème du règlement de la balance des paiements, dont la solution originale est due à J. S. Mill, ainsi que de la théorie des valeurs internationales qui prouve, qu'à la longue, on ne peut jamais exporter plus que l'on importe¹⁶.

Une autre objection a pour objet les coûts du transport. Elle fut écartée par Ohlin, du moins en ce sens que le fait du transport limite l'étendue du commerce international et interrégional, mais n'enlève rien à ses fondements¹⁷.

La valeur-travail sur laquelle était fondée la théorie des coûts comparatifs fut également critiquée. C'est Gottfried von Haberler, qui eut le mérite de démontrer que la conception ricardienne est indépendante de la doctrine de la valeur qui lui sert de base et qu'elle peut être tout aussi bien déduite sur la base du principe de substitution¹⁸.

Les objections les plus fortes à la théorie des coûts comparatifs ont été soulevées par l'argument des salaires garantis. Si le Portugal était à l'origine plus riche que l'Angleterre, cela signifie que la productivité était supérieure dans le premier pays et que les salaires doivent y être nécessairement plus élevés qu'en Angleterre. Une modification de cet état ne pourrait se produire que si des changements dans la densité de population du Portugal et de l'Angleterre pouvaient avoir lieu. Cette hypothèse rendrait toutefois la théorie du commerce international superflue¹⁹.

3. La théorie dynamique du commerce international

a) La théorie des forces productives.

Lorsque Friedrich List écrivit en 1840 son « Système politique de l'économie nationale », son intention était manifestement de briser la prédominance économique de l'Angleterre dans le monde. Dans ce but, il conçut la théorie des stades économiques. Il fut correctement prouvé que, au stade de la pêche, de l'élevage du bétail, de la culture et même encore dans l'Etat agricole-manufacturier, certaines forces productives restaient inemployées. List en tire la conclusion que c'est le développement économique avancé de l'Etat agricole-manufacturier et commercial - l'Angleterre - qui est responsable de cette situation. Pour remédier à cet état de chose, List propose de créer des droits de douane éducatifs. De même, nous pouvons prétendre que le chômage des forces productives est dû à la densité plus faible de la population, laquelle densité a pour conséquence que par suite de la productivité supérieure du travail, la culture extensive est économiquement plus avantageuse²⁰.

Deux cas sont imaginables dans le système douanier de List : des possibilités de production existent au pays A dans lesquelles A est supérieur à B. Dans tel cas il n'y a aucune raison économique pour expliquer le fait que l'industrie ne peut se développer dans le pays A même sans droits de protection. Elle se développerait avec le capital national dont A dispose, ou, si les habitants de A ne veulent pas abaisser leur standard de vie en vue de la création de cette infrastructure, elle se ferait avec le capital que B prêterait à A, car si une pénurie de capital se manifeste chez A, le taux d'intérêt devrait y être plus élevé.

Le deuxième cas serait celui où B serait plus riche que A dans tous les secteurs. Il serait alors possible que, grâce à des barrières douanières suffisamment élevées, des industries prennent naissance dans le pays A. Ceux qui en souffriront seront les consommateurs de A qui devront payer des prix plus élevés que s'ils importaient des marchandises du pays B. La barrière douanière aura pour effet de diminuer la force productive de A dans le secteur où A était capable de soutenir la concurrence en l'absence de droits de douane. On devrait admettre que chez A il n'existe plus d'industrie à même d'exporter afin de payer les importations en provenance du pays B. Dans ce cas là, cela signifierait que le niveau général des salaires en A est trop élevé et que les barrières douanières n'ont été introduites que pour empêcher une baisse des salaires. Pratiquement ceci équivaut à dire que les ouvriers de A insistent pour maintenir leurs hauts salaires nominaux et qu'il n'y a d'issue à cette situation que dans une réduction des salaires nominaux, ou dans une augmentation des prix et, par conséquent, une réduction des salaires réels.

List n'a pas du tout raison quand il affirme, qu'une fois l'industrie développée, les tarifs de protection pourront être éliminés. Pour que l'industrie incapable de supporter la concurrence le devienne soudainement, nous devons admettre, soit que des innovations ont été réalisées chez A, soit que la production de A a des coûts décroissants, c'est-à-dire un rendement croissant ²¹.

b) External costs and external economies.

Ne compter que sur les innovations signifierait abandonner le destin de l'industrie au hasard. On peut toutefois imaginer un cas, sur lequel Marshall a érigé sa théorie protectionniste, où les tarifs peuvent avoir un effet avantageux. Supposons que, grâce au tarif de protection, des industries s'implantent ; celles-ci nécessitent des voies de transport comme des ponts et des routes qui n'auraient pas été construits si le tarif de protection n'avait pas existé. Il se pourrait qu'une telle amélioration

ration des transports soit désirable du point de vue de l'économie nationale. Ce besoin collectif ne peut toutefois pas être satisfait par une entreprise privée. Les coûts peuvent être très élevés ou une entreprise peut penser que toute amélioration une fois réalisée profiterait aussi aux concurrents. Dans ce cas, personne ne prendra l'initiative et les ponts ne seront pas construits en l'absence de tarif protecteur.

Nous admettons la possibilité de cas semblables. Il faut cependant mettre au clair les conditions qui sont nécessaires, afin qu'un gain économique puisse se réaliser. C'est intentionnellement que nous avons choisi l'exemple d'un pont, car nous pouvons admettre ici, du moins approximativement, que des capitaux sont disponibles en quantité suffisante et ne doivent être retirés d'aucun autre secteur. En cas d'équilibre parfait il faudrait retirer des ouvriers employés dans d'autres occupations. Si nous approchons davantage de la réalité, nous devons admettre d'une part que l'utilisation de matières premières domestiques en excédent représente un cas idéal, qui pratiquement n'est pas réalisé ; d'autre part, la possibilité d'un excès de main-d'œuvre existe très certainement ²².

Du point de vue de la politique conjoncturelle, l'élévation des droits de douane peut permettre une hausse du taux de l'emploi. D'autre part, des droits de douane élevés seront une garantie de succès pour les investissements publics. Si le tarif de protection amoindrit le produit social, il peut néanmoins constituer la solution la plus avantageuse ²³.

c) Les coûts croissants et décroissants de l'industrialisation.

La théorie dynamique du protectionnisme en rapport avec l'industrialisation a été développée, comme on le sait, par Richard Schueller ²⁴ et récemment par Manoilescu. Cette question peut être traitée sous deux aspects. Nous démontrerons tout d'abord que le tarif de protection abaisse en général le produit social et nous nous poserons ensuite la question de savoir si des cas d'exception ne peuvent être imaginés où le tarif protecteur peut avoir des effets favorables.

Manoilescu objecte que le libre échange doit mener à une spécialisation réciproque et peut, par conséquent, conduire à une élévation des coûts. Tant qu'il s'agit ici de produits agricoles, ce fait ne pourrait être contesté. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir ce qui se passe dans le cas de la production industrielle. A cette fin, nous partirons de l'exemple où les protectionnistes ont incontestablement raison.

Supposons que dans un pays l'écoulement maximum se chiffre à 100 pièces et les coûts de production se montent à 100 francs ; la production totale coûterait donc 10.000 francs. Supposons en outre que par l'extension de la production à 1000 pièces, le prix de revient puisse

être abaissé à 10 francs par pièce. En ce cas les consommateurs domestiques font certainement un bénéfice, quel que soit le prix auquel les 900 pièces peuvent être écoulées, si elles sont vendues à l'étranger, tant que le prix à l'étranger se maintient au-dessus de 10, les producteurs font encore un bénéfice, même si le prix intérieur est supérieur au prix extérieur, pour autant qu'il soit plus bas que 100.

Cet exemple frappant démontre que l'industrie travaille à des coûts décroissants. Nous ignorons, pour le moment, le cas de la concurrence monopolistique et nous supposons que chaque entreprise désire atteindre un bénéfice maximum. En concurrence parfaite, l'équilibre de l'entreprise n'est toutefois atteint qu'au moment où les coûts moyens égalent les coûts marginaux et le prix qui est considéré comme équitable par l'entreprise individuelle ²⁵.

La situation envisagée par les partisans du protectionnisme ne peut donc se présenter que dans l'un des deux cas : soit dans le cas d'une capacité de production excédentaire (dépression) ; soit en cas de concurrence monopolistique. Dans ce dernier cas, il est possible que la courbe de demande subjective coupe la courbe des coûts marginaux dans sa partie tombante. Les deux cas seront probablement jumelés : la concurrence monopolistique sera une conséquence de la capacité excessive existante ²⁶.

Si nous concédons aux protectionnistes la validité générale de la loi des rendements décroissants, nous devons cependant nous demander pourquoi les industries se développent. La réponse logique sera que, dans un état de technique donné, l'économie opère d'une façon générale selon la loi des rendements décroissants. Si nous considérons la demande comme donnée, il est plus avantageux d'entreprendre des productions aux coûts croissants dans les secteurs où les coûts montent le moins rapidement et de pratiquer le libre échange au lieu d'industrialiser artificiellement. En voulant industrialiser à tout prix, on provoque la dégression des coûts : c'est la thèse de Manoilescu ²⁷.

4. Les dangers de l'Etat exclusivement industriel

Il était de mode au tournant du siècle de parler des dangers de l'industrialisation des territoires coloniaux. Actuellement, il semble que l'on tende à nouveau à limiter l'industrialisation.

Du point de vue purement statistique, il est à remarquer que le commerce extérieur ne s'effectue pas tellement d'un pays industriel à un pays agricole, mais que l'échange des produits industriels hautement spécialisés est beaucoup plus grand entre les pays industrialisés ²⁸.

Le danger, de voir un jour les pays agricoles exiger des prix trop élevés, est évidemment dépourvu de sens. Nul ne peut interdire à un pays industriel de cultiver le blé lui-même quand le prix du blé est trop élevé dans un pays agricole, par exemple.

Prenons un cas concret, par exemple celui de l'industrie horlogère suisse qui, par hypothèse, jouit d'une situation avantageuse et exporte vers l'Afrique du Sud. Si les montres suisses sont meilleur marché et meilleures que les montres sud-africaines, il en résultera que la Suisse détiendra des avoirs en devises sud-africaines. La Suisse peut en disposer pour acheter de la laine en Afrique du Sud. Elle peut y acheter des fermes et y fabriquer des produits pour lesquels l'Afrique du Sud est mieux placée. En dehors de ces possibilités, l'Afrique du Sud pourra exporter de l'or. La Suisse peut utiliser cet or pour des achats dans d'autres pays, ou elle peut le garder en réserve. Nous n'envisagerons pas la possibilité de stérilisation continue, qui représente une autre intervention. Si la circulation monétaire suisse augmente, les salaires nominaux monteront, ce qui aura pour conséquence que les produits sud-africains, qui étaient trop chers jusqu'alors pourront concurrencer les produits suisses²⁹.

Nous sommes maintenant en mesure de formuler les conséquences du commerce international sur l'industrialisation. Tout d'abord, nous pouvons affirmer que, dans les pays qui ne sont pas mûrs pour l'industrialisation, les industries peuvent être créées à l'aide de barrières douanières. Si nous admettons l'hypothèse du libre échange, le domaine de l'économie nationale s'élargira pour s'intégrer dans l'économie mondiale. Si, pour l'économie mondiale dans son ensemble, les conditions de l'industrialisation existent, ce dont on ne peut guère douter, le commerce international amènera une meilleure répartition des forces de production. Il y aura des pays qui s'industrialiseront moins, car ils disposent de terres relativement meilleures ; ils seront aussi relativement moins peuplés.

De toute façon, la conséquence du commerce international sera d'allonger le rayon d'écoulement de l'industrie et d'assurer une spécialisation plus grande, ainsi qu'un abaissement des coûts. Jusqu'à quel point l'industrialisation peut-elle être poussée dans ces conditions idéales ? Cela dépend des coûts de transport et, par conséquent, de l'évolution technique³⁰.

Remarques pour le chapitre VI

¹ Ludwig von Mises: Nationalökonomie, Genève 1940, page 8: «Die Lehre vom menschlichen Handeln hat den Menschen nicht zu sagen, welche Ziele sie sich setzen und wie sie werten sollen. Sie ist eine Lehre von den Mitteln zur Erreichung von Zielen, nicht eine Lehre von der richtigen Zielwahl. Die letzten Entscheidungen, die Wertungen und Zielsetzungen, liegen jenseits des Bereichs der Wissenschaft. Die Wissenschaft sagt nicht, wie man handeln soll; sie sagt nur, wie man handeln müsste, wenn man die Ziele, die man sich gesetzt hat, erreichen will.

Küng: Staatsinterventionismus, Berne 1941.

Röpke: Staatsinterventionismus, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaft, quatrième édition, Jena 1929.

² Friedrich List: Das nationale System der politischen Oekonomie, Berlin 1930, page 299: Die Manufakturkraft und die Zirkulationsinstrumente. - «Die bisher dargelegten Handelsverhältnisse zwischen England und Nordamerika lehnen demnach:

1. Dass eine Nation, welche an Kapitalreichtum und Manufakturkraft der englischen weit nachsteht, den Engländern keine vorherrschende Konkurrenz auf ihrem Manufakturmarkt einräumen kann, ohne auf bleibende Weise in ihre Schuld zu geraten, von ihren Kreditinstituten abhängig und in den Wirbel ihrer Agrikultur-, Gewerbs- und Handelskrisen hineingezogen zu werden.

2. Dass die englische Nationalbank durch ihre Operationen die Preise der englischen Manufakturwaren auf den unter ihrem Einfluss stehenden amerikanischen Manufakturmärkten zum Vorteil der englischen und zum Nachteil der amerikanischen Fabriken berabzudrücken vermag,

3. dass die englische Nationalbank durch ihre Operationen bewirken könnte, dass eine Reihe von Jahren hindurch die Nordamerikaner weit grössere Werte an eingeführten Waren konsumierten als sie durch Exporten an Produkten zu bezahlen vermöchten und dass die Amerikaner mehrere Jahre lang ihr Defizit durch die Exportation von Aktien und Staatseffekten deckten,

4. dass unter solchen Umständen die Amerikaner ihren inneren Verkehr und ihre Bank- und Papierwirtschaft mit Barschaften betrieben, welche die englische Bank zum grossen Teil durch ihre Operationen an sich zu ziehen vermöchte wann es ihr beliebt,

5. dass die Fluktuationen auf dem Geldmarkt unter allen Umständen höchst nachteilig auf die Oekonomie der Nationen wirken, zumal in Ländern, wo auf dem Besitz von gewissen Quantitäten edler Metalle ein ausgedehntes Bank- und Papiersystem basiert ist,

6. dass die Fluktuationen auf dem Geldmarkt und die daraus erwachsenden Krisen nur zu verhindern sind und dass ein solides Banksystem nur zu begründen ist, wenn die Einfuhren mit den Ausfuhren ins Gleichgewicht gestellt werden,

7. dass dieses Gleichgewicht umso weniger bestehen kann, je leichter die fremden Manufakturwaren auf dem eigenen Markt konkurrieren können und je mehr die Ausfuhr einheimischer Agrikulturprodukte durch fremde

Handelsmassregeln beschränkt ist, endlich dass dieses Gleichgewicht umso weniger gestört werden kann, je weniger die Nation in ihren Manufakturbedürfnissen und ihrem Produktenabsatz von fremden Nationen abhängig ist ».

³ Schriften des Vereins für Sozialpolitik; Volkseinkommen und Volkvermögen, tome I., page 173, Munich 1928.

⁴ Rosenstein-Rodan : Article « Grenznutzen » dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften.

Vilfredo Pareto : Manuel d'Economie Politique, deuxième édition, Paris 1927, paragraphe 1, No 20-21, page 556-557 et suivantes.

⁵ Mises : Liberalismus, Jena 1927, Nationalökonomie, page 258 et suivante ; page 259 : « Jede Abweichung von dieser ihm durch die Verbraucher vorgeschriebenen Linie geht zu seinen Lasten, mindert seinen Gewinn oder zehrt ihn ganz auf, schwächt damit seinen Vermögensstand, bringt ihm Verlust und gefährdet seine Unternehmerstellung ».

⁶ Alfred Amonn : Objekt und Grundbegriffe der theoretischen Nationalökonomie, deuxième édition, Leipzig-Wien 1927, page 395 et suivantes.

⁷ Hans Mayer : Vom Erkenntniswert der funktionellen Preistheorien, Wirtschaftstheorie der Gegenwart, tome II., Vienne 1932.

⁸ Richard von Strigl : Grundlagen der Nationalökonomie, Vienne 1938, page 60.

⁹ Eulenburg : Aussenhandel und Aussenhandelspolitik, Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen 1928.

¹⁰ Ricardo : Principes..., page 126, comparer chapitre III., remarque No 12.

¹¹ Halm : Konkurrenz, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften.

¹² Mises : Nationalökonomie, page 130 : « Das Gesetz der komparativen Kosten ist ebensowenig an die klassische Wertlehre gebunden wie das Ertragsgesetz, dem es in der Gedankenführung verwandt ist. Man kann ohne Bedenken die Annahmen, die man für die Abtheilung dieser Gesetze benötigt, so einfach fassen, dass beim Ertragsgesetz nur ein Vergleich von zwei Mengen desselben Gutes zu machen ist, und dass beim Gesetz der komparativen Kosten der Vergleich zwischen Mengen verschiedener Güter dadurch möglich wird, dass wir angenommen haben, dass ihre Erzeugung neben einem spezifischen Produktionsmittel nur nichtspezifische Produktionsmittel gleicher Art erfordert ».

¹³ A. Smith : An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations, édition Cannen, New-York 1938, chapitre I., page 1.

¹⁴ Mises : Nationalökonomie, page 129 et suivante.

¹⁵ Marshall : L'Industrie et le Commerce, Paris 1934.

¹⁶ J. S. Mill : Principles of Political Economy, Londres 1849, livre V., chapitre I.

¹⁷ Oblin: Ist eine Modernisierung der Aussenhandelspolitik erforderlich? - Weltwirt. Archiv, tome 26, page 96, 1927.

¹⁸ Haberler: Der internationale Handel, Berlin-Wien 1932.

¹⁹ Viner: Studies in the Theory of International Trade, New-York 1937, page 437.

²⁰ Friedrich List: Das nationale System der pol. Oek., page 233: List fait une comparaison entre la vie agraire et la manufacture et dit: «Noch überall haben die blossen Agrikulturnationen in der Sklaverei oder doch unter dem Druck der Despoten- oder Feudal- oder Priesterherrschaft gelebt. Schon der ausschliessliche Besitz des Grund und Bodens gab den Alleinherrschern oder den Optimaten oder der Priesterkaste über die Masse der landwirtschaftlichen Bevölkerung eine Gewalt, welcher diese von sich selbst sich nicht zu entziehen vermöchte. Unter dem mächtigen Einfluss der Gewohnheit ist noch überall bei bloss Ackerbau treibenden Nationen das Joch welches ihnen Gewalt oder Aberglauben und Priesterherrschaft aufgelegt so sehr ins Fleisch gewachsen, dass sie es zuletzt als einen Bestandteil ihres eigenen Körpers und als eine Bedingung ihrer Existenz betrachteten».

²¹ Strigl: Kapital und Produktion, pages 121-125: «nehmen wir nun, um an der Hand eines wenn auch stark «konstruierten» Beispiels zu operieren, an, dass in einer geschlossenen Volkswirtschaft, in welcher im übrigen sinkende Kosten nicht vorkommen, in welcher also auch jene Betriebe, welche an ihrer Kostengestaltung ein Stück weit sinkende Kosten haben, über dieses Ausmass hinaus bis in die steigenden Ast ihrer Kostenkurve beschäftigt sind, also in einer Volkswirtschaft, in welcher im übrigen das Kostengesetz reibungslos arbeitet, sich zehn grosse Automobilfabriken befinden, welche sinkende Kosten haben».

«Aber stellen wir uns einmal vor, es wäre das Wunder gelungen, die investierten Produktionsmittel zurückzuverwandeln. Die Lage dieser Industrie wäre sofort eine andere. Alte Investitionen würden aus den Unternehmungen herausgezogen werden. In diesen produktiven Kombinationen bringen sie ja keinen Ertrag, sie arbeiten mit Verlust, während sie irgendwo anders in der Volkswirtschaft einen Ertrag bringen könnten».

«Ihr diskontierter Ertragswert wäre gleich Null, sie müssten auch sofern eine andere Verwendung für sie nicht in Betracht kommt und auch später ein Ertrag nicht erwartet werden kann, als wertlos angesehen werden».

«Es ist klar, dass eine Ueberkapitalisation wohl hinsichtlich eines Industriezweiges, also hinsichtlich eines mehr oder weniger grossen Teiles der Produktion gegeben sein kann, niemals aber hinsichtlich der ganzen Produktion. - Ueberkapitalisation heisst hier, dass zu viel Kapital an fixen Anlagen investiert ist, dass eine volle Ausnützung der Kapazität der Anlagen, also eine so weite Ausdehnung der Produktion, dass die Kosten nicht mehr abnehmen, deshalb nicht möglich ist, weil in dem Gesamtzusammenhange der Wirtschaft eine die Kosten deckende Nachfrage, also eine Nachfrage, welche für jedes einzelne bei diesem Produktionsquantum auf dem Markt geworfene Stück einen Preis zahlt, welcher die Kosten deckt, nicht gegeben ist».

«Es ist unter allen Umständen ein Aufbau der Produktion möglich, in welchem durchwegs in dem relevanten Teile der Kostenkurve bei einem jeden Produktionsmittel steigende Kosten bestehen».

²² Marshall : Money, Credit and Commerce, Londres 1922, livre 3, chapitre VI. : « Der Umfang des Warenaustausches hängt ab von der Gestaltung der Nachfrage, von der Vielseitigkeit der Produktionsmöglichkeiten, von der Elastizität des Angebotes ».

²³ Keynes : Treatise on Money, tome I., chapitre 13, Londres 1930 - Report of Committee on Finance and Industry, paragraphe 295, Londres 1931.

²⁴ Richard Schüller : Schutzzoll und Freihandel, Vienne 1905.

²⁵ Stackelberg : Marktform und Gleichgewicht, Berlin-Wien 1934.

²⁶ W. A. Jöhr : Theoretische Grundlagen der Wirtschaftspolitik, tome I, St. Gallen 1943, page 171.

²⁷ Mihail Manoilescu : Théorie du protectionnisme et de l'échange international, Paris 1929, page 61 : L'auteur démontre à l'aide des tableaux statistiques que le revenu agricole qui est de 20 % du revenu total des nations est réalisé par 52 % de la population active (du nombre des producteurs), il s'ensuit que le reste de 80 % de ce même revenu est réalisé par le reste de 48 % de la population active. (Ceci pour différents pays).

« Par conséquence mathématique $\frac{80}{48} : \frac{20}{52} = 4,35$ toutes les autres activités humaines sont en moyenne approximative de 4,35 fois plus productives que l'activité agricole ».

« C'est ce que nous pourrions appeler l'infériorité intrinsèque de l'agriculture à laquelle nous opposons la supériorité intrinsèque de l'industrie ».

²⁸ Lujo Breatano : Die Schrecken des überwiegenden Industriestaates, Berlin 1908, page 35 : « Die hauptsächlichsten Maschinen gebrauchenden und industriellen Länder sind Grossbritannien, Deutschland, die Vereinigten Staaten, Frankreich, Belgien, Holland. Der Ausfuhr dieser Länder an Industrie-Produkten gegenüber kommt die der übrigen Länder nicht in Betracht. Die Bevölkerung der genannten Länder beziffert sich auf weniger als 220 Millionen, während die Bevölkerung der ganzen Erde auf 1500 Millionen beziffert wird. Die Bedürfnisse von mehr als 1200 Millionen Menschen sind erst in ihren Anfängen ».

²⁹ Breatano : Die Schrecken des überwiegenden Industriestaates, Berlin 1908, page 34 : « Die neuen Länder, die mit uns industriell zu konkurrieren beginnen, kranken nicht an der unsere Stellung im internationalen Wettbewerb schwer schädigenden Mittelstandspolitik und haben sehr viel niedrigere Getreidepreise. Setzen wir nun einmal den Fall, jene Länder, von denen wir bisher Agrarprodukte bezogen, wurden uns auch in allen industriellen Produktionszweigen überlegen, so haben doch schon Torrens und Ricardo gezeigt, dass sie selbst dann nicht aufhören würden, Industrieprodukte von uns zu beziehen ».

³⁰ Hotteling : Pure Spacial Competition, Econ. Journal 1938.

Conclusions

A la fin de ce travail, nous pouvons formuler les conditions qui sont nécessaires au succès de l'industrialisation. Parmi ces conditions nous pouvons faire une subdivision selon deux points de vue : D'une part nous pouvons distinguer entre l'ordre des données et l'ordre des variables économiques. Celles-ci constituent l'économie politique ; d'autre part nous pouvons distinguer entre les conditions qui sont nécessaires à la naissance de l'industrialisation et celles qui sont nécessaires pour qu'un pays déjà partiellement industrialisé puisse continuer dans cette voie.

1. Les conditions liées à la constitution économique

Le phénomène de l'industrialisation, vu sous son aspect historique, est né dans le cadre de l'économie capitaliste. Ce régime se caractérise par la production inorganique, la poursuite du profit et la liberté dans le système économique. De ces conditions la technique inorganique doit être retenue comme une nécessité. En ce qui concerne la poursuite du profit, nous présupposons une économie qui désire atteindre le plus grand produit social. En l'absence de ce désir, l'implantation constante d'industries nouvelles est inimaginable.

Le but de l'économie capitaliste est la recherche constante de la satisfaction des besoins des êtres. Or, il faut, pour que l'industrialisation se développe, que les entrepreneurs conservent cet esprit calculateur qui, selon Sombart, est le moteur de tout système¹.

Une question particulièrement épineuse est celle de savoir, si un système reposant sur la propriété privée, la liberté de consommation et la liberté de travail est nécessaire à l'industrialisation. Si l'on observe l'exemple de l'U.R.S.S., il semble qu'une industrialisation maximum soit réalisable même lorsque les décisions ne sont pas prises par les entrepreneurs, mais par un Bureau central. Cette impression repose toutefois sur un faux raisonnement. Même en supposant que la direction des affaires économiques connaisse parfaitement au moment T_1 l'en-

semble des données économiques du pays, il ne s'ensuit pas qu'il est possible de déterminer, à partir de ce système d'équilibre de l'économie sociale², les besoins exacts au temps T_2 ³.

Une telle réglementation de la production serait imaginable lorsqu'il s'agit de questions purement techniques. Ce calcul technique ne sera cependant plus possible lorsqu'il s'agira du choix entre deux genres de besoins différents, par exemple du choix entre des maisons en béton et des maisons en bois. Seul le marché libre, où les consommateurs peuvent faire valoir leurs désirs, peut permettre une satisfaction maximum des besoins. L'économie dirigée socialiste ne fonctionnera pas malgré, mais grâce au marché mondial, qui lui permet de s'orienter⁴.

2. Le progrès technique

Selon le degré de dynamisme des entrepreneurs, l'industrialisation nécessitera des inventions qui permettront de rendre les produits de grande consommation meilleur marché et de satisfaire ainsi une demande massive, laquelle de son côté activera à son tour l'industrialisation. En ce qui concerne cette condition, nous devons pourtant ne pas perdre de vue que celle-ci n'est nécessaire qu'au début de l'industrialisation. Les inventions, telles que celles qui ont été mises en œuvre au tournant du XVIIIème et du XIXème siècles et qui concernaient typiquement les biens dont la demande est très élastique, sont nécessaires pour mettre en marche l'industrialisation. Le processus une fois commencé, des inventions que l'on pourrait désigner sous le terme d'inventions de routine seront suffisantes. Elles rendront les processus de production moins coûteux, sans causer toutefois d'innovations révolutionnaires. Théoriquement, on peut imaginer le cas d'une économie suffisamment dotée en capital, qui continue à s'industrialiser et à implanter des circuits de production d'une durée toujours plus longue, sans que des innovations techniques aient lieu.

3. La population

Pour que l'industrialisation puisse se réaliser, il faut qu'il existe un excès de population, si les deux premières conditions sont remplies. Cet excès de population est nécessaire, afin que les fabriques puissent disposer de la main d'œuvre nécessaire à leur développement. Cette condition également ne prend de l'importance qu'au début de l'industrialisation. Une fois que l'industrialisation est mise en marche, il faudra compter avec une régression du taux d'accroissement de la population.

Ce phénomène est même une condition préalable de l'industrialisation continue. Celle-ci n'est imaginable que si des besoins surgissent dans de larges couches de la population, pour la satisfaction desquels des fabriques nouvelles doivent être construites. Cette faculté d'extension de l'échelle des besoins n'est toutefois possible que si la population dispose d'un pouvoir d'achat qui se situe bien au-dessus du minimum vital ⁵.

4. Les conditions du sol

La production industrielle peut être considérée, sous un certain point de vue, comme concurrente de la production agricole. Il est évident qu'un Etat en voie d'industrialisation a besoin d'une certaine quantité de sol pour permettre l'approvisionnement de ses habitants. Toutefois, ce sol ne doit pas nécessairement se situer à l'intérieur du territoire qui sera industrialisé. Pour que l'industrialisation puisse se développer avec succès, il est même nécessaire que le prix du produit marginal de l'agriculture soit plus faible que celui du produit marginal de l'industrie ⁶.

Il en résulte implicitement que l'industrialisation avancée présuppose, du moins en principe, le libre échange afin que les denrées alimentaires nécessaires puissent être achetées dans d'autres pays ⁷. Il s'ensuit en outre que l'industrialisation n'est possible que si les lieux de production sont déterminés avec justesse. En principe ceci signifie que la présence de ressources naturelles est nécessaire. Leur nature peut évidemment varier. Elles ne seront importantes qu'à partir du moment où les agglomérations de population existent déjà.

5. Les conditions de la formation du capital

Si les conditions que nous venons d'énumérer sont réunies, l'industrialisation peut se continuer si le niveau de vie ou le revenu de la population s'élèvent constamment, de façon à ce que le capital réel nécessaire au développement de l'industrialisation soit toujours disponible. Nous avons à faire ici à un phénomène typiquement permanent. Pour que l'industrialisation puisse être maintenue, il faut que le capital soit constamment renouvelé. Il est très important que l'ampleur du capital réel nécessaire devienne toujours plus grande au cours de l'industrialisation. Il existe par conséquent pour le développement de l'industrialisation au fond deux possibilités : jusqu'à l'optimum de population, l'industrialisation peut être maintenue si le coefficient

d'épargne de la population s'élève. Tôt ou tard, le moment doit toutefois intervenir où l'ouvrier additionnel représente en premier lieu un consommateur supplémentaire, sa force productive n'étant considérée qu'en second lieu. Du moins en ce qui concerne une économie statique, on peut déduire que l'accroissement de l'industrialisation n'est possible que si le nombre de consommateurs augmente moins vite que la formation du capital. La question de savoir si cette conclusion s'applique effectivement à l'économie réelle ne peut être résolue ni affirmativement ni négativement par suite du progrès technique. Sur le terrain de la science pure, la thèse sociologique de Spann est irréfutable, à savoir que la pression de la population provoquera nécessairement des inventions, lesquelles nieront les effets de la loi de Malthus et de la loi du rendement décroissant⁸.

6. Les limites de l'industrialisation

Après avoir démontré dans la partie précédente de ce chapitre les conditions qui sont nécessaires à la mise en mouvement et au maintien de l'industrialisation, nous devons nous poser finalement la question de savoir si dans notre système économique, il existe des limites à cette industrialisation. Pour autant qu'il nous est possible d'embrasser ce problème d'un coup d'œil, nous pouvons distinguer deux facteurs qui limitent l'étendue de l'industrialisation. Ils ressortissent tous deux à la même cause principale, la formation continue du capital.

L'un de ces dangers provient du cycle économique qui, comme il est admis par les théoriciens de toutes les écoles, peut causer l'anéantissement du capital et entraver ainsi l'industrialisation. Dans le cadre de la politique conjoncturelle se présente alors le problème de savoir quel est le moindre des deux maux. La politique contra-cyclique signifie nécessairement une limitation du libéralisme, limitation de la libre entreprise et par conséquent un ralentissement du progrès économique. D'autre part, la politique de conjoncture signifie, du moins dans la mesure où cette politique est rationnelle, un freinage de l'essor et par là, une atténuation de la crise et une limitation des pertes du capital.

Le deuxième danger provient de la limitation de la libre concurrence. Même si nous faisons abstraction de toutes les formes d'interventionnisme étatique, il est un fait que le capitalisme avancé est caractérisé par la tendance à la création de grandes entreprises. Logiquement, il s'ensuit donc que le marché où règne la libre concurrence est peu à peu dominé par des oligopoles. Cette transformation peut aboutir à des luttes de pouvoir et à une destruction de capital⁹. La question de savoir si les choses peuvent aller aussi loin réellement, et

si cette tendance vers l'oligopole est une *nécessité*, est encore ouverte. En dépit des efforts de Stackelberg ¹⁰, la preuve n'en a pas encore été faite aujourd'hui ¹¹.

Tout ce que l'on peut dire au point de vue scientifique sur cette question peut se résumer en deux phrases : pour l'Etat, il est nécessaire de limiter ses interventions à un minimum et, dans le cadre des interventions, il doit pratiquer une politique de lutte contre les monopoles ¹².

Si l'on adhère à l'ordre économique existant, on peut espérer et être persuadé que l'esprit capitaliste dans le bon sens du mot possède encore assez de vitalité pour permettre aux entrepreneurs dynamiques de se défendre contre la concentration des entreprises. Si cela n'était pas le cas, notre système économique serait désuet et il devrait faire place à un autre ordre économique, dans lequel le problème de l'industrialisation se poserait, peut-être, d'une manière très différente ¹³.

Remarques pour les conclusions

¹ Werner Sombart : Die Ordnung des Wirtschaftslebens, Tübingen 1928.

² Wieser : Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft, Tübingen 1914.

³ Ludwig von Mises : Nationalökonomie, Genève 1940, page 645, comparer l'introduction, remarque No 20.

⁴ Eucken : Wettbewerb als Grundprinzip der Wirtschaftsverfassung, im Sammelband « Der Wettbewerb als Mittels volkswirtschaftlicher Leistungssteigerung und Leistungsauslese », Munich 1942.

⁵ Vilfredo Pareto : Manuel d'Economie Politique, deuxième édition, Paris 1927.

⁶ Lujo Brentano : Die Schrecken des überwiegenden Industriestaates, Berlin 1901, page 17 et suivantes.

⁷ Ricardo : Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, tome I., Paris 1933, page 88, paragraphe 40.

⁸ Spann : Hauptprobleme der Volkswirtschaftslehre, Leipzig 1936.

⁹ Mises : Nationalökonomie, page 324 et suivantes.

¹⁰ Stackelberg : Grundlagen einer reinen Kostentheorie, Leipzig 1932, page 90.

¹¹ Triffin : Monopolistic Competition and General Equilibrium Theory, page 74.

¹² W. Röpke : Staatsinterventionismus, dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, quatrième édition, Jena 1929.

¹³ Eucken : Die Grundlagen der Nationalökonomie, deuxième édition, Jena 1941.

Littérature

- Aftalioo**, Monnaie prix et change, Paris 1935.
- Monnaie et industrie, Paris 1932.
 - Les fondements du socialisme, Paris 1923.
- Amoss Alfred**, Objekt und Grundbegriffe der theoretischen Nationalökonomie, Leipzig-Wien 1927.
- Ricardo als Begründer der theoretischen Nationalökonomie, Jena 1924.
 - Der Unternehmervergewinn, article dans la Wirtschaftstheorie der Gegenwart, tome III., Vienne 1928.
 - Vom Erkenntniswert der Quantitätstheorie, Zeitschrift für schweiz. Statistik und Volkswirtschaft, 1941.
- Aosiaux M.**, L'inflation du crédit et la prévention des crises, Paris 1933.
- Evolution du crédit et contrôle des banques, Revue d'économie politique, Paris 1934.
 - Traité d'économie politique, Paris 1933.
- Aquin Saint Thomas d'**, Somme théologique, traduit par l'abbé Drioux, tome IV., Paris 1852.
- Areboe**, Landwirtschaftliche Betriebslehre, Leipzig 1928.
- Beaulieu-Leroi**, Traité théorique et pratique d'économie politique, Paris 1910.
- Becher Johann Joachim**, Der politische Diskurs, 6me édition 1759.
- Beckerath H. v.**, Der moderne Industrialismus, Gewerbepolitik I., Jena 1930.
- Bernonlli Jacob**, Versuch einer neuen Theorie der Wertbestimmung von Glücksfällen, édition Pringsheim, Leipzig 1896.
- B. I. T.**, Annuaire statistique du travail, Genève 1938.
- Böbler**, Grundlagen der Nationalökonomie, Zürich 1944.
- Böhm-Bawerk Eugen v.**, Kleine Schriften, édition Hayek, Vienne 1924.
- Kapital und Kapitalzins, 3me édition, Innsbruck 1902.
 - Zins, article dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 4me édition, Jena 1929.
 - Macht oder ökonomisches Gesetz? Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung, tome XXIII., 1914.

- Borkiewicz L. v.**, Bevölkerungswesen, Leipzig 1919.
- Brentano Lujn**, Die Schrecken des überwiegenden Industriestaates, Berlin 1908.
- Bücher Karl**, Die Entstehung der Volkswirtschaft, 3me édition, Tübingen 1901.
- Burkheiser**, Die Grenzen der Staatsverschuldung, Berlin 1937.
- Carrel**, Sozialökonomische Theorie und Konjunkturtheorie, Leipzig- München 1932.
- Cassel Gustave**, Theoretische Sozialökonomie, Leipzig 1932.
- Zusammenbruch der Goldwährung, Leipzig 1936.
- Chamberlin E.**, The Theory of Monopolistic Competition, Cambridge 1933.
- Clark J. B.**, The Distribution of Wealth, New-York 1898.
- Colson C.**, Cours d'économie politique, Paris 1915.
- Cornélissen Ch.**, Théorie du salaire et du travail salarié, Paris 1908.
- Diehl Karl**, Theoretische Nationalökonomie, Jena 1924.
- Produktion, article dans la Wirtschaftstheorie der Gegenwart, Vienne 1932.
- Dietzel Heinrich**, Agrarstaat oder Industriestaat, Hwb. d. Staatsw., 3me édition, Jena 1910.
- Durkheim E.**, La division du travail social, Paris 1925.
- Egländer Otto**, Standort, article dans le Hwb. d. Staatsw., Jena 1929.
- Unternehmergewinn, article dans le Hwb. d. Staatsw., Jena 1929.
- Englis Karel**, Grundlagen des wirtschaftlichen Denkens, Brno 1925.
- Eucken W.**, Kapitaltheoretische Untersuchungen, Jena 1934.
- Die Grundlagen der Nationalökonomie, Jena 1941.
- Wettbewerb als Grundprinzip der Wirtschaftsverfassung, dans le Sammelband «Der Wirtschaftsbewerb als Mittel volkswirtschaftlicher Leistungssteigerung und Leistungsauslese», Munich 1942.
- Eulenborg**, Aussenhandel und Aussenhandelspolitik, Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen 1928.
- Fischer Irving**, Die Illusion des Geldes, Berlin 1912.
- The Money Illusion, New-York 1928.
- Gide Charles**, Cours d'économie politique, Paris 1930.
- Gide-Rist**, Histoire des doctrines économiques, Paris 1926.
- Gossaard René**, Histoire des doctrines économiques, Paris 1943.
- Haberler Gottfried v.**, Prosperité et dépression, Genève 1943.
- Der internationale Handel, Berlin-Wien 1932.

- Hahn Albert**, Volkswirtschaftliche Theorie des Bankkredits, Jena 1930
- Halm**, Konkurrenz, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Hayek Friedrich A. v.**, Beiträge zur Geldtheorie, Leipzig 1933.
- Preise und Produktion, Vienne 1931.
 - Prices and Production, 2me édition, Londres 1935.
 - Geldtheorie und Konjunkturtheorie, Vienne 1929.
 - Collectivist Economic Planning, Londres 1938.
- Henderson**, Oxford Economic Papers, tome I., Oxford 1938.
- Herkner**, Die Arbeiterfrage, Berlin 1912.
- Herzfeld Marianne v.**, Die Geschichte als Funktion der Geldbewegung, Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, tome 56, Tübingen.
- Hicks I. R.**, The Theory of Wages, Londres 1933.
- Value and Capital, Londres 1939.
- Hildebrand Bruno**, Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft, 1848.
- Hirsch**, Der moderne Handel, Grundriss der Nationalökonomik, Tübingen.
- Hotteling**, Pure Spacial Competition, Economic Journal, New-York.
- Jevons J. S.**, Principles of Political Economy, Londres 1872.
- Jöhr W. A.**, Theoretische Grundlagen der Wirtschaftspolitik, tome I., St. Gallen 1943.
- Inflation und Rationierung, St. Gallen 1942.
 - Nachkriegsdeflation, St. Gallen 1946.
 - Liquiditätsvorliebe und Hang zum Verbrauch, Schmollers Jahrbuch 1942.
- Kerschagl**, Methodenlehre der Volkswirtschaftslehre, Vienne 1929.
- Keynes J. M.**, Treatise on Money, Londres 1930.
- Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Paris 1942.
 - Vom Gelde, München 1932.
 - Rapport MacMillan, Londres 1931.
- Kleiwächter**, Gewerbepolitik, Vienne 1887.
- Knight F. H.**, Risk, Incertainty and Profit, Boston 1921.
- Kondradieff**, Die langen Wellen der Konjunktur, Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel 1928.
- Küng**, Staatsinterventionismus, Berae 1941.
- Landauer**, Grundprobleme der funktionellen Verteilung des wirtschaftlichen Wertes, Leipzig 1923.
- Landry**, Le crédit industriel et commercial, 1914.
- Laufenburger**, L'intervention de l'Etat en matière économique, Paris 1939.

- Lavergne, Essor et décadence du capitalisme, Paris 1938.
- Lederer, Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit, Tübingen 1931.
- Lescure Jean, Banques de dépôt, banques d'émission, banques de réserve, Revue d'économie politique, Paris 1921.
- Les crises générales et périodiques de surproduction, Paris 1932.
- Liefmann R., Grundsätze der Volkswirtschaftslehre, Leipzig 1917.
- Kartelle, Konzerne und Trusts, Stuttgart 1927.
- List Friedrich v., Das Nationale System der politischen Oekonomie, édition R. Hobbing, Berlin 1930.
- Lood Mc., Lombard Street, Londres 1871.
- Mahr A., Untersuchungen zur Zinstheorie, Vienne 1929.
- Malthus Robert, Essay on the Principles of the Population, Londres 1789.
- Principles of Political Economy, Londres 1936.
- Manoilescu Mihail., Théorie du protectionnisme et de l'échange international Paris 1929.
- Mantoux, La révolution industrielle, Paris 1905.
- Margat, Theory of Prices, New-York 1938.
- Marshall Alfred, Handbuch der Volkswirtschaftslehre, édition Brentano, 1905.
- L'Industrie et le Commerce, Paris 1934.
- Principles of Political Economy, Cambridge 1899.
- Money, Credit and Commerce, livre III., chapitre VI., Londres 1922.
- Marx Karl, Das Kapital, tome I., Der Produktionsprozess, édition Kautsky, Hamburg 1914.
- Marx-Engels, Das kommunistische Manifest, Londres 1848.
- Mayer Hans, Produktion, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Zurechnung, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Vom Erkenntniswert der funktionellen Preistheorien, dans la Volkswirtschaftstheorie der Gegenwart, tome II., Vienne 1932.
- Meisl, Theorie der Erwerbsbetriebe, article dans le Handbuch der Finanzwissenschaft, Tübingen 1929.
- Mellerowicz, Kosten und Kostentheorie, Berlin 1932.
- Menger Karl, Grundsätze der Volkswirtschaftslehre, Vienne 1871.
- Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften, Leipzig 1883.
- Mill J. Stuart, Principles of Political Economy, Londres 1849.
- Mises Ludwig v., Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel, Munich 1924.
- Die Gemeinwirtschaft, Jena 1932.

- Mises Ludwig v., Liberalismus, Jena 1927.
- Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik, Jena 1928.
 - Kritik des Interventionismus, Jena 1929.
 - Grundprobleme der Nationalökonomie, Jena 1933.
 - Nationalökonomie, Genève 1940.
 - Die Rolle des stehenden Kapitals, en l'honneur de V. Stuart, Amsterdam 1928.
 - Preistaxen, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Morgenstern, Die Grenzen der Wirtschaftspolitik, Vienne 1934.
- Offene Probleme der Kosten- und Ertragstheorie, Zeitschrift für Nationalökonomie, tome II., Vienne 1931.
- Mühlenfels A. v., Freigeld, St. Gallen 1934.
- Neurath, Wirtschaftsgeschichte des Altertums, Leipzig 1928.
- Nogaro Bertrand, La monnaie et les problèmes monétaires contemporains, Paris 1935.
- Cours d'économie politique, 2me édition, Paris 1944.
- Nogaro et Oualid, L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis 150 ans, Alcan Paris 1914.
- Nöll v. der Nahmer, Der volkswirtschaftliche Kreditfonds, Berlin 1935.
- Obbia Bertil, Protection and Non-Competing Groups, Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel 1931.
- International Price Relations, Washington 1922.
 - A Notable Experiment, Monetary Management in Sweden, Londres 1932.
 - Ist eine Modernisierung der Aussenhandelspolitik erforderlich? Weltwirt. Archiv, Kiel 1927.
 - Die Beziehungen zwischen internationalem Handel und internationaler Bewegung von Kapital und Arbeit, Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne 1930.
- Oppenheimer Franz, Theorie der reinen und politischen Oekonomie, Berlin 1910.
- Das Kapital, Amsterdam 1938.
- Pareto Vilfredo, Manuel d'économie politique, édition Bonnet, Paris 1927.
- Perroux, La pensée économique de Joseph Schumpeter, Paris 1935.
- Piccard R., Les aspects économiques et sociaux de la rationalisation, Paris 1929.
- Pigon A. C., Economics of Welfare, Londres 1932.
- Industrial Fluctuations, Londres 1929.
- Pirou Gaëtan, La crise du capitalisme, Paris 1934.
- Traité d'économie politique, 2me édition, Paris 1946.
- Pirou G. et Byé, Les cadres de la vie économique, Paris 1940.

- Predöbl A.**, Industrialisierung und Weltwirtschaft, Berlin-Leipzig 1937.
- Prokopowicz**, L'industrialisation des pays agricoles et la structure de l'économie mondiale après la guerre, Neuchâtel 1946.
- Rappard William**, Le nationalisme économique et la S. d. N., Paris 1938.
- De l'optimum de la population, Zeitschrift für Sweiz. Statistik und Volkswirtschaft, Bâle 1927.
- Ricardo David**, Principles of Political Economy and Taxation, édition McCulloch, Londres 1852.
- Principes de l'économie politique et de l'impôt, édition A. Costes, Paris 1933.
- Ricci**, Die Arbeit in der Individualwirtschaft, article dans la « Wirtschaftstheorie der Gegenwart », tome II., Vienne 1932.
- Rist Charles**, Théories relatives à l'action de l'or et du taux de l'escompte sur le niveau général des prix, Revue d'économie politique, Paris 1935.
- Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires, Paris 1933.
- Robbins L.**, Certain Aspects of a Theory of Costs, Economic Journal, tome 44., New-York 1934.
- An Essay on the Nature and Significance of Economic Science, Londres 1932.
- La grande dépression, Paris 1934.
- The Optimum Theory of Population, London 1927.
- Robertson D. H.**, Essays on Monetary Theory, Londres 1941.
- Industrial Fluctuations and the Natural Rate of Interest, Economic Journal, tome 44., New-York 1934.
- Banking Policy and the Price Level, Londres 1932.
- Robinson E. A. G.**, Betriebsgrösse und Produktionskosten, Vienne 1936.
- Robinson Joan**, Theory of Unemployment, Cambridge 1942.
- The Economics of Imperfect Competition, Londres 1933.
- Roosevelt F. D.**, On Our Way, New-York 1936.
- Röpke Wilhelm**, Krise und Konjunktur, Leipzig 1932.
- Crises and Cycles, Londres 1936.
- Die Theorie der Kapitalbildung, Tübingen 1929.
- Secondary Depression, Economic Essays en l'honneur de G. Cassel, Genève 1933.
- Sozialisierung, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Die Lehre von der Wirtschaft, Zürich 1943.
- Civitas Humana, Zürich 1944.
- La crise de notre temps, Zürich 1943.
- Die internationale Ordnung, Zürich 1945.
- Staatsinterventionismus, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Industrialisation des pays agricoles - Problème scientifique, Revue économique internationale, tome III., Bruxelles 1938.

- Roscher**, Handbuch der Volkswirtschaftslehre, tome I., Tübingen 1920.
- Rosenstein-Rodan**, Grenznutzen, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.
- Saitzew**, Lange Wellen der Arbeitslosigkeit, Schriften des Vereins für Sozialpolitik, tome 173, Munich 1928.
- Sauvy Alfred**, Plein emploi et pleine population, article dans la « Population » - Revue trimestrielle de l'Institut national d'études démographiques, No 2, avril-juin 1946, Presses universitaires de France, Paris.
- Progrès technique et répartition professionnelle de la population, page 63, article dans la « Population » - No 1, janvier-mars 1949.
 - Dépeuplement rural et peuplement rationnel, page 20, Presses universitaires de France, Paris 1949.
 - Richesse et population, page 16, Payot, Paris 1944.
- Say J. B.**, Ausführliche Darstellung der Nationalökonomie, Paris 1830.
- Schiff**, Hauptprobleme der Planwirtschaft, Berlin 1932.
- Schmalembach**, Selbstkostenrechnung und Preispolitik, Leipzig 1936.
- Schmoller Gustav**, Geschichte der Strassburger Tucher und Weberzunft, Strassburg 1878.
- Schneider Erich**, Theorie der Produktion, Vienne 1934.
- Schumpeter Joseph**, Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung, Munich 1935.
- Die goldene Bremse an der Kreditmaschine, article dans les « Kölner Vorträge ».
 - Die Strukturwandlung der deutschen Volkswirtschaft, Cologne 1928.
 - Das Sozialprodukt und die Rechenpfennige, Zeitschrift für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Tübingen 1916-1917.
 - Vorwort zu Zeuthen, Problems of Monopoly and Warfare, Londres 1930.
 - Business Cycles, Cambridge 1939.
- Schüller**, Schutzzoll und Freihandel, Vienne 1905.
- Smith Adam**, An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations, édition Cannen, New-York 1938.
- Snyder Karl**, Die Bedeutung des Kapitalangebotes für den Industrialisierungsprozess, Weltwirt. Archiv, II., page 185, Kiel 1935.
- Samary**, Bankpolitik, Tübingen 1939.
- Sombart Werner**, Kapitalismus, article dans le Handwörterbuch der Soziologie, Stuttgart 1931.
- Gewerbeswesen, 1ère et 2me partie, Leipzig 1904.
 - L'apogée du capitalisme, I-II, Paris 1932.
 - Die Ordnung des Wirtschaftslebens, Grundriss der Sozialökonomie, tome V., Berlin 1928.
- Spann Othmar**, Das Fundament der Volkswirtschaftslehre, Jena 1923.
- Hauptprobleme der Volkswirtschaftslehre, Leipzig 1936.

- Spiethoff**, Krisen, article dans le Hwb. d. Staatswissenschaften, 4me édition, Jena 1929.
- Stackelberg**, Grundlagen einer reinen Kostentheorie, Wien-Leipzig 1932.
- Marktform und Gleichgewicht, Berlin-Wien 1934.
- Sternegg Inama v.**, Das Bevölkerungsweisen im Mittelalter, article dans le Hwb. d. Staatsw., 3me édition, Jena 1923.
- Straffa**, The Laws of Returns under Competitive Conditions, Economic Journal, New-York 1926.
- Strigl Richard v.**, Die Aenderungen in den Daten der Wirtschaft, Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, Leipzig 1928.
- Die ökonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft, Jena 1923.
- Kapital und Produktion, Vienne 1934.
- Angewandte Lohntheorie, Leipzig-Wien 1926.
- Lohnfonds und Geldkapital, Zeitschrift für Nationalökonomie, tome V., Vienne 1934.
- Grundlagen der Nationalökonomie, Vienne 1938.
- Der wicksellsche Prozess, Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel 1942.
- Taussig F. W.**, International Trade, New-York 1929.
- Thüaco Heinrich v.**, Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie, tome I., Leipzig 1920.
- Triffin**, Monopolistic Competition and General Equilibrium Theory.
- Truchy**, Cours d'économie politique, Paris 1936.
- Tuckermans**, Neuindustrialisierung der Erde. Schriften des Vereins für Sozialpolitik, No 171, Berlin 1928.
- Viner J.**, Studies in the Theory of International Trade, New-York 1937.
- Wagemann**, Konjunkturlehre, Hamburg 1928.
- Zwischenbilanz der Krisenpolitik, Berlin 1935.
- Wagenfuhr R.**, Die Industriewirtschaft, Berlin 1933.
- Wagner Adolf**, Agrar- und Industriestaat, Berlin 1902.
- Wagner Valentin**, Geschichte der Kredittheorien, Vienne 1936.
- Walras Léon**, Cours d'économie politique. Lausanne 1893.
- Weber Adolf**, Allgemeine Volkswirtschaftslehre, Munich 1932.
- Sozialpolitik, Munich 1930.
- Weber Alfred**, Ueber den Standort der Industrien, Tübingen 1922.
- Industrielle Standortslehre, Grundriss der Sozialökonomie, VI., Tübingen 1923.

Weber Max Gesammelte Aufsätze zur Wirtschaftslehre, Tübingen 1922.
— Wirtschaft und Gesellschaft, Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen 1914.

Weiss Franz X., Abnehmender Ertrag, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.

Wicksell Knut, Geldzins und Güterpreise, Jena 1898.

— Ueber Wert, Kapital und Rente, Jena 1893.

— Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzips, tome I., Jena 1913.

— Böhm-Bawerks Dritte Grund, Zeitschrift für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Tübingen 1923.

Wiegenfeld Karl, Gewerbepolitik, Berlin 1927.

Wiese L., Die Konkurrenz, article dans le Hwb. d. Staatsw., 4me édition, Jena 1929.

Wieser Friedrich v., Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft, Grundriss der Sozialökonomie, Tübingen 1914.

Windelband Karl, Preludien, Tübingen 1922.

Zizek, Grundriss der Statistik, Leipzig 1923.

Zwiedineck O. S., Der Begriff des homo oeconomicus und sein Lehrwert, Jahrbücher für Nationalökonomie, Leipzig 1934.

— Kritisches und Positives zur Preistheorie, Zeitschrift für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Tübingen 1916.

— Lohn und Lohnpolitik, article dans le Hwb. d. Staatsw., Jena 1929.

Périodiques :

Economica, Cambridge.

Economic Journal, New-York.

Jahrbücher für Nationalökonomie, Leipzig.

Journal of Political Economy, New-York.

Revue économique internationale, Bruxelles.

Revue d'économie politique, Paris

Schmollers Jahrbuch, Leipzig.

Schriften des Vereins für Sozialpolitik, Volkseinkommen und Volksvermögen, Munich.

Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel.

Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne.

Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft, Bâle.

Dictionnaires :

Encyclopedia of Social Sciences, New-York 1930.

Handbuch der Staatswissenschaften, édition Gorres Gesell, Freiburg 1932.

Handwörterbuch der Staatswissenschaften (Hwb. d. Staatsw.), Jena 1929.

Wörterbuch der Volkswirtschaft, Jena 1930.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
1. Histoire du développement	7
2. Le processus de l'industrialisation	10
Remarques pour l'introduction	12
CHAPITRE PREMIER. La population	19
1. La population en tant que fondement de l'économie	19
2. L'accroissement de la population	20
3. Régression de la natalité	21
4. La prolétarianisation	24
5. L'optimum de population	25
Remarques pour le chapitre premier	31
CHAPITRE II. La main-d'œuvre	39
I <i>La théorie du salaire en tant que théorie générale des prix</i>	39
II <i>La courbe d'offre de main-d'œuvre</i>	40
1. La main-d'œuvre dans l'économie individualiste	40
2. Le minimum de subsistance	41
3. Le standard de vie	41
4. Non-Competing groups	42
5. Le chômage structurel	42
III <i>La courbe de demande du travail</i>	43
1. La productivité marginale du travail	43
2. Le principe de substitution dans une économie industrialisée	45
3. Les syndicats	47
4. Les cartels	47
Remarques pour le chapitre II	48
CHAPITRE III. Le sol	55
1. Le sol en tant que facteur de production ne pouvant pas être augmenté	55
2. Le sol lieu de production	56

3. La loi générale des rendements	58
4. La loi de production en masse	58
5. L'industrialisation et le changement technique	60
Remarques pour le chapitre III	60
 CHAPITRE IV. Le capital	 65
1. La notion du capital	65
2. L'épargne	66
3. L'intérêt	67
4. L'intérêt du capital	69
Remarques pour le chapitre IV	71
 CHAPITRE V. Le développement de l'industrie	 75
1. La méthode de la statique comparative	75
2. Le processus de Wicksell	77
3. La crise	80
4. Les changements monétaires et leurs répercussions économiques	81
5. La théorie générale de l'emploi	82
6. Les entrepreneurs et la conjoncture	83
Remarques pour le chapitre V	85
 CHAPITRE VI. Le commerce international	 89
1. La particularité du commerce international	89
2. La théorie de coûts comparatifs	91
3. La théorie dynamique du commerce international	92
4. Les dangers de l'Etat exclusivement industriel	95
Remarques pour le chapitre VI	97
 CONCLUSIONS	 101
1. Les conditions liées à la constitution économique	101
2. Le progrès technique	102
3. La population	102
4. Les conditions du sol	103
5. Les conditions de la formation du capital	103
6. Les limites de l'industrialisation	104
Remarques pour les conclusions	105
 LITTÉRATURE	 107

Achévé d'imprimer
le 15 décembre 1958
sur les presses de
l'Imprimerie de l'Ouest
Neuchâtel (Suisse)